

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

L'AUTORÉGLEMENTATION DES MÉDIAS CANADIENS
EN MATIÈRE DE COUVERTURE DE LA SÉCURITÉ NATIONALE
EST-ELLE POSSIBLE?

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR
VINCENT FRIGON

AOÛT 2016

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.10-2015). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Je tiens à débiter ce mémoire en prenant soin de remercier toutes les personnes qui ont contribué de près ou de loin à la réussite de ce projet de maîtrise, en dépit d'un parcours semé d'embûches, entre mes séjours en Guinée, à Ottawa, les grèves étudiantes et les changements d'emplois. Merci aux participants qui ont pris part à ma recherche; à mon directeur Justin Massie et à mon ancien directeur Stéphane Roussel, pour leurs conseils et leurs encouragements; à ma conjointe Mylène Fernet, pour son appui inconditionnel malgré mes absences répétées; à mes parents Roseline et Ghislain, ma belle-mère Claudette, qui ont généreusement pris soin des enfants, Maëva et Camille; et à feu mon beau-père, René Fernet, qui a été le premier à réviser mon projet de mémoire et qui, par sa passion pour les études, a été et est encore une source d'inspiration et de motivation.

TABLE DES MATIERES

LISTE DES TABLEAUX	VI
LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES.....	VIII
RÉSUMÉ	IX
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I	
ÉTAT DES CONNAISSANCES ET CADRE ANALYTIQUE	6
1.1 Introduction.....	6
1.2 État des connaissances	6
1.2.1 Études sur la sécurité et le renseignement.....	8
1.2.2 Études sur les médias.....	9
1.2.3 Médias, démocratie et sécurité nationale.....	11
1.2.4 Le dilemme communicationnel de la sécurité nationale	13
1.2.5 Contexte sociopolitique et contexte juridique.....	18
1.2.6 Autoréglementation des médias et des ICSN	22
1.3 Contexte théorique	27
1.3.1 Typologie du contexte sociopolitique	28
1.3.2 Typologie de la liberté de presse	31
1.3.3 Typologie des pratiques journalistiques.....	33
1.3.4 Questions de recherche	36
1.4 Méthodologie	38
1.4.1 Analyse de contenu des articles de presse.....	38
1.4.2 Entrevues semi-dirigées	43
1.4.3 Analyse des résultats.....	45

CHAPITRE II	
L'AFFAIRE ARAR.....	47
2.1 Introduction.....	47
2.2 Nature de la relation.....	49
2.2.1 Malaises et portes closes.....	49
2.2.2 Les causes du ressentiment.....	53
2.2.3 Manipulation et contrôle de la presse.....	56
2.3 Les positions défendues par les journalistes	60
2.3.1 Des journalistes interprétatifs, adversaires et disséminateurs	61
2.3.2 Point de vue des représentants des ICSN	66
2.3.3 Conclusion.....	67
CHAPITRE III	
L'AFFAIRE SNOWDEN.....	69
3.1 Introduction.....	69
3.1.1 Un sujet traité « à froid ».....	71
3.2 La nature de la relation	73
3.2.1 Vers davantage de fermeture et de confrontation.....	75
3.3 Fonctions journalistiques dominantes.....	79
3.4 Liberté de presse contre sécurité nationale	84
3.4.1 La protection des sources.....	85
3.4.2 La protection des méthodes des agences de renseignement.....	90
3.4.3 Ne pas publier « pour cause de sécurité nationale »	92
3.4.4 Tolérance aux contraintes en matière de liberté de presse	93
3.5 Conclusion	95
CHAPITRE IV	
L'AUTORÉGLEMENTATION.....	97
4.1 Introduction.....	97
4.2 La nature de la relation	98
4.3 Les positions défendues	99
4.4 La gestion des enjeux de sécurité nationale.....	101
4.5 Contribution à la recherche	102

CONCLUSION	106
BIBLIOGRAPHIE.....	118
ANNEXE A	
CANEVAS D'ENTREVUE AVEC LES JOURNALISTES	108
ANNEXE B	
MODÈLES THÉORIQUES	115

LISTE DES TABLEAUX

Tableau	Page
1.1 Les options des médias pour la couverture des activités de renseignement selon le modèle de Campbell (2009).....	29
1.2 Les options des agences de renseignement dans leur relation avec les médias selon le modèle de Campbell (2009).....	30
1.3 Évolution de la relation médias-agences de renseignement selon Campbell (2009)	30
1.4 Échelle « Assange-Schoenfeld » de la liberté d'expression en matière de sécurité nationale	32
1.5 Typologie des modèles journalistiques selon Weaver	36
2.1 Options des médias pour la couverture de l’Affaire Arar selon le modèle de Campbell (2009). Perceptions des participants	50
2.2 Options des agences de renseignement dans leur relation avec les médias dans l’Affaire Arar selon le modèle de Campbell (2009). Perceptions des participants .	50
2.3 Modèles journalistiques dans les articles de l’Affaire Arar analysés	62
2.4 Modèles journalistiques dans l’Affaire Arar. Perceptions des journalistes (J) et des représentants des ICSN (S) interviewés	64
3.1 Les options des médias pour la couverture de l’Affaire Snowden selon le modèle de Campbell (2009). Perceptions des participants	76
3.2 Les options des agences de renseignement dans leur relation avec les médias pendant l’Affaire Snowden, selon le modèle de Campbell (2009). Perceptions des participants	78
3.3 Modèles journalistiques dans les articles de l’Affaire Snowden analysés.....	80

3.4	Modèles journalistiques dans l’Affaire Snowden. Perceptions des journalistes (J) et des représentants des ICSN (S) interviewés	81
3.5	Échelle « Assange-Schoenfeld » de la liberté d’expression en matière de sécurité nationale. Perceptions des participants	88

LISTE DES ABREVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

CIA	Central Intelligence Agency
CSTC	Centre de la sécurité des télécommunications du Canada
DSMA	Defence and Security Media Advisory
GRC	Gendarmerie royale du Canada
ICIJ	International Consortium of Investigative Journalists
ICSN	Institutions canadiennes de la sécurité nationale
ISCAP	Interagency Security Classification Appeals Panel
NSA	National Security Agency
SCRS	Service canadien du renseignement de sécurité

RESUME

À l'intérieur de cette recherche, nous tentons de déterminer si les pratiques journalistiques, l'interprétation de la liberté de presse et le contexte sociopolitique de la couverture de la sécurité nationale par les médias canadiens sont compatibles avec les exigences et les perceptions des représentants des institutions canadiennes de la sécurité nationale (ICSN). Nous postulons qu'une autoréglementation des journalistes en matière de couverture de la sécurité nationale est possible si le contexte sociopolitique est favorable, si les positions défendues par les journalistes en matière de liberté de presse sont compatibles avec celles des ICSN et si le mode de gestion des enjeux de sécurité nationale par les médias est également compatible avec les critères des ICSN. Pour trouver des réponses à ces trois critères, nous analysons d'abord des articles publiés dans la cadre de l'Affaire Arar et de l'Affaire Snowden, deux événements significatifs en matière de sécurité nationale au Canada. Puis, nous interrogeons 8 journalistes qui ont couvert ces événements et 5 fonctionnaires de haut rang qui ont occupé un poste clé au sein d'une institution canadienne de la sécurité nationale. Nous convenons que la taille de notre échantillon ne nous permet pas de dresser un portrait véritablement représentatif des médias et des ICSN sur ces questions. Toutefois, nous jetons les bases d'une analyse sur la relation entre ces deux groupes afin de mieux comprendre leurs points de convergence, de divergence, et d'identifier un point d'équilibre entre la liberté de presse et la sécurité nationale dans un contexte canadien d'autoréglementation.

Mots-clés : liberté de presse, sécurité nationale, médias, journalistes, journalisme, autoréglementation, institutions canadiennes de la sécurité nationale.

INTRODUCTION

L’Affaire Snowden est considérée comme la plus importante fuite de données de l’histoire du renseignement américain. Compte tenu de l’ampleur des révélations sur la surveillance des agences de renseignement aux États-Unis et dans le monde, elle a tôt fait de relancer le débat sur le droit à la vie privée et le devoir de transparence des gouvernements. Elle marque aussi un tournant dans la relation entre les médias et les institutions de la sécurité nationale des pays occidentaux. Jamais les journalistes n’avaient-ils eu un accès aussi complet aux méthodes utilisées par la National Security Agency (NSA) et ses partenaires pour colliger des informations sur des centaines de millions d’individus, partout sur la planète.

Pendant que des journalistes s’indignaient contre cette apparente entrave à la vie privée des citoyens, des représentants gouvernementaux se questionnaient sur les raisons qui avaient pu motiver les médias à divulguer des méthodes de renseignement qui sont au cœur de la lutte contre le terrorisme. De part et d’autre, on s’est posé sensiblement la même question : la fin justifie-t-elle les moyens? Quelle est la limite à ne pas franchir en matière de sécurité nationale et en matière de liberté de presse?

Le 28 octobre 2013, au plus fort des révélations de Snowden qui ont passablement éclaboussé son gouvernement, le Premier ministre britannique David Cameron s’est permis de lancer un premier pavé dans la mare. Les journalistes, croit-il, devraient s’auto réglementer en matière de couverture de la sécurité nationale, car les enjeux sont beaucoup trop importants pour être laissés au bon vouloir de chacun. À défaut d’une initiative des médias en ce domaine, le premier ministre affirme que son gouvernement pourrait se sentir obligé de légiférer pour contraindre la presse (Watt, 2013). S’agissait-il d’une simple boutade? D’une véritable menace? Chose certaine,

la question ne manque pas d'intérêt, car pour déterminer si une autoréglementation est possible, il faut s'abord s'interroger sur l'équilibre entre la liberté de presse et la sécurité nationale, deux principes qui s'affrontent souvent mais qui n'en occupent pas moins une place fondamentale dans l'État démocratique moderne. L'idée de vouloir « responsabiliser » les journalistes n'a en soit rien de nouveau, cependant la proposition du premier ministre britannique est ambitieuse car elle nous force à nous interroger sur ces questions épineuses : Où commence et où s'arrête la liberté de presse? Où commence et où s'arrête la sécurité nationale?

La réponse, il va sans dire, dépend de la qui est appelé à y répondre. Les journalistes affirment que la démocratie, pilier de nos sociétés occidentales, repose sur la libre circulation des idées et des informations et qu'à cette fin la transparence est requise (Chambers et Costain, 2001). Les représentants gouvernementaux répliquent que la sécurité nationale est une composante fondamentale de la sécurité des citoyens et qu'on ne peut la compromettre sans risquer en même temps de compromettre la sécurité des gens (Le Figaro, 2006). Chacun à son opinion sur le point d'équilibre à respecter. Toutefois, lorsqu'il est question de fuite de données, comme dans l'Affaire Snowden, c'est le journaliste qui a le fin mot. L'étude de la perception et des pratiques journalistique nous apparaît donc essentielle.

Est-il envisageable de tout publier, sans égard aux conséquences? Si non, quelles sont les contraintes, les balises? Nous partons du principe que ce débat s'adresse à une « presse responsable » attachée à l'idée de ce qu'on pourrait qualifier de « l'intérêt public supérieur » -- à défaut de pouvoir trouver un terme plus approprié. Mais suffit-il de dire que la presse est responsable pour refuser toute forme de normalisation des pratiques journalistiques? Et si nous admettons l'existence d'une presse responsable, c'est qu'il en existe forcément une autre qui est irresponsable. Quel est donc ce critère d'admissibilité, de responsabilité en matière de couverture de la sécurité nationale?

Quelles sont les conséquences éventuelles pour les médias qui agissent de manière « irresponsable »?

Le débat interpelle les journalistes. Mais il doit aussi tenir compte des préoccupations des représentants des institutions de la sécurité nationale – celles du gouvernement – sans quoi il serait vain de parler de « presse responsable ». Responsable envers qui? Il est donc nécessaire de poser aux représentants de la sécurité nationale la même question, formulée ainsi : « Selon vous, où devrait commencer et où devrait s'arrêter la liberté de presse en matière de couverture de la sécurité nationale? ».

L'Affaire Snowden a mis en évidence un conflit entre deux principes fondamentaux : la liberté de presse et la sécurité nationale. Ce conflit n'a rien de nouveau : les médias et les gouvernements sont dans un état de confrontation quasi permanent sur la question de la sécurité nationale. Cependant, l'Affaire Snowden porte peut être en elle les germes d'un éventuel compromis acceptable pour les deux parties. Il se peut en effet que de la confrontation naisse une forme d'autoréglementation, puisque les gouvernements visés souhaitent préserver certains secrets légitimes et que les médias, cherchant à préserver leur crédibilité auprès de leurs publics, ont habituellement intérêt à démontrer qu'ils agissent de manière responsable et dans l'intérêt du public.

Comme nous l'avons évoqué avec l'appel du premier ministre britannique, certains gouvernements occidentaux ont manifesté un intérêt dans la clarification des rôles et des responsabilités des médias en matière de couverture d'enjeux de sécurité nationale. Au Royaume-Uni et aux États-Unis, ces questions ont fait l'objet de nombreuses discussions en raison notamment des révélations de Wikileaks et de Snowden dans la presse. Au Canada, certaines pistes de réflexions ont été amorcées, comme nous le verrons plus loin dans le premier chapitre. Toutefois, pour diverses raisons, elles n'ont pas encore bénéficié de la même attention médiatique. C'est

pourquoi nous nous intéressons dans ce mémoire au contexte canadien de la relation entre les médias et les institutions canadiennes de la sécurité nationale (ICSN).

Notre recherche vise aussi à apporter une contribution à la fois théorique et empirique. Nous examinons les critères jugés acceptables en matière de couverture des enjeux de sécurité nationale au Canada. En nous basant sur trois modèles théoriques, nous comparons les critères de journalistes spécialisés dans les questions de sécurité nationale à ceux de représentants des ICSN et, sur cette base, nous déterminons si une forme d'autoréglementation est possible en la matière. Ce faisant, nous dégageons les points de convergence et de divergence entre ces deux groupes d'acteurs. Deux des modèles théoriques choisis n'avaient jusqu'ici jamais été soumis à une analyse empirique : la typologie de Campbell (2009) sur la nature de la relation entre les médias et les ICSN, ainsi que l'échelle Assange-Schoenfeld, un modèle inspiré des conceptions antagonistes de deux auteurs au sujet de la liberté de presse et qui permet d'analyser les positions défendues par les deux groupes. Quant au troisième modèle, adapté de Weaver et Wilhoit (2006), il a été abondamment utilisé dans des études sur les fonctions des journalistes, mais à notre connaissance il n'a jamais été utilisé empiriquement pour étudier les journalistes spécialisés dans les questions de sécurité nationale. Les résultats obtenus avec ce modèle seront comparés à ceux de Weaver et Wilhoit (2006).

Notre mémoire vise également à démontrer que trois conditions sont requises pour parvenir à une autoréglementation en ce domaine : les positions défendues par chaque groupe doivent être compatibles, la nature de la relation doit permettre une cohabitation et le mode de gestion des enjeux de sécurité nationale par les journalistes doit rendre possible les mesures d'autoréglementation.

Dans le premier chapitre, nous présentons les typologies permettant selon nous de vérifier si ces trois conditions sont remplies. Nous examinons les pistes de réflexion

qui ont été apportées par divers chercheurs sur le sujet et les critères de recherches qui nous permettent d'obtenir des réponses à nos questions. Afin de documenter la relation entre les médias canadiens et les ICSN, nous étudions deux cas récents qui ont défrayé les manchettes au cours des dernières années et qui sont liés à la sécurité nationale du Canada : l'Affaire Arar et l'Affaire Snowden. Les choix de ces deux cas sont explicités, ainsi que les méthodes choisies de collecte de données, qui comprennent l'analyse de contenu d'articles et des entrevues avec des journalistes et des représentants des ICSN.

Dans les chapitres II et III nous présentons les résultats de l'analyse des cas Arar et Snowden, puis au chapitre IV les résultats sont analysés afin de déterminer s'ils répondent aux conditions requises pour l'émergence d'une forme d'autoréglementation. Notre étude indique que le modèle de gestion des enjeux de sécurité nationale par les journalistes et les positions défendues par les deux groupes sont conciliables et pourraient permettre une autoréglementation. Toutefois, le contexte sociopolitique n'y est présentement pas propice.

Nous concluons que les journalistes et les représentants des ICSN ont des points de vue généralement divergents sur la conception de la sécurité nationale mais convergents sur celle de la protection des sources. Les représentants des médias et des ICSN s'entendent aussi généralement sur les enjeux de liberté de presse (indépendance journalistique, cadre juridique de la couverture médiatique), toutefois les journalistes accordent beaucoup moins d'importance à la protection des méthodes des agences de renseignement et ce dernier point est un irritant dans la relation entre les deux groupes. Notre étude apporte un éclairage nouveau sur une dimension peu connue de la relation entre les médias et le gouvernement. Elle permet une meilleure compréhension des enjeux relatifs à la couverture de la sécurité nationale par les journalistes canadiens et pourrait éventuellement permettre un meilleur cadrage de la communication entre les médias et les ICSN.

CHAPITRE I

ÉTAT DES CONNAISSANCES ET CADRE ANALYTIQUE

1.1 Introduction

Comme nous l'avons vu précédemment, la liberté de presse et la sécurité nationale sont des composantes de l'État démocratique qui entrent fréquemment en collision et c'est en raison de cette friction que la relation entre les médias et les ICSN est souvent conflictuelle et source d'incompréhensions. Est-il possible d'aller au-delà du conflit? Une autoréglementation pouvant bénéficier aux deux parties est-elle possible?

Dans ce chapitre, nous présentons sommairement les études scientifiques et les points de vue d'experts qui ont tenté de trouver des réponses à cette problématique. Puis, nous proposons un cadre théorique et une méthodologie qui doivent nous amener à trouver des réponses plus précises, dans le cadre de notre propre recherche. Enfin, nous formulons à la fin de ce chapitre trois questions de recherche qui permettront, selon nous, de déterminer si une autoréglementation est possible. À chaque question correspond une méthodologie devant permettre de trouver ces réponses.

1.2 État des connaissances

Dans cette section, nous présentons les articles scientifiques et les points de vue d'experts qui nous éclairent au sujet de notre problématique. Deux types de littérature sont sollicités : celle associée aux études sur la sécurité et le renseignement, qui nous

permettent d'analyser la problématique sous l'angle de la sécurité nationale; et celle associée aux études sur les médias, qui présente les recherches sur les pratiques journalistiques, les rôles et les fonctions des médias et qui nous éclairent sur la manière dont les journalistes couvrent les questions de sécurité nationale.

Avant de tenter de déterminer si une autoréglementation est possible entre les médias et les ICSN, il est essentiel de bien comprendre le contexte de la relation du point de vue des journalistes et du point de vue des représentants des ICSN. Il faut s'interroger sur les rôles et fonctions des médias dans l'État démocratique contemporain et voir qu'elle influence le journaliste exerce réellement sur celui-ci. Il faut ensuite examiner le paradoxe de la communication politique en matière de sécurité nationale, puisque l'État est constamment divisé entre le besoin de secret et le besoin de communiquer. Enfin, nous présentons deux exemples d'autoréglementation entre médias et institutions de la sécurité nationale : un modèle britannique et un modèle américain.

Il convient de préciser que pour chacune des littératures sélectionnées (études sur la sécurité et le renseignement, études sur les médias) nous avons privilégié les ouvrages qui s'appliquent le mieux au contexte canadien, et dans la mesure du possible nous avons choisis de mettre en lumière les points de vue des auteurs canadiens qui s'expriment sur le sujet. Ceci compte tenu du fait que nous nous intéressons plus particulièrement à la relation entre les médias et les institutions de la sécurité nationale dans une perspective canadienne. Chacune des littératures sélectionnées possède à ce sujet des caractéristiques propres que nous résumons ici afin d'accompagner le lecteur dans sa compréhension du contexte de la recherche dans une perspective canadienne.

1.2.1 Études sur la sécurité et le renseignement

Les études sur la sécurité et le renseignement relèvent d'un champ d'expertise largement dominé par des chercheurs américains et britanniques et qui, par voie de conséquence, reflète d'abord les réalités des États-Unis et du Royaume Uni. Citons notamment les travaux de Sherman Kent (1948), de Christopher Andrew et David Dilks (1984) et de Len Scott et Peter Jackson (2010). Cependant, la perspective canadienne est de mieux en mieux comprise et étudiée, notamment en ce qui concerne les mécanismes de surveillance des institutions canadiennes de la sécurité nationale (Farson, 2001; Wark, 2015; Whitaker et Farson, 2009), l'historicité des agences canadiennes de renseignement (Betke et Horrall, 1978; Hannant, 1994; Rudner, 2001) et les enjeux de sécurité post-2001 (Campbell, 2003; Brodeur, 2003; Lefebvre, 2010; Wark, 2004, entre autres).

À la rareté de la documentation scientifique canadienne sur le sujet s'ajoute un deuxième obstacle représenté par la nature secrète des institutions canadiennes. Les ICSN font rarement l'objet d'une couverture médiatique détaillée, sauf lorsque des ratés sont portés à l'attention de la presse. Dans de rares cas, toutefois, les commissions canadiennes d'enquête offrent une vitrine inespérée sur leur mode de fonctionnement. Le rapport de la Commission d'enquête sur certaines activités de la Gendarmerie royale (1977) a par exemple permis au public canadien d'en apprendre davantage sur des allégations de pratiques illégales, dans les années 1970, par le Service de Sécurité de la GRC – l'ancêtre du SCRS. Le rapport de la Commission d'enquête sur les actions des responsables canadiens relativement à Maher Arar (2006) a quant à lui fournit une mine d'informations sur les modes de fonctionnement de la GRC et du SCRS.

Quelques ouvrages récents proposent une analyse de la communication politique en matière de sécurité nationale qui comprennent au moins un chapitre sur la situation

canadienne. C'est le cas notamment de *Spinning Intelligence : Why Intelligence Needs the Media, Why the Media Needs Intelligence*, paru en 2009 et de *Renseignement, médias et démocratie*, également publié en 2009. Ces ouvrages sont d'une grande utilité pour notre étude puisqu'ils mettent en lumière les principaux enjeux de la relation entre les médias et les institutions de la sécurité nationale.

1.2.2 Études sur les médias

Si l'on veut pouvoir déterminer si une autoréglementation est possible entre les médias et les ICSN, il faut d'abord bien comprendre les rôles, les fonctions et les pratiques des journalistes. Il existe heureusement une abondante littérature scientifique à ce sujet (Cohen, 1963; Johnstone, Slawski et Bowman, 1972; Gans, 1979; Shoemaker et Reese, 1996; Deuze, 2005; Weaver et *al.*, 2006; Hanitzsch et *al.*, 2011). Nous nous limiterons ici à présenter les résultats des études qui s'appliquent au contexte canadien et celles qui nous éclairent sur les pratiques journalistiques en matière de sécurité nationale.

Si nous insistons sur la nécessité de comprendre les rôles, fonctions et pratiques journalistes, c'est essentiellement parce que la nature du travail journalistique, qui consiste à informer le public rapidement sur des enjeux d'actualité, est difficilement compatible avec la sécurité nationale. Les enjeux de sécurité nationale sont en effet complexes et souvent éloignés des préoccupations quotidiennes de la population (Shapley, 1982). Les journalistes sont ainsi contraints de décrire la réalité observée à partir des représentations ou images que le public est en mesure de reconnaître spontanément (Lippmann, 1922). Les médias d'information auraient par ailleurs une préférence pour les sujets de sécurité nationale lorsque ceux-ci revêtent un côté spectaculaire qui permet aux journalistes de surmonter les difficultés inhérentes du sujet (Shapley, 1982). Les thèmes qui se retrouvent fréquemment dans l'actualité ont

donc plus de chances d'être couverts par les journalistes que les thèmes qui sortent des sentiers battus (Shoemaker et Reese, 1996).

La difficulté qu'ont les journalistes à traiter de sujets de sécurité nationale dans le cadre de leur travail explique en partie pourquoi leur relation avec les institutions de la sécurité nationale est souvent empreinte de tensions et d'incompréhensions. Cependant, d'autres facteurs doivent aussi être pris en compte. Selon Hanitzsch (2007), la perception des rôles journalistiques joue un rôle essentiel en matière de culture et de pratiques journalistiques. Elle exerce aussi une influence sur la couverture des enjeux de sécurité nationale.

Cohen (1963), qui a été un pionnier dans la description de ces rôles, identifiait deux catégories de journalistes : les reporters neutres et les reporters participants. Les neutres fournissent des informations qui laissent le soin à d'autres de jouer leur part dans le cadrage de l'actualité, alors que les participants jouent un rôle actif dans ce cadrage. Alors qu'une description semblable a été reprise par Johnstone, Slawski et Bowman (1972), qui utilisaient les termes d'observateur participant et d'observateur neutre. L'observateur neutre estime que l'événement guide la nouvelle alors que l'observateur participant estime que c'est le journaliste lui-même qui la guide. Weaver et Wilhoit (1986) ont repris cette terminologie mais en modifiant les noms (interprétatif et disséminateur) et en ajoutant une troisième catégorie : l'adversaire (Tandoc et *al.*, 2013). D'après les auteurs, ces journalistes adversaires sont minoritaires, ressemblent en plusieurs points aux journalistes interprétatifs (la catégorie qui compte le plus de journalistes) mais ils sont particulièrement intéressants pour notre étude compte tenu qu'ils ont davantage tendance à approuver l'utilisation non autorisée de documents gouvernementaux. La typologie de Weaver sera décrite plus en détails à la section 1.3.3 du présent chapitre.

Selon une enquête de Weaver et *al.* (2006) réalisée auprès de journalistes nord-américains, 41% des répondants indiquent que l'utilisation non autorisée de documents gouvernementaux peut être justifiée dans certaines circonstances. Cependant, l'étude ne permet pas de savoir dans quel contexte cette utilisation est acceptable. Notre étude devrait nous permettre d'apporter des précisions à cet égard.

En matière de relation avec le gouvernement, seulement un journaliste interrogé sur cinq estime « très important » d'assumer une fonction d'adversaire. En revanche, 71% des répondants sont d'avis qu'il est de leur devoir d'enquêter pour vérifier les affirmations du gouvernement. Les journalistes « adversaires » sont moins enclins que les autres types de journalistes à accepter une autoréglementation en matière de sécurité nationale, étant entendu que l'autoréglementation est par définition une forme de compromis et que ces journalistes sont fondamentalement opposés à tout compromis limitant leur rôle « d'adversaire ».

1.2.3 Médias, démocratie et sécurité nationale

Comme nous l'avons vu dans les sections précédentes, les rôles, les fonctions et les pratiques des journalistes varient d'une organisation médiatique à l'autre, voire d'un journaliste à l'autre. Nous avons vu aussi que la sécurité nationale est une source de nombreux obstacles pour les journalistes et que pour les surmonter, ceux-ci doivent développer des synergies qui sont propres à la couverture de ce domaine. Mais avant d'aller plus avant dans l'analyse de cette couverture et des pratiques journalistiques qui lui sont propres, il nous apparaît approprié de définir les rôles et les fonctions des journalistes dans leur écosystème politique, c'est à dire dans le contexte d'un État démocratique.

Bien qu'il soit souvent convenu d'associer médias et démocratie, plusieurs travaux scientifiques ont démontré la complexité des liens qui unissent les premiers au

second, et notamment en ce qui a trait aux mécanismes de bon fonctionnement de l'État démocratique (Gingras, 2009). Dans ce système, les journalistes joueraient plutôt un rôle de « médiateurs » facilitant la transmission de divers messages d'intérêt public – certains explicites et d'autres implicites. S'ajouteraient à ces messages une « couche de sens » générée par le choix des nouvelles, la hiérarchisation des sujets et le cadrage des individus et des événements (Gingras, 2012).

Pour plusieurs, le rôle des journalistes consiste à se mettre au service du public (Groupe de travail sur le journalisme, 2010). La Fédération professionnelle des journalistes du Québec voit le rôle de ses membres comme étant plutôt passif, mais avec un devoir d'impartialité, d'équité et d'intégrité (Guide de déontologie des journalistes, 2010). Selon Bernier (2004), la vérité, l'intérêt public, la rigueur, l'équité, l'intégrité et l'impartialité sont autant de valeurs fondamentales qui constituent les « piliers normatifs du journalisme » traditionnels au Québec et au Canada.

L'étude détaillée de la relation entre les journalistes et les différents acteurs politiques permet par ailleurs de mieux comprendre les liens d'interdépendance qui les unissent, voire leur instrumentalisation, mais elle révèle aussi que la couverture médiatique ne reflète pas toujours fidèlement les événements. Pour certains chercheurs, l'information produite par les médias est avant tout le résultat d'une négociation entre différents acteurs politiques et des journalistes qui sont eux-mêmes transformés en acteurs à part entière (Charron, 1994). Même lorsqu'ils disent souhaiter l'avancement démocratique, la recherche de la vérité, de la justice, les agissements de ces acteurs sont avant tout le reflet de leurs intérêts propres. Est-il alors possible de concilier ces besoins et les contraintes de la production de l'actualité dans l'intérêt du public et de la démocratie? Les avis sont partagés entre ceux qui affirment qu'en matière de démocratie les journalistes font davantage partie du problème que de la solution

(Bourdieu, 1994), et ceux qui soutiennent qu'il n'y a de toute façon pas de vraie démocratie sans vrai journalisme (Muhlmann, 2004).

Cette question du rôle des médias en démocratie se pose avec une acuité plus grande encore dans le contexte de la lutte contre le terrorisme. Pressé d'agir pour prévenir d'éventuels attentats, l'État est souvent coincé dans un dilemme de communication politique. S'il invoque la sécurité nationale, il pourra garder secrètes des informations sensibles nécessaires à la lutte contre le terrorisme et, incidemment, échapper provisoirement à la loupe scrutatrice des médias. Cependant, cette stratégie pourra se retourner contre lui si elle entraîne une absence de reddition de comptes, essentielle au bon fonctionnement du gouvernement, et si le public apprend plus tard, par le truchement des médias et d'un lanceur d'alerte (aussi appelé *whistleblower*), que l'État s'est servi du secret pour occulter des décisions controversées.

1.2.4 Le dilemme communicationnel de la sécurité nationale

En contrepartie, si l'État choisit de communiquer davantage, il sera en meilleure posture pour justifier ses décisions et solliciter l'appui de ses citoyens – un atout certain dans la lutte contre le terrorisme, où la vigilance de la population est non seulement souhaitée mais parfois essentielle pour déjouer les attentats terroristes. Ceci dit, cette attitude d'ouverture n'est pas sans risque. D'une part, parce que les institutions de la sécurité nationale, imprégnées d'une culture du secret héritée de la Guerre froide, n'ont pas l'habitude de communiquer avec le public; et d'autre part parce qu'il existe toujours le risque de divulguer des informations qui pourraient être utilisées contre les intérêts de l'État (Dénécé, 2009).

Ce dilemme communicationnel propre à la sécurité nationale doit être tranché quotidiennement par différents acteurs, et notamment par des représentants des médias et des institutions de la sécurité nationale. De ce dilemme découlent un

ensemble d'incompréhensions et de frustrations qui exercent une influence certaine sur la relation entre les médias et les ICSN. La principale conséquence de ce dilemme est ce que nous appellerons le contexte de communication paradoxal.

En dépit des contextes culturels et politiques qui sont propres à chaque pays, plusieurs auteurs soulignent en effet le caractère paradoxal de la relation. Bien qu'elles préfèrent d'habitude rester dans l'ombre, les institutions de la sécurité nationale – et à plus forte raison les agences de renseignement – doivent composer à la fois avec un public qui cherche de plus en plus à comprendre l'univers du renseignement, de la sécurité et du contre-terrorisme et avec des médias d'information qui réclament davantage d'explications et qui sont plus que jamais intéressés à couvrir cet univers. Même si certaines institutions accusent parfois les journalistes de déformer la réalité ou d'attiser la peur des terroristes, elles reconnaissent en même temps que les médias sont un précieux allié pour mobiliser la population et obtenir son soutien sur des enjeux de sécurité (Arboit, 2009).

La relation entre les médias et les institutions de la sécurité nationale s'incarne aussi bien dans ce qui oppose les deux parties que dans ce qui en fait des entités complémentaires et interdépendantes. Omand (2009) note par exemple que journalistes et "espions" ont un certain nombre de points en commun, dont celui de la protection des sources d'information et le désir de découvrir ce qui est caché. Il constate cependant que les similitudes entre les deux spécialistes de l'information sont souvent source de conflit, en particulier lorsque le premier critique publiquement le second, adopte ses méthodes de travail (micros cachés, sources anonymes) ou dévoile des informations qui permettent d'identifier ses sources. Résultat sans doute de ce qui les lie et les oppose, Omand (2009) soutient que les médias et les agences de renseignement se retrouvent souvent dans une relation d'interdépendance : les premiers parce qu'ils ont toujours soif d'informations à divulguer et les seconds parce qu'ils doivent justifier leur existence et leur utilisation de fonds publics. Cette

interdépendance pourrait inciter les deux parties à trouver des compromis mutuellement acceptables – tels que le partage d'informations d'intérêt public favorisant une meilleure participation du public – mais leurs nombreux antagonismes (secret contre transparence, gouvernement contre citoyen, intérêt public contre raison d'État, etc.) les empêchent le plus souvent d'y parvenir. D'après Noël (2009), les tentatives des institutions canadiennes de la sécurité nationale pour communiquer avec le public n'ont eu pour l'instant que des résultats mitigés en raison du fait que leur communication est souvent en réaction à la médiatisation de ratés et parce que la population canadienne est peu informée sur les enjeux de sécurité et de renseignement de leur pays.

La relation entre les médias et les ICSN est donc parsemée de nombreux obstacles. Cependant, certains auteurs estiment que les difficultés d'accommodement des parties ne sont pas en soi une mauvaise chose. Elles permettent d'échapper aux effets néfastes d'une trop grande promiscuité entre des institutions aux objectifs diamétralement opposés. Selon Campbell (2009), il est ainsi préférable que les médias et les institutions de la sécurité nationale se tiennent à saine distance l'un de l'autre pour éviter les dérapages allant à l'encontre des intérêts du public et de la démocratie.

Comme en témoigne l'ancien journaliste Chapman Pincher (2009), l'indépendance et l'objectivité de la presse sont les premières victimes de la trop grande promiscuité entre les médias et les agences de sécurité. L'importance des liens entre des reporters américains et la CIA durant la Guerre froide avaient notamment été révélée dans un article de Carl Bernstein (1977) et dénoncée par la Commission dirigée par le sénateur Frank Church (1976).

Arboit (2009) estime quant à lui que le risque de politisation et de manipulation est très présent car chacun est susceptible d'y trouver son compte. Par exemple, un

journaliste cherchant le succès pourrait être tenté de publier sans vérification préalable une information fournie en primeur par une institution de la sécurité nationale, et cette même institution pourrait être tentée de tromper le public si le mensonge est à même de servir ses intérêts politiques.

Dans d'autres contextes, la relation peut être de type complémentaire, en ce sens où chacun apporte une contribution permettant d'atteindre un objectif commun. Ainsi, lorsqu'un scandale concernant une institution de la sécurité nationale est étalé dans les médias, la relation prend habituellement une tournure « confrontationnelle ». Toutefois, elle est aussi de nature « complémentaire » si l'on considère cette relation dans une perspective plus large, où la légitimité publique des agences de sécurité repose en bonne partie sur le fait qu'elles n'outrepassent pas leur mandat : en dénonçant les excès, les médias contribuent à renforcer la légitimité des institutions de la sécurité nationale. Ce postulat selon lequel les médias contribuent à maintenir l'ordre établi est notamment défendu par Herman et Chomsky (1988).

Aldrich (2009) est d'avis que les médias contribuent à la surveillance des activités de renseignement, mais que leur contribution dans ce domaine est limitée en raison du fait qu'ils s'appuient sur la dénonciation, les fuites d'informations secrètes et les lanceurs d'alerte. Selon lui, les journalistes participent à une forme de réaction en chaîne (ou *regulation by revelation*) qui se répercute dans chacune des sphères du pouvoir. Ainsi, lorsqu'une situation potentiellement inacceptable du point de vue de l'intérêt public est rendue publique, la médiatisation contribue à faire réagir le public. Si la réaction est suffisamment forte, elle équivaut à une sorte de verdict que le gouvernement peut difficilement ignorer. La réaction en chaîne se termine lorsque le gouvernement réagit en légiférant ou en exigeant des modifications aux règles de fonctionnement des institutions de la sécurité nationale (d'où le nom de *regulation by revelation*).

Hillebrand pousse plus loin l'analyse en identifiant trois rôles joués par les médias dans la surveillance informelle des institutions de la sécurité nationale : ils peuvent jouer un rôle de *chien de garde de substitution* (c'est-à-dire en se substituant aux organes officiels de surveillance si ceux-ci ne font pas leur travail), de légitimation des institutions auprès du public, et ils peuvent également faciliter le travail des organes officiels de surveillance en pointant du doigt les lacunes ou les erreurs commises. Hillebrand met toutefois en garde contre l'utilisation abusive de la fonction de chien de garde par les médias, car ceux-ci seraient vulnérables à la manipulation des groupes de pression (Hillebrand, 2012).

Cette idée que les médias jouent un rôle dans la surveillance des agences de sécurité est significative pour cette étude car c'est en vertu de ce postulat que les journalistes acceptent de publier des documents gouvernementaux non autorisés : dénoncer pour que les choses changent. Or, certains chercheurs sont en partie en désaccord. L'étude de Hastedt (2015) démontre par exemple que dans l'Affaire Snowden le gouvernement américain n'a jusqu'ici pas apporté de changements significatifs au mode de fonctionnement de la NSA en dépit des nombreux articles de la presse dénonçant celui-ci.

Quoi qu'il en soit, la perception des rôles et fonctions des médias est capitale dans l'acceptation ou le refus d'une autoréglementation. D'abord parce que les ICSN peuvent être réticentes à trouver des accommodements mutuellement acceptables si les médias risquent de les utiliser contre elles. Ensuite, parce que si les pratiques journalistiques varient beaucoup d'une organisation médiatique à l'autre, voire d'un journaliste à l'autre, cela pourrait inciter les ICSN à fermer la porte à toute forme de compromis. On peut aisément comprendre qu'une institution y soit réfractaire si seulement quelques journalistes acceptent d'adopter des pratiques jugées responsables et que d'autres s'y refusent. Nous verrons d'ailleurs dans la section suivante que le contexte sociopolitique (ou historique) et le contexte juridique

exercent aussi une influence sur les rôles et les fonctions des journalistes et sur l'attitude des ICSN vis-à-vis des journalistes.

1.2.5 Contexte sociopolitique et contexte juridique

Comme nous l'avons expliqué plus tôt, les rôles, fonctions et pratiques journalistiques sont déterminants dans la relation entre les médias et les ICSN. Cependant, deux autres facteurs sont aussi importants : le contexte sociopolitique, qui est quelque sorte la mesure de l'air du temps et qui influence le désir des parties en cause à s'ouvrir ou non à l'autre; et le contexte juridique, constitué de lois, de règlements et de verdicts des tribunaux, qui à son tour permet de faciliter ou non la relation entre les médias et les ICSN.

Comme nous l'avons vu dans les sections précédentes, la relation entre les médias et les institutions de la sécurité nationale peut être façonnée par des facteurs culturels, structurels et organisationnels. Certains facteurs, en revanche, sont indépendants de la volonté intrinsèque des parties prenantes. Une guerre, un attentat terroriste ou une situation de crise politique sont autant d'événements qui peuvent inciter les médias à réclamer plus de transparence ou, à l'inverse, inciter les ICSN à être plus opaques pour empêcher que des informations sensibles pour la sécurité nationale ne soient divulguées et profitent à des entités adverses.

Certains chercheurs vont jusqu'à dire que la relation est influencée davantage par le contexte sociopolitique de l'époque que par des facteurs internes (Aldrich, 2009; Campbell, 2009). Dans les périodes de crises ou de guerres, les journalistes ont ainsi tendance à se rallier derrière le drapeau et à être moins critiques des institutions gouvernementales. John Mueller (1970) utilise le concept du « Rally 'Round the Flag » pour expliquer ce phénomène. Lorsque la menace à la sécurité de l'État se dissipe, les journalistes ont en revanche tendance à être plus critiques vis-à-vis des

institutions de la sécurité (Campbell, 2009). Pour Chomsky (1988), ce « patriotisme exacerbé » est la conséquence du fait qu'en temps de guerre les citoyens éprouvent un désir incontrôlable de penser en bien d'eux-mêmes, de leurs institutions et de leurs leaders.

Ainsi, des journalistes américains admettent avoir fait preuve de peu de sens critique dans leur couverture des institutions de la sécurité nationale durant la première partie de la Guerre froide et d'avoir été à l'inverse très critique dans leur analyse de ces mêmes institutions à partir de la fin de la Guerre du Vietnam (Pincher, 2009). Selon Campbell (2009), la fin de la Guerre froide, puis les attentats terroristes de 2001 ont également reproduit ce cycle de la relation dans lequel se succèdent des périodes de coopération et des périodes de confrontation.

Le contexte sociopolitique est donc très significatif pour notre étude puisqu'il agit directement sur la capacité des parties prenantes à accepter une forme ou une autre d'autoréglementation. Les périodes marquées par les crises politiques et les menaces à la sécurité de l'État sont moins propices à la conciliation et à l'ouverture à l'autre que les périodes où il y a absence de litige ou menace. Une description détaillée de l'analyse du contexte sociopolitique sera d'ailleurs présentée dans la section consacrée au contexte théorique.

Ceci dit, même lorsque le contexte sociopolitique est propice à un rapprochement entre les parties, la relation entre les médias et les ICSN peut malgré tout être compromise par le contexte juridique, car c'est en bout de ligne la dimension légale qui module les rapports au plus profond, en vertu du principe que nul ne peut ignorer la loi. Nous présentons donc ici les principales caractéristiques du cadre juridique de la relation entre les médias et les ICSN.

Au Canada, la liberté de presse a été élevée au rang de garantie constitutionnelle, telle qu'énoncé à l'alinéa 2b) de la Charte canadienne des droits et libertés (Loi constitutionnelle, 1982). Cette constitutionnalisation a pour objectif d'empêcher les pouvoirs législatifs et judiciaires de la limiter indûment. Cependant, son application n'est pas absolue car son exercice doit être mis en perspective par d'autres valeurs démocratiques qui doivent elles aussi être défendues (Viau, 2003). Une jurisprudence encadre ainsi l'application de ce droit constitutionnel dans le cadre de la pratique journalistique, par exemple en ce qui concerne la diffamation, le droit à la vie privée, les tribunaux et la sécurité nationale.

Le jugement *Grant* (*Grant c. Torstar Corp.*, 2009) de la Cour Suprême du Canada, a ainsi modifié les règles relatives à la diffamation pour y inclure le concept de communication responsable. Un journaliste poursuivi en diffamation peut ainsi se défendre en évoquant la communication responsable dans la mesure où il peut démontrer que le sujet de la communication est une question d'intérêt public et qu'il s'est efforcé de vérifier les allégations. La cour reconnaît désormais certains droits aux journalistes (et en fait à toute personne agissant à titre de « communicateur responsable ») dans la mesure où la communication est dans l'intérêt du public. Ainsi, dans l'affaire *Leblanc* (*Globe and Mail c. Canada*, 2010) la Cour Suprême du Canada a confirmé l'importance de la protection des sources des journalistes lorsqu'il est démontré que l'intérêt public est en cause et que la confidentialité des sources journalistiques sert cet intérêt.

En matière de sécurité nationale, l'affaire *O'Neill* a constitué un important cas de jurisprudence. La Cour Supérieure de l'Ontario a invalidé l'article 4 de la Loi sur la protection de l'information, considérant que la définition des termes « secret officiel », « information officielle », « autorité légale » ou divulgation « non autorisée » est trop floue et que la portée de l'article de loi contrevient à l'article 7 de la Charte canadienne des droits et libertés. La Cour affirme de plus que la

Gendarmerie royale du Canada a eu tort de perquisitionner le domicile d'une journaliste pour tenter de découvrir l'identité des sources de celle-ci (O'Neill c. Canada, 2006).

Ces éléments de jurisprudence ont marqué la relation entre les médias et les ICSN au plus fort de l'affaire Maher Arar et ils continuent d'influencer la relation entre ces parties encore aujourd'hui. L'étude du cadre légal ne permet toutefois pas de circonscrire complètement les pratiques journalistiques, puisque celles-ci sont également régies par un ensemble de règles éthiques et déontologiques auxquelles les journalistes et les entreprises médiatiques adhèrent librement afin d'assurer leur crédibilité vis-à-vis de leurs différents auditoires. Il peut arriver que la conception de la liberté d'expression par un groupe de journalistes soit ainsi plus étroite que celle permise par les tribunaux et inversement. Contrairement à la loi – qui limite la liberté de presse de manière impérative – l'autoréglementation en matière de liberté de presse est constituée d'obligations déontologiques qui proposent des balises (Giroux et Trudel, 2014).

Il arrive cependant que la déontologie serve d'appui à des décisions des tribunaux. Ainsi, dans *Radio-Canada c. Néron* (2004) la Cour Suprême du Canada s'est appuyée sur un avis de l'ombudsman critique à l'endroit de journalistes pour faire déclarer Radio-Canada coupable de diffamation. Giroux et Trudel sont d'avis que cet épisode a contribué à effacer la frontière entre l'éthique journalistique et le droit et qu'il serait en partie responsable du désintérêt des entreprises de presse pour l'autoréglementation. Bien qu'il soit difficile d'identifier les raisons précises de l'intérêt ou du désintérêt des journalistes pour l'autoréglementation, il sera très intéressant et pertinent d'examiner si *Radio-Canada c. Néron* a pu avoir une incidence quelconque sur le désir d'autoréglementation des journalistes en matière de couverture de la sécurité nationale. Nous y reviendrons au chapitre quatre, à la lumière des résultats obtenus pour notre étude.

1.2.6 Autoréglementation des médias et des ICSN

Dans les sections précédentes, nous avons présenté les facteurs pouvant influencer la relation entre les médias et les ICSN. Nous examinerons maintenant dans cette section dans quelle mesure il est possible de mettre en œuvre des mesures d'autoréglementation qui permettent de trouver un équilibre entre les impératifs de la sécurité nationale et ceux de la liberté de presse.

Les modalités d'accès à l'information par les médias constituent sans doute la pierre angulaire de la relation entre les deux groupes. Du moins, les expériences menées dans d'autres pays donnent à penser qu'elles peuvent ouvrir la porte à diverses mesures d'autoréglementation. Au Canada, des études ont démontré que les lois et les pratiques gouvernementales font souvent obstacle au travail des journalistes et contribueraient même à légitimer la culture du secret (Larsen et Walby, 2012). Est-il possible de changer la situation en s'inspirant de ce qui s'est fait ailleurs dans le monde?

Deux institutions gouvernementales, l'une britannique et l'autre américaine, ont expérimenté une forme d'autoréglementation avec les médias de leur pays respectif. Dans le premier cas, il s'agit d'une institution gouvernementale dédiée à la relation entre les médias et les institutions de la sécurité nationale – et en particulier les agences de renseignement britanniques. Dans le second cas, il s'agit d'une institution qui n'intervient pas directement dans la relation mais qui contribue, par son travail dans le domaine de l'accès à l'information, à clarifier les rôles des médias et des institutions de la sécurité nationale. Nous les présentons ici brièvement afin de comprendre les mécanismes d'autoréglementation mis en place dans certains gouvernements, avec leurs forces et leurs limitations. Au chapitre 4, nous examinerons dans quelle mesure ces modèles sont applicables dans un contexte canadien, à la lumière des résultats qui auront été obtenus par notre étude.

Le modèle britannique

Au Royaume-Uni, le Defence and Security Media Advisory (DSMA) Committee est une institution fondée en 1912 sous le nom de D-Notice Committee. Bien qu'il relève du ministère britannique de la défense et soit présidé par un haut représentant de ce ministère, il est composé à la fois de représentants des médias et du gouvernement. Son objectif est d'empêcher la divulgation de secrets d'État pouvant nuire aux opérations militaires ou de renseignement du pays, ou encore pouvant compromettre les méthodes et les personnes participant à ces opérations. Le DSMA émet des recommandations aux médias qui s'appêtent à publier des reportages sur la sécurité nationale. Les médias sont libres de suivre ou non ces recommandations, cependant elles permettent d'identifier les éléments d'information potentiellement litigieux et ainsi d'éviter l'imposition d'une injonction, surtout lorsqu'une information jugée préjudiciable à la sécurité nationale n'est pas essentielle à la compréhension du reportage par le public.

Les médias britanniques n'y ont cependant pas constamment recours. Certains voient dans ce système une forme élaborée de censure (Gardian, 2014), d'autres la perçoivent comme désuète en regard des nombreux changements survenus au cours des trente dernières années dans les médias, tels que l'information continue, Internet, et les médias sociaux (DSMA Independent review report, 2015). Dans l'Affaire Snowden, le *Gardian* avait ainsi refusé de communiquer avec le DSMA avant la parution de ses premiers articles par crainte que le gouvernement britannique lui impose une injonction de non publication. C'est seulement une fois l'affaire rendue publique que le quotidien a accepté de collaborer avec l'institution. Sans doute en partie en réaction à cet incident, le gouvernement a peu après mis sur pieds un comité indépendant pour qu'il analyse la pertinence et le mandat du DSMA à la lumière des nombreux changements survenus dans les médias. Ce comité formé de journalistes et de membres du gouvernement a recommandé en 2015 de conserver le mandat mais de

revoir en profondeur la structure de l'institution pour la rendre plus indépendante. Il a notamment proposé la création de deux postes de vice-présidents (le premier pour la presse et le second pour le gouvernement). Toutefois le gouvernement britannique a rejeté cette recommandation.

L'intérêt de ce système est qu'il est financé par le gouvernement et qu'il permet de discuter ouvertement de sujets liés à la sécurité nationale, et ce, en toute confidentialité et avant même la publication d'un article de presse. Cependant, des doutes persistent quant à son indépendance et certains médias préfèrent s'en distancier pour éviter que le gouvernement n'interdise la publication d'un article et étouffe un sujet d'intérêt public. L'attitude du *Gardian* dans l'Affaire Snowden est d'ailleurs révélatrice de cette perception chez certains journalistes pour qui la protection de la sécurité nationale se fait au détriment de l'intérêt public. Ainsi, bien que le modèle d'autoréglementation du DSMA soit unique et en bien des aspects novateur, il draine aussi son lot d'inconvénients et de perceptions négatives envers le gouvernement qui le parraine.

Wilkinson (2009) voit néanmoins dans cette institution une opportunité pour briser le mur du silence entre les médias et les institutions de la sécurité nationale. Il est d'avis qu'une certaine ouverture du gouvernement envers ce qui peut être rendu public par les journalistes permet en retour de mieux protéger ce qui ne doit en aucun cas être rendu public. Ce concept d'un « retour d'ascenseur » en matière de relation entre médias et institutions de la sécurité nationale s'appuie sur l'idée que certains secrets gouvernementaux sont légitimes et d'autres moins. En discutant ouvertement des enjeux de sécurité nationale, les représentants des institutions de la sécurité nationale peuvent en venir à réaliser que certains secrets ne sont pas aussi légitimes qu'on le croyait à priori et, à l'inverse, les représentants des médias peuvent en venir à réaliser que certains reportages proposés ont le potentiel de nuire gravement à la sécurité

nationale et relèvent davantage du sensationnalisme que de l'intérêt public à proprement parler.

Le modèle américain

Trouver un juste équilibre entre la sécurité nationale et la liberté de presse peut toutefois s'avérer un exercice futile lorsque l'une ou les deux parties en cause n'ont pas la distance requise pour rendre une décision juste et éclairée. C'est pourquoi, après avoir examiné le modèle du DSMA britannique, il est utile d'analyser celui du Interagency Security Classification Appeals Panel (ISCAP), une instance d'appel du gouvernement américain pour les demandes d'accès à l'information, qui est constituée exclusivement de représentants des institutions américaines de la sécurité nationale.

Bien que cette agence ne soit pas à proprement parler un mécanisme d'autoréglementation, elle contribue à assainir la relation entre les médias et le gouvernement du fait qu'elle agit de manière indépendante et parce qu'elle met en application un modèle de classification des secrets d'État qui répond à des critères clairs et précis. Même si ces membres sont issus du gouvernement, ils doivent examiner des demandes de déclassification qui émanent d'autres agences que la leur et sont ainsi plus à même d'exercer leur jugement sans contrainte. Ainsi, entre mai 1996 et septembre 2008, l'ISCAP avait permis la déclassification de 68% des cas qui lui avaient été soumis (Oversight, 2008).

L'ISCAP évalue la légitimité d'un secret d'État et non pas seulement le potentiel de dommage qu'il peut infliger au gouvernement lorsqu'il est divulgué. Moins une information secrète est légitime du point de vue de la sécurité nationale, plus l'agence gouvernementale qui en a la responsabilité aura du mal à justifier sa décision de la

maintenir secrète. Selon Aftergood (2009) il existe trois niveaux de légitimité en matière de secret d'État et chaque niveau est représenté par un type de secret d'État.

Le premier, le *secret d'État authentique*, est celui qui est le plus légitime. Il protège les informations dont la divulgation porterait directement atteinte à la défense de l'État ou à ses relations avec des puissances étrangères. La légitimité de ce type de secret est rarement remise en cause puisqu'elle repose sur des faits plus aisément démontrables que dans les deux autres types de secrets. Le second, le *secret bureaucratique*, comprend l'ensemble des informations que les fonctionnaires de l'État gardent secrètes même si leur importance en matière de sécurité nationale est moindre que pour le secret d'État authentique. Cette catégorie équivaut sans doute à ce que Max Weber (1918) considère comme étant la tendance naturelle des fonctionnaires à garder des informations secrètes pour conserver certains pouvoirs ou privilèges. La divulgation de ces secrets par la presse comporte habituellement peu de risque pour la sécurité nationale, cependant la nature des informations est souvent de peu d'intérêt pour le public, sauf lorsqu'elles servent directement à couvrir des problèmes de gestion des fonds publics (corruption, collusion, mauvaise gestion des appels d'offres, gaspillage, etc.). Le troisième type, le *secret d'État politique*, est le moins légitime. Il comprend les informations qui sont gardées secrètes pour cacher des bavures ou des scandales purement politiques. La divulgation de ce type de secret ne compromettrait pas forcément la sécurité nationale. Elle est en revanche indispensable dans un système démocratique basé sur la transparence et la reddition de compte. Ce type de secret est celui qui est le plus souvent recherché par les journalistes. D'après Aftergood (2009), il est également beaucoup plus rare, en comparaison des deux autres types de secrets d'État.

L'intérêt du modèle de l'ISCAP pour notre étude est qu'il permet de clarifier ce qu'est un secret d'État légitime, de mieux circonscrire la sécurité nationale et, se

faisant, de plus facilement trouver un équilibre entre la sécurité nationale et la liberté de presse.

1.3 Contexte théorique

Dans la première partie de ce chapitre nous avons présenté les études et les analyses réalisées par différents chercheurs et qui nous éclairent sur le contexte de notre recherche. Dans cette deuxième partie, nous examinons les modèles conceptuels et la méthodologie qui nous permettra de trouver des réponses à notre problématique de recherche, à savoir s'il est possible d'en arriver à une autoréglementation entre les médias et les institutions de la sécurité nationale. Nous formulerons aussi trois questions de recherche dont les réponses permettront de déterminer si une autoréglementation est possible.

La relation entre les médias et les institutions de la sécurité nationale oscille entre deux modèles : la coopération et la confrontation (Campbell, 2009). Des deux, seul le modèle de la coopération permet et favorise la mise en place de mesures d'autoréglementation. Il est donc essentiel pour notre étude d'identifier le modèle en place. Mais quels sont donc les critères qui déterminent l'adoption d'un modèle plutôt qu'un autre? Nous postulons que trois critères sont déterminant dans ce choix : le contexte sociopolitique, la perception de la liberté de presse et les pratiques journalistiques. Notre postulat repose notamment sur l'idée que la production des nouvelles n'est pas simplement le reflet de la réalité mais qu'elle témoigne plutôt d'une interprétation, voire d'une construction d'une certaine réalité (Epstein, 1973; Ericson, Baranek & Chan, 1987 ; Charaudeau, 1997).

Le journaliste, tout autant que le représentant des institutions de la sécurité nationale sont des acteurs politiques qui façonnent cette réalité (Charron, 1994). Leurs perceptions à l'égard du contexte sociopolitique, de la liberté de presse et des

pratiques journalistiques sont donc le reflet de cette réalité qu'ils contribuent à mettre en place. Les points de vue qu'ils expriment sur un sujet donné peuvent être mesurés en fonction de leur ouverture ou de leur fermeture, de leur accord ou désaccord, et ainsi de suite. En schématisant les réponses on en arrive à une typologie qui permet d'avoir une bonne vue d'ensemble de la réalité et de la relation entre les médias et les ICSN, et par la suite de trouver des réponses à nos questions. Dans les pages qui suivent, nous décrivons donc les typologies pour chacun des critères qui déterminent l'adoption d'un modèle de coopération ou de confrontation : la typologie du contexte sociopolitique, la typologie de la perception de la liberté de presse en matière de sécurité nationale et la typologie des pratiques journalistiques en matière de sécurité nationale. Le présent mémoire permettra de vérifier empiriquement cette proposition. Nous terminons enfin cette section par l'énonciation des principales dimensions considérées et des questions de recherche.

1.3.1 Typologie du contexte sociopolitique

Tel que décrit précédemment, la relation entre les médias et les institutions de sécurité nationale évolue en fonction des enjeux d'actualité. Lorsqu'une menace pèse sur l'État, les médias ont tendance à devenir plus patriotiques et à coopérer davantage avec les institutions de la sécurité nationale. Inversement, les médias privilégieront la confrontation dans les périodes de détente politique, comme à la fin de la guerre du Vietnam, la fin de la Guerre froide et la fin de la guerre en Irak. Dans ce paradigme, les médias estiment qu'il est de leur devoir d'agir en chien de garde de la démocratie et de la transparence des institutions gouvernementales. Les agences de renseignement sont alors souvent prises pour cible du fait qu'elles opèrent en secret et que la divulgation d'informations sensibles est perçue – à tort ou à raison – comme étant moins dommageable à la sécurité nationale.

Le modèle de Campbell (2009) permet d'analyser cette relation en fonction de deux catégories : les options des médias et les options des institutions de la sécurité nationale (Tableau 1.1). Dans la première catégorie, trois possibilités s'offrent aux médias pour la couverture des activités de renseignement : la coopération inconditionnelle (ou *embedded*) correspond à l'attitude des journalistes qui travaillent étroitement en collaboration avec les agences de renseignement; l'attitude de confrontation (ou *adversarial*) correspond au contraire à celle des journalistes pour qui les agences de renseignement constituent une menace à la démocratie et au respect de la vie privée. Les journalistes favorisant la confrontation estiment que les agences de renseignement utilisent le secret pour aller à l'encontre de l'intérêt public. Enfin, l'attitude sceptique mais équilibrée (ou *sceptical but balanced*) correspond à l'attitude des journalistes qui couvrent les agences de renseignement comme ils couvriraient tout autre sujet, c'est à dire en essayant d'analyser les informations disponibles de manière neutre et objective.

Tableau 1.1

Les options des médias pour la couverture des activités de renseignement
selon le modèle de Campbell (2009)

X (coopération)	Y (sceptique mais équilibrée)	Z (adversaire)
-----------------	-------------------------------	----------------

Dans la seconde catégorie, Campbell (2009) décrit les options des agences de renseignement dans leur relation avec les médias (Tableau 1.2). Celle-ci peut être ouverte (*open*), prudente (*cautious*) ou fermée (*closed*). L'attitude ouverte correspond à celle où les agences tentent d'être aussi transparentes que possible avec les journalistes. À l'inverse, l'attitude fermée correspond à celle caractérisée par une absence de coopération, voire une certaine hostilité. Entre les deux, l'attitude prudente est celle où les agences de renseignement soupèsent les avantages et les

inconvenients d'une coopération avec les médias et essaient d'en tirer le meilleur parti.

Tableau 1.2

Les options des agences de renseignement dans leur relation avec les médias selon le modèle de Campbell (2009)

A (ouverte)

B (prudente)

C (fermée)

Campbell (2009) applique ensuite sa grille d'analyse aux principaux événements qui ont, selon lui, marqué la relation médias-agences de renseignement de 1939 au début du 20^e siècle (Tableau 1.3). Il en résulte une catégorisation où les médias sont davantage portés à la coopération dans les périodes de conflits et où ils sont plus portés à la confrontation dans les autres périodes. Les agences de renseignement favorisent quant à elles une attitude de fermeture, sauf dans la période suivant la fin de la Guerre froide.

Tableau 1.3

Évolution de la relation médias-agences de renseignement selon Campbell (2009)

Période	Évènement	Type de relation
1939-1945	Seconde Guerre mondiale	CX
1947-1948	Affaire Gouzenko	CY
1948-1967	Première partie de la Guerre froide	CX
1968-1989	Seconde partie de la Guerre froide	CZ
1989- 2001	Après-Guerre froide	BY

À la suite des attaques terroristes de 2001, les journalistes adoptent une attitude plus patriotique, suivant le concept du « Rally'round the flag » (Mueller, 1970). Aux États-Unis, la relation se transforme peu à peu en CX (fermée/coopération inconditionnelle), quoique les points de vue diffèrent quant à l'attitude adoptée par les agences de renseignement américaines. Aux Canada, Campbell (2009) est d'avis que les institutions de la sécurité nationale ont fait preuve d'une certaine ouverture avec les médias, à partir des attentats de septembre 2001 jusqu'au déclenchement de la guerre d'Irak en mars 2003. Il en aurait résulté une relation de type BX (prudente/coopération inconditionnelle). Cependant, le conflit en Irak – où l'on découvre que le régime Hussein ne dispose pas d'armes de destruction massive, contrairement à ce qu'avait précédemment affirmé le gouvernement américain – et l'affaire Maher Arar au Canada vont rapidement ramener la relation à CZ (fermée/adversaire) (Campbell, 2009). Le présent mémoire permettra de vérifier empiriquement cette proposition et de mieux comprendre le contexte dans lequel se sont produites les fuites d'information par l'informaticien Edward Snowden.

1.3.2 Typologie de la liberté de presse

Une autre façon d'analyser la relation entre les médias et la sécurité nationale consiste à évaluer comment chacun perçoit la liberté de presse. Ainsi, plusieurs éditeurs de journaux américains estiment qu'en matière de sécurité nationale la divulgation d'informations secrètes est légitime si elle permet de dénoncer des agissements répréhensibles ou illégaux. D'autres éditeurs américains vont plus loin et soutiennent qu'il est de leur devoir de rendre compte de l'ensemble des activités secrètes du gouvernement. Par exemple, dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, ces éditeurs estiment légitime d'exposer les moyens et les méthodes mis en place pour lutter contre les terroristes. Pour eux, la divulgation d'informations sensibles est justifiée, même lorsqu'elle est potentiellement nuisible à la sécurité nationale (Smolkin, 2006).

Ce dernier point de vue est également partagé par l'organisation Wikileaks. Son co-fondateur, Julian Assange, soutient que les agences de renseignement utilisent le secret pour dissimuler leurs activités illégales (Greenberg, 2010) et que Wikileaks a pour mission de révéler la vérité. Presque à l'opposé de ce point de vue, le journaliste et essayiste américain Gabriel Schoenfeld est d'avis que certains secrets d'État ne doivent en aucun cas être rendus publics. Il estime que le gouvernement est justifié, dans certains cas, de poursuivre les journalistes qui divulguent certaines informations relatives à la sécurité nationale (Schoenfeld, 2010).

L'éventail des positions relatives à la liberté de presse en matière de sécurité nationale est exprimé dans le tableau qui suit (Tableau 1.4). Les points de vue les plus favorables à la liberté d'expression se situent à l'extrême gauche de l'échelle « Assange-Schoenfeld ». Les personnes dans ce groupe estiment que rien ne doit entraver la liberté d'expression. À l'inverse, les points de vue les moins favorables à la liberté d'expression se retrouvent dans l'extrême droite de l'échelle. Les personnes identifiées dans ce groupe estiment que la liberté d'expression doit être réglementée et qu'il est acceptable de poursuivre en justice les journalistes qui outrepassent ces règles. Les points de vue des groupes se situant dans les extrémités de l'échelle s'opposent et sont irréconciliables. Pour ces deux groupes il n'existe pas de possibilité de compromis.

Tableau 1.4

Échelle « Assange-Schoenfeld » de la liberté d'expression
en matière de sécurité nationale



Note : les descripteurs sont présentés en Annexe B.

Au centre de l'échelle, les points de vue sont plus nuancés. Certains trouveront acceptable de publier des informations liées à la sécurité nationale mais seulement lorsque certaines conditions sont réunies. D'autres seront opposés à ces mêmes publications mais trouveront inacceptables qu'on poursuive en justice les journalistes qui les publient. L'intérêt de cette échelle de mesure est d'identifier les personnes qui sont susceptibles d'accepter certains compromis et celles qui sont nettement opposés à toute forme de compromis relativement à la liberté d'expression en matière de sécurité nationale. En compilant les résultats obtenus, on en arrive à dresser un portrait qui contribue à déterminer si une autoréglementation est possible en matière de relation entre les médias et les ICSN.

1.3.3 Typologie des pratiques journalistiques

Dans les sections précédentes nous avons présenté deux typologies qui déterminent l'adoption d'un modèle de relation plutôt qu'un autre et qui, ultimement, favorisera la mise en place d'une autoréglementation entre les médias et les ICSN. Les typologies du contexte sociopolitique et de la perception de la liberté de presse sont en quelque sorte basés sur des critères extérieurs : le premier est déterminé par l'époque dans laquelle s'inscrivent les acteurs et le second par la perception de l'individu ou du citoyen dans sa société. En revanche, la typologie des pratiques journalistiques en matière de sécurité nationale est directement liée au journalisme. Elle permet d'évaluer dans quelle mesure la culture journalistique et les pratiques journalistiques sont en elles-mêmes favorables aux mesures d'autoréglementation.

La culture journalistique recoupe un ensemble de valeurs et pratiques journalistiques qui varient d'une région à l'autre ou d'un pays à l'autre. Il n'existe pas de consensus entre chercheurs sur l'existence et, le cas échéant, sur les caractéristiques d'une culture journalistique universelle (Weaver et Willnat, 2012).

La présente recherche s'intéresse aux études portant sur la culture et les pratiques journalistiques dans un contexte nord-américain (Hanitzsch et al., 2012; Weaver et al., 2006; Shoemaker et Reese, 1996) et plus encore à celles portant sur le Canada (Pritchard et Sauvageau, 1999; Bernier et Barber, 2012). Elle s'appuie en outre sur les travaux de Weaver et al. (2006) qui ont jeté un premier éclairage sur la relation entre les journalistes et la sécurité nationale. Ces travaux intègrent un cadre conceptuel très utile à nos recherches et qui propose une typologie des modèles journalistiques : interprétatif, adversaire, mobilisateur populaire et disséminateur (Tableau 1.5). L'importance de cette typologie est qu'elle permet d'identifier la proportion des journalistes qui sont vraisemblablement les plus réfractaires à l'autoréglementation. Ces journalistes se retrouvent dans la catégorie « adversaire »; ils considèrent qu'il est de leur rôle de confronter les idées des responsables du gouvernement et des entreprises et de se montrer toujours sceptiques envers leurs actions. Ces journalistes seraient plus enclins que les autres à utiliser et à publier des documents gouvernementaux non autorisés (Weaver et al., 2006).

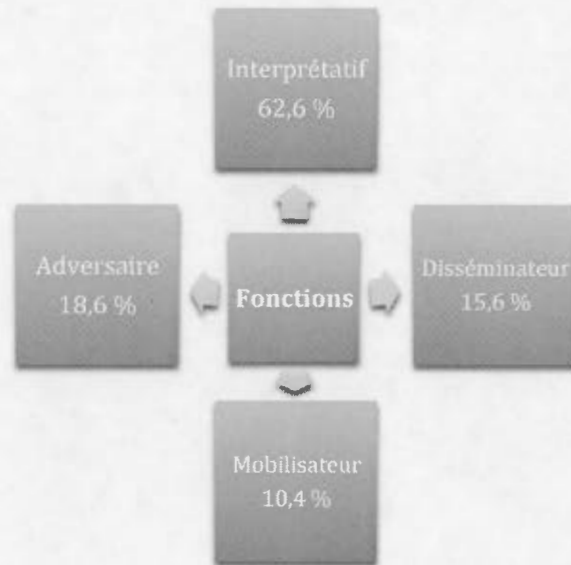
Les journalistes « adversaires » partagent certains points en commun avec ceux qu'on appelle couramment les « journalistes d'enquête », notamment le désir de lutter contre les abus de pouvoir des puissants (Gingras, 2012). Cependant, le terme « journaliste d'enquête » sous-entend habituellement l'utilisation d'une méthode de travail journalistique propre aux enquêteurs (utilisation de sources confidentielles, par exemple), ce qui n'est pas forcément le cas de tous les journalistes « adversaires » qui se distinguent plus par une attitude (la confrontation, le scepticisme) que par une fonction particulière au sein de leur organisation.

Ces journalistes se distinguent des trois autres types de journalistes analysés par Weaver. Le journaliste de type interprétatif estime qu'il est essentiel de fournir des analyses et une interprétation des enjeux complexes, d'expliquer les événements de la scène internationale; de discuter des politiques gouvernementales au moment de leur

mise en place, et de vérifier les affirmations du gouvernement. Cette fonction est celle qui est adoptée par le plus grand nombre de journalistes (62,6%) (Weaver et *al.*, 2006).

Les journalistes qui adhèrent à la fonction de mobilisateurs publics considèrent qu'il est important de laisser les gens exprimer leur point de vue, de développer l'intérêt du public pour la culture, d'inciter les gens à participer à la vie citoyenne, de présenter des solutions. Ces journalistes seraient plus enclins que les autres à vouloir influencer l'agenda politique. Enfin, le journaliste disséminateur est celui qui considère très important de publier ou diffuser les nouvelles rapidement, de rejoindre le public le plus large possible et d'éviter les faits non vérifiables. Le disséminateur serait aussi plus enclin que les autres journalistes à chercher à divertir le public tout en l'informant (Weaver et *al.*, 2007).

Tableau 1.5
Typologie des modèles journalistiques selon Weaver



1.3.4 Questions de recherche

Ce mémoire postule que trois conditions doivent être réunies pour rendre possible une autoréglementation : la nature de la relation (exprimée par le contexte sociopolitique) doit être favorable à une autoréglementation; les positions défendues par les groupes d'acteurs (exprimées par les perceptions relatives à la liberté de presse) doivent être compatibles; et les pratiques journalistiques (exprimées dans le type journalistique dominant) doivent également permettre une autoréglementation en matière d'utilisation non autorisée de documents liés à la sécurité nationale. Si, en vertu du modèle de Campbell (2009), une majorité de journalistes démontrent une attitude de coopération inconditionnelle ou sceptique, nous postulons qu'une autoréglementation est possible. En revanche si l'attitude est adversaire, celle-ci devient impossible, du

moins tant que ce contexte sociopolitique sera dominant. La première question au cœur de ce mémoire est donc la suivante :

Quelle est la nature de la relation entre les médias et les institutions de la sécurité nationale?

La réponse à cette question doit permettre de déterminer si la nature de cette relation rend possible une autoréglementation dans le contexte actuel.

Nous postulons qu'une autoréglementation est possible si la perception de la liberté de presse par la majorité des représentants des institutions de la sécurité nationale et la majorité des journalistes participants ont en commun au moins l'un des critères exprimés sur l'échelle Assange-Schoenfeld. Par exemple, les deux groupes pourraient être d'accord pour dire que certains secrets ne doivent être révélés en aucune circonstance. En revanche, si les deux n'ont aucun point en commun (par exemple, si la majorité des journalistes revendique le droit de tout publier et que la majorité des représentants des institutions de la sécurité nationale est contre) l'autoréglementation n'est pas possible. La seconde question au cœur de ce mémoire est donc la suivante :

Quelles sont les positions défendues par les journalistes et les représentants des institutions de la sécurité nationale et sont-elles conciliables?

La réponse à cette question doit permettre de déterminer si les positions défendues rendent possible une autoréglementation.

Enfin, nous postulons qu'une autoréglementation est possible si les journalistes qui couvrent les enjeux de sécurité nationale sont de type disséminateur, interprétatif ou mobilisateur public. Toutefois, si la majorité des journalistes préfère la fonction adversaire dans le traitement des enjeux de sécurité nationale, l'autoréglementation

devient impossible. La troisième question au cœur de ce mémoire est donc la suivante :

Comment les journalistes gèrent-ils les enjeux de sécurité nationale?

La réponse à cette question doit permettre de déterminer si la gestion des enjeux de sécurité nationale par les journalistes rend possible une autoréglementation.

1.4 Méthodologie

Cette recherche s'appuie sur un devis qualitatif qui nous a permis d'analyser plus en profondeur les interactions entre les médias et les institutions de la sécurité nationale. Afin de démontrer la thèse de ce mémoire nous avons eu recours à l'étude de deux cas : l'affaire Maher Arar et l'affaire Snowden. Chaque cas a fait l'objet d'une analyse d'articles de presse (analyse de contenu) et a été suivie par des entrevues semi-dirigées avec des journalistes qui avaient couvert le cas (pour le groupe des journalistes) et des entrevues avec des représentants des institutions de la sécurité nationale qui étaient en mesure de s'exprimer sur le sujet (groupe des représentant des ICSN).

Dans les paragraphes suivants, nous présentons la méthodologie employée pour l'analyse de contenu et les entrevues semi-dirigées. La même méthodologie a été utilisée pour chacun des deux cas. Les résultats recueillis sont présentés aux chapitres II et III.

1.4.1 Analyse de contenu des articles de presse

Nous avons utilisé la méthode de la comparaison structurée et détaillée de George et Bennett (2005) pour réaliser l'analyse de contenu. Cette méthode permet d'analyser les cas sélectionnés à partir de différentes approches, de tester des théories nouvelles

et de contribuer au développement des théories. Le chercheur identifie d'abord des questions qui reflètent les objectifs de sa recherche. Ces questions sont par la suite posées à chacun des groupes à l'étude afin d'uniformiser la collecte des données et de permettre une comparaison systématique des cas analysés. La méthode est aussi considérée « détaillée » dans la mesure où l'analyse porte uniquement sur certains aspects du cas historique examiné.

La méthode de la comparaison structurée est particulièrement utile à l'étude d'expériences historiques susceptibles d'éclairer les chercheurs sur des enjeux de politique étrangère. Grâce à elles, les analyses de chacun des cas peuvent être intégrées à une théorie générale plus complexe (George et Bennett, 2005).

Les cas Arar et Snowden ont été sélectionnés parce qu'ils étaient particulièrement illustratifs de la relation entre les médias et les institutions de la sécurité nationale au Canada. Le premier dans le cadre de la lutte contre le terrorisme et le second dans le domaine de l'espionnage. L'étude de ces deux cas a permis non seulement d'évaluer la nature de la relation mais aussi de comprendre son évolution dans le temps : le cas Arar est survenu en 2003, deux ans après les attentats terroristes aux États-Unis, tandis que le cas Snowden est survenu en 2013, soit dix ans après l'affaire Arar. Nous avons accordé une attention particulière aux articles des chroniqueurs et aux éditoriaux, plus à même de révéler la position des journalistes vis à vis des institutions de la sécurité nationale que les articles factuels.

Pour l'Affaire Arar, vu la quantité importante d'articles sur le sujet, nous nous sommes limités à ceux publiés entre octobre 2002 et le décembre 2006, soit de la déportation de Maher Arar en Syrie jusqu'à la publication du rapport de la Commission sur l'Affaire Arar. Au total, 73 articles analysés. Ces articles ont été trouvés dans les bases de données textuelles Canadian Newstand et Eureka. Seuls les articles d'opinion (c'est à dire écrits pour le courrier des lecteurs, qui ne sont pas

produits par des journalistes professionnels) ont été rejetés. La raison de cette exclusion est que nous souhaitions analyser uniquement le point de vue des journalistes qui produisent l'information et non celui des lecteurs. Les articles analysés ont été produits par les quotidiens *Montreal Gazette*, *National Post*, *Ottawa Citizen*, *La Presse* et *Le Devoir*.

Pour l'Affaire Snowden, nous nous sommes intéressés aux articles parus dans la première année des révélations, soit de juin 2013 à mai 2014. Nous avons analysé un total de 50 articles. Ceux-ci représentent l'ensemble des articles répertoriés dans les bases de données textuelles Canadian Newstand et Eureka pour cette période, à l'exception des articles d'opinion (courrier des lecteurs). Les articles ont été publiés dans les quotidiens *Le Devoir*, *La Presse*, *Le Soleil*, *National Post*, *Globe and Mail* et *Le Droit*. Quelques articles analysés ont également été produits par l'agence *Presse canadienne*.

Selon l'auteur canadien Campbell (2009), la relation entre les journalistes et les institutions de la sécurité nationale est passée de BX (prudente et de coopération) à CZ (fermée et adverse) au cours de cette période. Nous avons tenté de vérifier cette hypothèse. Nous avons aussi étudié la perception de la liberté de presse (Échelle Assange-Schoenfeld) et les pratiques journalistiques (typologie de Weaver) associées à chacun de ces cas.

Plus exactement, nous avons étudié la perspective de la relation entre les journalistes et les institutions de la sécurité nationale par l'analyse des sources citées dans les articles (notamment par la présence ou non des institutions de la sécurité nationale), de l'équilibre dans le traitement des points de vue (c'est à dire entre le point de vue pro-gouvernemental et le point de vue critique du gouvernement) et l'analyse des opinions et de la ligne éditoriale, c'est à dire l'opinion qui se dégage de l'ensemble de l'article (favorable au gouvernement, défavorable au gouvernement ou neutre).

L'analyse des articles de presse ne permet pas et n'a pas pour objectif d'évaluer la qualité du travail des journalistes. Elle ne sert pas non plus à évaluer l'impartialité des reporters qui couvrent la sécurité nationale. Plusieurs des articles analysés sont par ailleurs des chroniques et des éditoriaux, deux types d'écrits journalistiques où l'auteur n'est pas tenu à impartialité.

Les données recueillies par cette analyse apportent toutefois un indice sur la relation entre les médias et les ICSN. Les résultats obtenus ont par la suite été comparés à ceux des entretiens avec les journalistes et les représentants des ICSN.

L'analyse des sources nous a permis de catégoriser la relation des institutions de la sécurité nationale envers les médias en fonction du modèle de Campbell (2009), soit A (ouverte), B (prudente) ou C (fermée). Un nombre élevé de sources en lien avec les institutions de la sécurité nationale pouvait signifier une volonté d'ouverture envers les médias, tandis qu'une absence de ces sources pouvait au contraire signifier une volonté de fermeture. L'analyse de l'équilibre du traitement des points de vue et de la ligne éditoriale nous a permis de catégoriser la relation des médias envers les institutions de la sécurité nationale en fonction du modèle de Campbell (2009), soit X (coopération), Y (sceptique) ou Z (adversaire). Les articles qui accordaient plus d'importance au point de vue des institutions de la sécurité nationale ou qui étaient favorables à celles-ci ont été considérés comme symptomatiques d'une relation X (coopération), tandis que ceux qui accordaient moins d'importance au point de vue des institutions de la sécurité nationale ou qui étaient défavorables à celles-ci indiquaient au contraire une relation Z (adversaire).

Nous avons mesuré la perspective de la liberté de presse par l'analyse du volume d'information publiée (soit le nombre total de mots de chaque article, tel que mesuré par les bases de données d'archivage des journaux), le traitement explicite du sujet dans les articles (par exemple lorsqu'un journaliste mentionnait qu'une demande

d'information lui avait été refusée) et de l'attribution des sources (si la source était nommée, si on avait changé son nom ou si elle n'était pas attribuée). La liberté de presse a ainsi été considérée comme grande lorsque le volume d'information en matière de sécurité nationale était important, lorsqu'on ne faisait aucune mention explicite d'entrave à la liberté de presse et lorsqu'on ne craignait pas de mentionner les noms des sources. Au contraire, celle-ci a été considérée comme muselée lorsque le volume publié était faible, lorsqu'on faisait de nombreuses mentions d'entrave à la liberté de presse ou lorsque les sources n'étaient pas mentionnées par crainte de représailles. À noter qu'aucun de ces indicateurs ne permet de mesurer directement la liberté de presse. Il s'agit plutôt d'un indice de la disponibilité de l'information, qui est elle-même une condition essentielle à la liberté de presse.

Enfin, nous avons étudié les pratiques journalistiques par l'analyse de l'objectif de communication du journaliste. Nous avons utilisé la typologie de Weaver et al. (2007) pour déterminer si l'article publié était le reflet d'un journalisme de type interprétatif, disséminateur, adversaire ou mobilisateur public. Nous avons cherché notamment à déterminer si les articles s'inscrivaient dans une démarche de confrontation avec le gouvernement. Selon Weaver et al. (2007), les journalistes de type adversaire sont moins enclins à accepter les compromis et ont plus tendance que les autres à utiliser des documents gouvernementaux non autorisés.

En comparant les résultats des deux cas étudiés, nous avons pu évaluer si une autoréglementation était possible en matière de relation entre les médias et les institutions de la sécurité nationale. Rappelons que la possibilité d'une autoréglementation est considérée très faible si la relation est de type CZ (fermée et adversaire), si la perception de la liberté de presse des médias est à l'antipode de celle des institutions de la sécurité nationale et si la majorité des journalistes est de type adversaire. La possibilité d'une autoréglementation est en revanche très forte si la relation est de type AX (ouverte/coopération inconditionnelle), si la perception de la

liberté de presse des médias n'est pas aux antipodes de celle des institutions de la sécurité nationale et si la majorité des journalistes n'est pas de type adversaire.

1.4.2 Entrevues semi-dirigées

La deuxième partie de la recherche consistait à valider et à approfondir certaines des informations recueillies lors de l'analyse de contenu par des entrevues semi-dirigées. Les canevas d'entrevues sont présentés à l'Annexe A. Le devis qualitatif retenu a privilégié un échantillonnage permettant de lier la sélection des phénomènes et des groupes à observer aux exigences du développement des interprétations théoriques. Il était question ici d'une représentativité sociologique puisque nous présupposions que le sens que les participants donnaient à leur expérience était représentatif de celui des groupes sociaux dont ils font partie (Pires, 1997).

Nous avons réalisé des entrevues semi-dirigées avec huit journalistes canadiens issus des grands médias d'information (*Radio-Canada, CBC, Presse canadienne* et *Globe and Mail*) et cinq représentants d'institutions canadiennes de la sécurité nationale (Bureau du Conseil privé, Service canadien du renseignement de sécurité et Défense nationale). Les entrevues ont duré 40 minutes en moyenne et ont été réalisées avec des participants situés à Montréal (3), à Ottawa (7) et à Toronto (3). Elles ont été réalisées en personne, à l'exception de quatre d'entre elles qui, pour des raisons de disponibilité du participant, ne pouvaient être réalisées que par téléphone.

Les journalistes ont été sélectionnés sur la base de leur expérience dans la couverture des deux cas à l'étude, soit les affaires Maher Arar et Edward Snowden. Au moment des cas à l'étude, ils occupaient un poste de journaliste au sein de leur organisation respective (reporter, rédacteur en chef, directeur de l'information ou pupitre).

Les représentants des institutions canadiennes de la sécurité nationale ont aussi été sélectionnés sur la base de leur expérience avec les deux cas d'étude; toutefois, au moment des entrevues ils n'étaient plus à l'emploi de l'une de ces institutions. De fait, nous avons privilégié les individus qui pouvaient s'exprimer librement sur les questions posées. Certains sont maintenant retraités, travaillent dans le secteur privé ou enseignent à l'université.

Les candidats ont été contactés d'abord par courriel et ceux qui ont répondu favorablement ont par la suite été contactés par téléphone, afin de déterminer une date d'entretien. Lors de l'entrevue, les consignes de départ ont été fournies au participant (modalités de cueillette de données, durée de l'entretien, considérations déontologiques, etc.). Chaque participant a signé un formulaire de consentement. Chaque entrevue a été enregistrée numériquement puis retranscrite sous forme de verbatim. La durée moyenne des entrevues est de 40 minutes. Les transcriptions ont été dénominalisées et chaque participant s'est fait attribuer un code alphanumérique aléatoire pour garantir son anonymat et faciliter le jumelage entre la fiche synthèse, la bande sonore et le verbatim.

Canevas d'entrevues

Les questions ont été regroupées en trois sections, chacune devant permettre de répondre à l'une des trois questions de recherche. Dans la section *Perception de la liberté de presse*, les questions visaient à identifier les limites à la liberté de presse en matière de couverture de la sécurité nationale. Elles visaient aussi à situer les perceptions de l'interviewé sur l'échelle Assange-Schoenfeld, telle que décrite à la section 1.3.2.

Dans la section *Contexte sociopolitique*, les questions visaient à identifier la nature de la relation entre les journalistes et les représentants de la sécurité nationale. Les

questions étaient formulées de manière à pouvoir lier les réponses au modèle conceptuel de Campbell (2009) présenté à la section 1.3.1 et de répondre à la question de recherche portant sur la nature de la relation et la possibilité d'une autoréglementation.

Enfin, dans la dernière section, les questions devaient permettre d'identifier le type de journalisme dominant en matière de couverture de la sécurité nationale. Nous avons utilisé la typologie de Weaver, telle que présentée à la section 1.3.3. Les journalistes interviewés ont pu dire quel type de journalisme correspondait le mieux à leur pratique pour la couverture des deux cas à l'étude. Les représentants des institutions de la sécurité nationale ont pu dire quel type correspondait, selon eux, au journalisme pratiqué par les reporters lors de la couverture des deux cas à l'étude. Pour faciliter la compréhension des interviewés, une feuille avec la description des types de journalisme a été remise à chacun d'eux. Les questions de cette section ont été formulées de manière à pouvoir répondre à la question de recherche sur les pratiques journalistiques, telle que décrite en section 1.3.4.

Les questions posées dans cette section se sont inspirées des travaux de Weaver et Wilhoit (2006). La dernière question de cette section a porté sur l'utilisation non autorisée de documents gouvernementaux. Cette question avait été posée dans l'étude de Weaver et al. (2006), toutefois nous cherchions ici à aller plus loin en tentant de documenter les circonstances dans lesquelles les journalistes trouvent justifiables d'utiliser ces documents, le cas échéant.

1.4.3 Analyse des résultats

Les résultats obtenus dans l'étude des deux cas sont présentés aux chapitres II et III. Puis, au chapitre IV, nous comparons les positions des journalistes et des représentants de la sécurité nationale afin de dégager les dynamiques propres à leur

relation et de contribuer au développement des théories. Nous relevons également les dissonances entre le contenu analysé et les entrevues. Enfin, nous proposons une synthèse des résultats obtenus et une réponse à nos trois questions de recherche.

CHAPITRE II

L'AFFAIRE ARAR

2.1 Introduction

L’Affaire Arar a constitué un épisode marquant de la relation entre les journalistes et les institutions canadiennes de la sécurité nationale (ICSN). Au cœur du conflit, l’histoire d’un Canadien d’origine syrienne, Maher Arar, dont la vie a pris une tournure tragique lorsqu’il a été déporté en Syrie, en septembre 2002, puis emprisonné et torturé. Après son retour au Canada en 2003, plusieurs questions étaient demeurées sans réponse, au nom de la sécurité nationale. Or, on apprendra plus tard, à la suite d’une commission d’enquête que la décision des États-Unis de déporter Maher Arar était en partie basée sur des informations erronées, fournies par la Gendarmerie royale du Canada (GRC).

L’intérêt de cette affaire pour notre étude est qu’elle met en lumière la relation entre les médias et les institutions de la sécurité nationale dans une perspective canadienne. Elle permet de situer les rôles de chacun, leurs appréhensions et les stratégies mises en œuvre pour tirer le meilleur parti de la relation. Elle permet aussi de trouver des réponses à chacune de nos trois questions de recherche, à savoir la nature de la relation entre les médias et les ICSN, les positions défendues par chaque groupe et la gestion des enjeux de sécurité nationale par les journalistes canadiens.

La comparaison entre les cas Arar et Snowden sert uniquement à identifier les changements dans la relation entre les médias et les ICSN. Nous cherchons à mesurer la perception des participants au sujet de cette évolution (ou absence d'évolution) entre les deux cas. Les affaires Arar et Snowden sont des cas très différents l'un de l'autre. Notre étude n'a pas la prétention de les comparer d'un point de vue politique, sociologique ou historique.

Conformément à la méthode de la comparaison structurée et détaillée de George et Bennett (2005), les réponses obtenues dans ce chapitre sont comparées à celles de l'Affaire Snowden, présentées dans le chapitre III. Les résultats concernant l'Affaire Arar et qui se rapportent à la nature de la relation et aux positions défendues sont présentées en intégralité dans le présent chapitre. Les résultats concernant l'Affaire Arar et relevant de la gestion des enjeux de sécurité nationale sont toutefois présentés en détails dans le chapitre III, en même temps que les résultats concernant l'Affaire Snowden. Ceci par souci de clarté et de cohérence, compte tenu que les réponses des participants interviewés sont fortement influencées par l'Affaire Snowden et qu'il aurait été difficile d'évoquer un cas sans en référer en même temps à l'autre.

Un total de 73 articles ont été analysés dans le cadre de l'analyse de contenu des articles de presse de l'Affaire Arar. Ces articles ont été publiés dans cinq quotidiens canadiens (Le Devoir, La Presse, Ottawa Citizen, Montreal Gazette et National Post) entre octobre 2002 et décembre 2006, soit de la déportation de Maher Arar en Syrie jusqu'à la publication du rapport de la Commission sur l'Affaire Arar.

Les réponses obtenues par l'intermédiaire de l'analyse de contenu ont servi de pistes pour les entretiens avec 8 journalistes canadiens et 5 représentants des ICSN. Des extraits des réponses les plus représentatives sont présentées dans ce chapitre. Afin de préserver l'anonymat des participants, seul un code numérique et leur groupe d'appartenance (Journaliste ou Sécurité) sera précisé. Les mots utilisés sont ceux qui

ont été prononcés par les participants et leurs propos sont rapportés dans leur intégralité, sauf lorsqu'indiqué autrement entre crochets et uniquement lorsque cela permet une meilleure compréhension des commentaires exprimés.

2.2 Nature de la relation

Tel que mentionné dans le Chapitre I, la nature de la relation entre les médias et les ICSN est analysée en fonction de la typologie de Campbell qui comprend trois descripteurs de l'attitude des médias vis-à-vis des ICSN (adversaire, sceptique mais équilibré, favorable), et trois descripteurs de l'attitude des ICSN envers les médias (ouverte, prudente, fermée). La combinaison de ces deux descripteurs doit permettre, selon Campbell, d'interpréter le contexte sociopolitique de la relation. Nous avons utilisé ces résultats pour tenter de répondre à notre première question de recherche. Le contexte sociopolitique a aussi fourni quelques indices sur la réceptivité des acteurs à l'égard de l'autoréglementation des journalistes en matière de sécurité nationale. Ces éléments seront abordés dans le chapitre IV.

2.2.1 Malaises et portes closes

Des 5 représentants des ICSN interviewés, 3 estiment qu'au moment de l'affaire Arar l'attitude des médias envers les agences de sécurité est de type « adversaire », contre 2 qui estiment qu'elle est de type « sceptique mais équilibrée ». Parmi les journalistes, c'est l'inverse : 6 interviewés sur 8 sont d'avis que l'attitude est de type « sceptique mais équilibrée » contre 2 qui croient qu'elle est de type « adversaire » (Tableau 2.6). En ce qui concerne l'attitude des ICSN vis à vis des médias, le constat est toutefois sans équivoque : tous les journalistes et tous les représentants des ICSN interviewés estiment qu'elle est de type « fermée » (Tableau 2.7). Des résultats qui semblent toutefois moins traduire l'attitude générale des ICSN envers les médias qu'un double malaise : celui d'un gouvernement canadien aux prises avec les conséquences de ses

décisions controversées avant, pendant et après la déportation de Arar en Syrie, et celui d'un gouvernement embrouillé par la décision controversée des États-Unis de déporter l'un de ses citoyens en Syrie. Ce dernier malaise étant pour lui le plus important, compte tenu que les États-Unis sont le principal allié et partenaire économique du Canada.

Tableau 2.1

Options des médias pour la couverture de l’Affaire Arar selon le modèle de Campbell (2009). Perceptions des participants

	X (coopération)	Y (scept. mais équil.)	Z (adversaire)
Groupe “Journalistes”	0	6	2
Groupe “Sécurité”	0	2	3

Tableau 2.2

Options des agences de renseignement dans leur relation avec les médias dans l’Affaire Arar selon le modèle de Campbell (2009). Perceptions des participants.

	A (ouverte)	B (prudente)	C (fermée)
Groupe “Journalistes”	0	0	8
Groupe “Sécurité”	0	0	5

Les ICSN se retrouvent ainsi au cœur d’une tempête médiatique et toute tentative de communication risque soit d’aliéner davantage l’opinion publique ou d’embrouiller davantage sa relation avec son principal allié, les États-Unis. En conséquence, elles choisiront le plus souvent le mutisme, au grand désespoir des journalistes chargés de couvrir l’Affaire Arar, comme le rapporte l’un d’eux :

Quand on regarde les services de sécurité canadiens, on s'aperçoit que c'est absolument hermétique, qu'il est à peu près impossible d'obtenir d'eux qu'ils rendent des comptes. Mais dans le cas d'Arar c'est l'hermétisme quasi total. (Journaliste 3)

Sans trop de surprise, l'étude des articles publiés au sujet de l'Affaire Arar durant la période 2002-2006 révèle que la presse se montre le plus souvent critique de l'attitude du gouvernement canadien (soit 59 articles sur les 73 analysés, où 81%). Les articles où le point de vue du gouvernement est prévalent (6%) et ceux pour lesquels il y a un équilibre des points de vue (12%) sont beaucoup plus rares que dans l'Affaire Snowden (12% et 26% respectivement). L'opinion dominante défavorable au gouvernement est également présente dans 86% des articles sur Arar, contre 74% dans les articles sur Snowden. Rappelons que, tel que précisé dans le premier chapitre, « l'opinion dominante » est déterminée par l'impression générale qui se dégage de l'article et « l'équilibre des points de vue » par le nombre de mots favorables ou défavorables au gouvernement.

L'analyse démontre en outre que l'Affaire Arar intéresse surtout la presse anglophone : les journaux anglophones ont publié environ cinq fois plus d'articles sur le sujet que la presse francophone, du moins parmi les articles qui ont été étudiés. Notre analyse ne nous permet cependant pas d'analyser plus en détails les particularités linguistiques de la couverture de l'Affaire compte tenu que nous sommes limités aux articles publiés entre 2002 et 2006 et que l'échantillon francophone est plus petit.

D'après les bases de données consultées (Canadian Newstand et Eureka), les articles analysés pour l'Affaire Arar ont une moyenne de 445 mots, pour un total cumulé de 32 120 mots publiés. Un bilan somme toute assez modeste si on le compare à la couverture de l'Affaire Snowden, dix ans plus tard, où l'on publiera à peu près la

même quantité de mots (31 4840) en l'espace d'un an seulement et avec des articles plus longs (630 mots en moyenne, soit 185 de plus par article). La couverture de Arar est ainsi de plus faible intensité : elle s'échelonne sur plusieurs années, mais la presse n'y accorde jamais un intérêt très vif.

En revanche, la couverture de Arar est beaucoup plus personnalisée que celle de Snowden. La plupart des articles (64%) mentionnent au moins un représentant des institutions de la sécurité nationale, soit près du double de Snowden (36%). Les sources journalistiques sont attribuées (nom et titre) dans 80% des articles, ce qui est significativement plus important qu'avec Snowden (52%).

Seuls trois articles de l'Affaire Arar (4%) contiennent des sources «non attribuées», une méthode habituellement utilisée pour protéger la source du journaliste. Avec Snowden, seul un cas de source «non attribuée» a pu être identifié. En entrevue toutefois, des journalistes ont confié que sans l'utilisation de sources anonymes, il était très difficile de connaître le fond de la vérité sur l'Affaire Arar :

C'est toujours comme ça [avec] la GRC et encore pire avec le SCRS : ces gens-là te disent rien ou presque dans les voies officielles. Si t'as des contacts ça va, mais si t'as pas de contacts tu perds ton temps royalement... où ils te rappellent deux jours plus tard pis y est trop tard. (journaliste 7)

Individual reporters have individual sources within all those institutions, but at an institutional level – and particularly [within] the RCMP – it's been difficult to penetrate [it] and to get good sources. Because you never gonna get it officially. (Journaliste 8)

Les journalistes qui couvrent l'Affaire Arar doivent donc trouver des moyens pour accéder à de l'information de manière officieuse, et ce processus, dans le cas précis de la couverture d'Arar, est particulièrement difficile. Dans 22% des articles analysés,

l'auteur prend d'ailleurs soin de mentionner qu'on lui a refusé une demande d'information (contre seulement 6% avec Snowden).

2.2.2 Les causes du ressentiment

La rareté de l'information et la difficulté à vérifier les informations fournies par les ICSN est souvent une source de frustration chez les journalistes. Le devoir de réserve et de neutralité des journalistes fait en sorte que ce sentiment ne se traduit pas forcément dans les articles analysés. Les entrevues ont toutefois permis d'explorer davantage les implications de ce ressentiment dans le travail des journalistes, le choix de leur couverture et l'angle choisi pour les reportages. De ces entretiens se dégage l'impression que l'attitude de type « fermé » des ICSN dicte en partie les choix éditoriaux qui sont fait par les représentants des médias et jusqu'à l'approche qui sera choisie pour couvrir l'Affaire Arar. Comme le souligne l'un des participants, certains journalistes se sentent ainsi investis d'une « mission » pour déterminer si les décisions prises par le gouvernement, sans l'avis des citoyens et au nom de la sécurité nationale, sont justes :

C'est l'État qui décide que la sécurité nationale est en cause, pas le citoyen! Le scénario se répète : c'est d'abord la faute des journalistes – ce sont des traîtres... car il mettent en cause la sécurité nationale. Puis le temps passe, on voit que grâce à eux la démocratie s'en porte mieux... Arar a été injustement traité. Et là, tout à coup ces journalistes-là deviennent des sortes de héros! (Journaliste 3)

Pour contrer la pénurie d'informations, des journalistes développent des façons de procéder particulières avec leurs sources. Une journaliste raconte ainsi comment elle s'y est prise avec la femme de Maher Arar pour garder l'histoire dans l'actualité :

Au début [Monia Mazigh] comprenait pas [que] la game si tu veux passer en ondes... il faut que tu aies des nouvelles. Tu dois avoir un angle nouveau. Au début elle disait "pourquoi vous parlez pas de mon mari"... On essayait de lui expliquer qu'on a besoin d'un hook. Un moment donné elle a compris, elle a organisé plein d'affaires et ça nous a permis d'aller en ondes avec l'histoire, pour la garder vivante. (Journaliste 4)

D'autres journalistes vont compenser en partie la carence en information en sollicitant des groupes d'intérêt, tels que les organisations de défense des droits civils, ou encore des politiciens, des sénateurs ou toute personne en position d'autorité susceptible d'émettre un point de vue différent ou d'apporter un regard neuf sur l'Affaire Arar. La débrouillardise et la perspicacité permettent parfois de contourner le mur du silence, mais le climat est néanmoins empreint de frustrations quotidiennes. Plusieurs reporters interviewés affirment avoir eu du mal à faire leur travail journalistique dans l'Affaire Arar. Ils estiment que l'attitude de fermeture des ICSN est au moins en partie attribuable au contexte de l'après-11 septembre 2001.

Le mutisme des services policiers, des services de renseignement, du ministère de la Défense... ça reste toujours le même mutisme auquel on est confronté [mais] on est dans une société où maintenant il y a davantage de réticence à fournir et libérer de l'information parce qu'on est dans une atmosphère du terrorisme, depuis 2001... (Journaliste 1)

Une autre stratégie adoptée par des reporters de la sécurité nationale pour contrer ce mutisme consiste à se spécialiser dans l'obtention d'informations par l'intermédiaire de la Loi canadienne sur l'Accès à l'information. Pour y parvenir, ces journalistes doivent faire des demandes répétées d'accès à l'information auprès de divers ministères et agences gouvernementales, dans l'espoir que ceux-ci consentent à livrer certaines informations en vertu de la Loi. Cependant, il existe différentes exemptions permettant aux institutions gouvernementales de se soustraire à la Loi et à ne pas rendre publics, en tout ou en partie, certains documents. Les informations liées à la

sécurité nationale tombent généralement dans cette catégorie, si bien que les reporters doivent bien connaître la Loi et les institutions fédérales pour s'y retrouver et faire en sorte que leurs demandes portent fruit.

De plus, les démarches entreprises par les journalistes en vertu de cette loi permettent rarement d'obtenir des informations utiles pour les sujets d'actualité en développement comme l'était, à l'époque, l'Affaire Arar. Même si l'organisme sollicité dispose d'au plus 30 jours pour répondre aux journalistes, conformément à la Loi, dans la réalité les demandes d'informations ne sont souvent pas complétées avant plusieurs autres semaines, voire plusieurs mois. Néanmoins, cette stratégie permet de diminuer la dépendance des journalistes envers des sources humaines qui ne disent pas toujours la vérité où qui peuvent chercher à tirer profit de leur relation avec les médias. Ce journaliste spécialisé dans les demandes d'accès à l'information en lien avec la sécurité nationale résume ainsi la situation :

You want to be very careful because by nature intelligence involves deception and in the name of security things that appear to be true aren't true... My approach has always been to be cautious and to avoid reporting rumours and speculations. I think there's an extra note of cautious to be taken with stories like this. (Journaliste 5)

Compte tenu de la difficulté d'obtenir de l'information auprès des ICSN et des risques de manipulation, certains reporters interviewés admettent qu'ils n'étaient pas très chauds à l'idée de couvrir l'Affaire Arar.

C'était pas un dossier sexy pour nous. C'était une époque où il y avait beaucoup de choses sur le plan politique, de chicanes Martin-Chrétien... alors Maher Arar il fallait que ça soit gros pour qu'on s'en occupe. Quand tu demandais à un journaliste de s'en occuper il était désespéré... Il faisait tout pour pas le faire. (Journaliste 7)

Plus d'un journaliste interviewé appuie cette idée d'un « opting out » en matière de couverture des enjeux de sécurité nationale. La difficulté du sujet, combinée aux exigences de production de l'actualité, font en sorte qu'il est tentant et relativement facile d'abandonner la couverture d'une histoire de sécurité nationale au profit d'une autre histoire moins complexe. Les responsables des rédactions auraient aussi une préférence pour les sujets plus sûrs, moins complexes et qui risquent moins de piquer du nez juste avant l'heure de tombée. De plus, selon les commentaires des journalistes 4 et 7, le reporter qui veut couvrir un sujet de sécurité nationale doit faire preuve de persuasion et de persévérance aussi bien envers les membres de sa propre rédaction qu'avec les représentants des ICSN.

2.2.3 Manipulation et contrôle de la presse

Du point de vue des journalistes, la relation entre les médias et les ICSN était, au moment de l'Affaire Arar, fortement influencée par la volonté gouvernementale d'en dire le moins possible. Cependant, cette volonté était-elle le reflet d'une époque, marquée notamment par les récents attentats terroristes aux États-Unis; où était-elle simplement la continuité d'une politique de communication en place depuis longtemps ? Du point de vue des participants, y avait-il continuité ou discontinuité dans la politique de communication? Les avis des personnes interviewées sont partagés à ce sujet. Certains journalistes y voient un comportement inhérent à tous les gouvernements. Pour eux, la tentative de manipulation de la presse dans l'Affaire Arar ne constitue pas une situation anormale ou exceptionnelle du point de vue de la relation entre les médias et le gouvernement ; elle est dans l'essence même de cette relation. Par conséquent, il est de mise pour ces journalistes d'adopter une attitude de confrontation et la recherche de la vérité ne peut, à leur sens, émerger qu'à travers cette confrontation. Ce journaliste résume ainsi cette idée :

Cela fait partie de cette guerre entre les services secrets et les journalistes. Quand on prétend qu'on a affaire à un dangereux terroriste, on aime pas perdre la face. Et l'intérêt suprême de l'État peut vouloir dire qu'on est prêt à sacrifier une personne parce que l'État suprême est plus important que l'individu. C'est là qu'il y a un danger, parce que l'intérêt suprême c'est de faire la démonstration que justement on va protéger les individus dans ce genre de dérapage professionnel. (Journaliste 1)

D'autres journalistes croient au contraire que les tentatives de manipulation de la presse sont la marque d'une époque dans les relations entre la presse et les ICSN. L'un d'eux rappelle que des reporters ont été personnellement pris pour cible durant l'Affaire Arar, comme lorsque la GRC a décidé, en 2004, de mener une perquisition au domicile de Juliet O'Neil. Cette journaliste du Ottawa Citizen avait obtenu des informations d'une source au sein du gouvernement fédéral :

There was some particular issues such as the Juliet O'Neil disclosure of Arar's statement that he gave under duress in Syria and the RCMP investigation into how she got those statements. That was a fundamentally adversarial relationship because the RCMP raided her house as they tried to steer out what she knew. (Journaliste 6)

Deux journalistes ont aussi raconté comment un représentant des ICSN est personnellement intervenu pour tenter de les influencer dans leur couverture de l'Affaire Arar. Ils affirment que dans chaque cas, les arguments présentés par le représentant se sont avérés faux. Ces journalistes sont d'avis que l'attitude des ICSN envers les médias peut être hostile, voire de mauvaise foi :

Chaque fois que j'étais en ondes... quand je revenais [après] à mon bureau... presque à chaque fois le téléphone sonnait et c'était [lui]... Et là une des choses qu'il me disait toujours c'est : "On a des photos de Maher Arar en Afghanistan, dans un camp d'entraînement." J'ai dit montre moi les photos.

[Il répond :] “J’ai pas le droit, c’est confidentiel, c’est top secret.” (Journaliste 4)

Je disais [au représentant], je sais pas si vous savez si c’est un criminel, est-ce qu’il est dangereux ? Il disait : “Attends quand tu sauras tout ce qu’on sait“. [Mais] quand on a finalement appris qu’il y avait rien [...] j’aurais bien aimé le revoir pour lui dire, tsé écoute : ou tu m’as menti, ou t’as joué un jeu imbécile, ou tu savais rien... Mais je l’ai jamais revu après. (Journaliste 7)

Le rapport de la Commission Arar, publié en octobre 2005, est venu confirmer ce que plusieurs journalistes croyaient déjà, à savoir que le refus de la GRC de ne pas rendre publiques certaines informations était motivé bien plus par un désir de cacher une erreur que par celle de protéger la sécurité nationale. Il est en quelque sorte venu valider leur attitude de confrontation dans cette affaire. En revanche, certains journalistes estiment que le rapport Arar a permis, en bout de ligne, d’améliorer quelque peu la relation entre les médias et les ICSN. Selon ces journalistes, la période qui a suivie a été ainsi moins marquée par la confrontation.

C’est peut-être abusif de dire ça, mais [je crois que] ça fait partie de la guerre entre l’information et la désinformation. On s’est dit “hé ! un instant là, on a charrié! C’est quoi cette affaire là ?” Ça a obligé peut être les services secrets à refaire leurs devoirs. Et ceux qui étaient sûrs d’avoir la vérité, de douter aussi des fois, que ça se peut qu’ils n’aient pas complètement cette vérité-là. (Journaliste 1)

Du côté des représentants des ICSN, on ne cherche ni à justifier l’attitude du gouvernement ni à répondre aux critiques énoncées dans le rapport de la Commission Arar. Les avis sont partagés entre ceux qui croient que le gouvernement n’a pas cherché à influencer la couverture médiatique et ceux qui soutiennent que le gouvernement – ou à tout le moins les agences directement touchées – est allé beaucoup plus loin que d’ordinaire pour se protéger des critiques.

L'une des personnes interviewées croit que c'est la presse, plus que le gouvernement qui « manipule » l'information en ne présentant parfois qu'un côté de la médaille, celui qui est défavorable au gouvernement. De son point de vue, les agences de renseignement ont souvent les mains liées dans les reportages sur la sécurité nationale car souvent elles ne peuvent défendre leurs agissements sans compromettre leurs sources. Si bien qu'elles seraient contraintes à avoir mauvaise presse, même lorsqu'elles agissent pour le bien public :

Dans plusieurs cas on voulait dire quelque chose [concernant un sujet de sécurité nationale dans l'actualité] mais on ne pouvait pas... [On se disait :] On va se faire « battre » [par les médias], mais c'est moins pire que de dévoiler des sources. (Sécurité 2)

Un autre représentant des ICSN interviewé estime que les journalistes qui ont couvert l'Affaire Arar avaient en général un faible niveau de connaissance des enjeux de sécurité nationale et du fonctionnement des ICSN. Il est d'avis que la couverture de l'Affaire Arar aurait pu être beaucoup plus efficace si les salles de presse avaient misé sur des journalistes plus chevronnés en matière de sécurité nationale :

Maher Arar disons que [en raison du] manque de connaissances générales des journalistes et la grande insécurité que vivait la population générale, on a donné énormément le bénéfice du doute au gouvernement. Le gouvernement n'a plus ce bénéfice du doute maintenant. (Sécurité 5)

La plupart des représentants interviewés se gardent toutefois de critiquer les journalistes qui ont couvert Arar et préfèrent s'exprimer sur les causes possibles de cette affaire. Deux d'entre eux ne cachent pas avoir eu un certain malaise, voire un agacement avec la manière que ce dossier a été géré au sein du gouvernement :

The Canadian military was so angry of not being able to deliver Canada in Irak. It was a big huge step in starting using PR methods and, in my view, completely wrong. Inside government they were getting mixed signals. And this government has been traditionally close to its military. What were the other options if the Americans didn't want Arar on bail ? (Sécurité 1)

Certainly one impression that one drives from the press is that not all parts of the government were talking to each other in a coordinated way. One had the impression that a certain amount of what we call in english "stovepiping" when it came to information flow. (Sécurité 4)

Il est sans doute important de préciser que les représentants des ICSN qui ont été interviewés sont des employés de la fonction publique qui n'étaient pas directement en contact avec les journalistes, si bien que leur perception de la relation entre les médias et les ICSN est teintée par leur propre analyse de la couverture médiatique bien plus que par le contact avec tel ou tel reporter. Il s'ensuit que les représentants des ICSN puissent paraître plus détachés des événements que les journalistes qui ont eux-mêmes couvert l'Affaire Arar.

2.3 Les positions défendues par les journalistes

Dans cette section, nous examinons les résultats de l'analyse de contenu des articles de presse et des entretiens à la lumière de la typologie de David Weaver sur les fonctions journalistiques. Comme discuté au chapitre 1, l'analyse de la place accordée par chacune des fonctions journalistiques permet d'évaluer l'importance que les journalistes accordent au compromis. Ainsi, les journalistes de type « adversaires » sont les moins réceptifs au compromis. Selon Weaver et Wilhoit (2006), ceux-ci sont toutefois minoritaires, avec seulement 18,6% des journalistes interviewés. Dans cette section, nous comparons les résultats obtenus pour évaluer l'ouverture des journalistes à l'autoréglementation. Nous avons aussi demandé aux représentants des

ICSN ce qu'ils considéraient comme les fonctions dominantes des journalistes afin d'évaluer également leur perception de la relation entre les médias et les ICSN.

L'analyse des articles publiés sur l'Affaire Arar révèle une couverture assez conforme aux résultats obtenus par les études de Weaver et Wilhoit (2006), à savoir que la majorité des articles publiés relèvent de ce que Weaver nomme la fonction « interprétative » du journalisme, qui consiste à expliquer le contexte de la nouvelle de manière à lui trouver un sens. Cette fonction journalistique est celle qui, selon Weaver, est prédominante en Amérique du Nord. Nous devons toutefois préciser que les études de Weaver portent sur la perception des journalistes eux-mêmes, alors que notre analyse de la presse porte uniquement sur le contenu et les conclusions que nous pouvons en tirer.

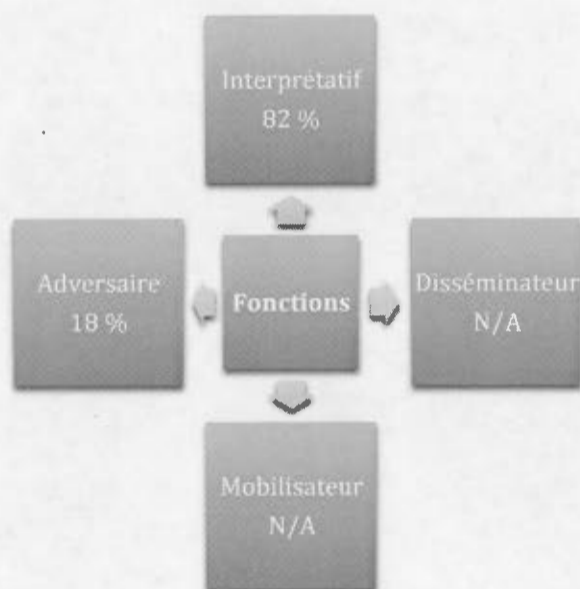
C'est ainsi que nous avons pu identifier les articles qui dénotent une attitude « interprétative » ou « adversaire ». Toutefois, il aurait été difficile de dire avec certitude si un article publié est « disséminateur » puisque cette fonction se mesure essentiellement par la rapidité d'exécution du journaliste, ce que nous pouvons difficilement mesurer en analyse de contenu. Par ailleurs, nous n'avons pas été en mesure de déterminer avec certitude si un article pouvait entrer dans la catégorie « mobilisateur public » de Weaver. Nous avons donc mis de côté ces deux types de classification pour l'analyse de contenu. En revanche, lors des entrevues nous avons été en mesure d'évaluer la perception des interviewés par rapport aux quatre fonctions journalistiques. Les résultats obtenus pour l'analyse de contenu et pour les entrevues diffèrent donc quelque peu.

2.3.1 Des journalistes interprétatifs, adversaires et disséminateurs

Dans l'analyse de contenu des articles sur l'Affaire Arar, 82% des articles sont de type interprétatif, contre 18% de type adversaire. Les résultats obtenus lors des

entrevues sont toutefois bien différents (Tableau 2.8). La proportion des journalistes qui estiment que la fonction interprétative est la plus importante est d'à peine 3 sur 8, ex æquo avec la fonction adversaire. Seulement 2 des journalistes interviewés sont d'avis que la fonction disséminatrice est la plus importante, et aucun n'a affirmé que c'était la fonction de mobilisateur public (Tableau 2.9).

Tableau 2.3
Modèles journalistiques dans les articles de l'Affaire Arar analysés.



Les résultats obtenus lors de nos entrevues détonnent aussi quelque peu par rapport à ceux des études de Weaver, où 62,6% des interviewés avaient choisi la fonction interprétative (près du double), contre 15,6% qui préféraient la fonction disséminatrice, 10,4% qui préféraient la fonction mobilisateur public et 18,6% qui préféraient la fonction adversaire.

Les réponses à la dernière fonction sont particulièrement révélatrices pour notre étude car elle tend à démontrer que les journalistes qui couvrent la sécurité nationale au Canada se perçoivent davantage comme des adversaires des représentants des institutions publiques. Selon Weaver, les journalistes adversaires se montrent sceptiques vis-à-vis des actions de ce groupe de personnes et sont plus nombreux que les autres types de journalistes à favoriser l'utilisation non autorisées de documents gouvernementaux. Comme nous l'examinerons dans le chapitre IV, cette incidence pourrait avoir des répercussions sur la volonté des journalistes à s'auto réglementer en matière de couverture des enjeux de sécurité nationale.

En plus d'être considérée « la plus importante » par 3 des 8 journalistes interviewés, la fonction adversaire est aussi mentionnée par 5 des membres de ce groupe comme étant l'une des plus importantes. Dit autrement, cela signifie que 5 journalistes sur huit (62,5%) considèrent la fonction adversaire comme étant l'une des plus importantes, voire la plus importante (3 sur 8 ou 37,5%). Parmi les journalistes qui considèrent la fonction adversaire comme l'une des fonctions importantes, il y a une personne (1 sur 5) qui mentionne la fonction interprétative comme étant aussi importante et trois personnes (3 sur 5) qui mentionnent à la fois la fonction interprétative et la fonction disséminatrice.

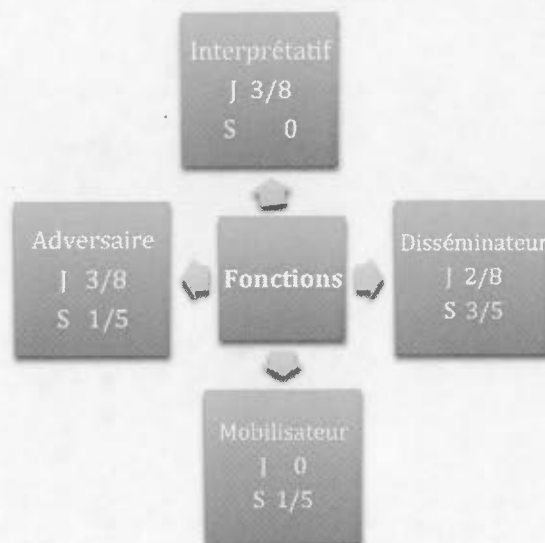
Par ailleurs, l'un des journalistes (1 sur 5) ne mentionne aucune autre fonction. Ainsi, la fonction adversaire est considérée par la majorité des journalistes interviewés comme étant une dimension importante de leur travail, mais la plupart d'entre eux estiment qu'il existe aussi d'autres dimensions d'égale importance. Comme le résume le journaliste 1, certains se sentent dans l'obligation non seulement de confronter les membres des ICSN, mais aussi d'informer le public rapidement et d'offrir une mise en contexte permettant au public de comprendre l'information :

On avait raison de douter dans le cas de Arar. Il faut donc confronter les représentants des gouvernements qui [ne] disent pas toujours la vérité. Journalisme interprétatif... oui, il faut rendre compte de la complexité, mais il y a une combinaison de ces deux là, certainement. (Journaliste 1)

Il se peut que les réponses des journalistes aient été influencées par les cas présentés lors de l'entretien (Arar et Snowden) qui sont, il va sans dire, des illustrations du caractère confrontationnel de la relation entre les médias et les ICSN. Il est possible aussi que les perceptions des journalistes nord-américains aient quelque peu changé depuis l'étude de Weaver en 2006. Quoi qu'il en soit, le pourcentage de la fonction adversaire demeure inférieur à 50%, ce qui signifie que moins d'un journaliste sur deux la considère la plus importante.

Tableau 2.4

Modèles journalistiques dans l'Affaire Arar. Perceptions des journalistes (J) et des représentants des ICSN (S) interviewés.



Les trois journalistes qui ne font aucune mention de la fonction adversaire (3 sur 8), mentionnent chacun la fonction disséminatrice : deux d'entre elles ne parlent que de

la fonction disséminatrice et la troisième mentionne à la fois la fonction disséminatrice et la fonction interprétative. Cette journaliste exprime ainsi ce point de vue :

On couvrait l’Affaire Arar en surface, on suivait l’essentiel, on faisait tout ce qui était officiel mais on allait rarement au-delà de ça. [Là où je travaille] c’est une machine à saucisses où on a toujours besoin de quelque chose, mais c’est toujours très superficiel. On a sûrement pas fait de journalisme de combat là-dedans, sûrement pas menacé personne, pas chez nous en tout cas. (Journalisme 7)

La fonction de mobilisateur public n’est mentionnée que par deux journalistes interviewés (2 sur 8) qui sont également les deux seuls à estimer que toutes les fonctions journalistiques doivent être considérées importantes. Et même dans ces cas, la fonction de mobilisateur public n’est mentionnée qu’en troisième et quatrième place, respectivement. L’une des participantes explique sa réserve par le fait que la fonction de mobilisateur public sous-entend que ces journalistes cherchent à influencer l’agenda politique, ce qui est totalement inapproprié, selon elle :

Setting the political agenda makes me quiver a little bit because it sounds like you have a particular point of view or a particular aim. Where it’s a broader public interest concern. It’s setting the political agenda in the sense that if this is an issue of public policy and public interest... it should be transparently discussed and Canadians should be aware and be able to make their own decisions. (Journaliste 8)

La mobilisation publique n’est pas la fonction journalistique la plus populaire auprès des journalistes interviewés, toutefois l’idée selon laquelle les journalistes doivent favoriser le débat public a été évoquée à plusieurs reprises. Dans l’esprit des participants, les ICSN vont à l’encontre de la volonté populaire en ne favorisant pas la

discussion publique et les débats informés. Sur ce point, les représentants des ICSN sont en complet désaccord, comme l'indiquent les résultats de la section suivante.

2.3.2 Point de vue des représentants des ICSN

La fonction adversaire est celle qui est le plus souvent mentionnée par les représentants des ICSN qui ont été interviewés (4 personnes sur 5). Cependant, seul un d'entre eux la considère comme la plus importante. C'est la fonction disséminatrice qui revient le plus souvent en première place (3 fois sur 5). La fonction adversaire n'est mentionnée en première position que par un seul des participants. Même chose pour la fonction de mobilisateur public. Aucune des personnes interviewées dans ce groupe ne place la fonction interprétative en premier rang.

L'un des participants soutient que si la fonction disséminatrice domine dans les médias, c'est simplement par manque de moyen ou d'intérêt pour la couverture des enjeux de sécurité nationale. Il est d'avis que le public serait mieux servi si les journalistes connaissaient mieux les enjeux de sécurité nationale, car ainsi ils seraient plus à même de faire du journalisme interprétatif, pour expliquer davantage le contexte et aller plus loin dans la compréhension de l'information :

Et de donner ça simplement à un junior, il va simplement être capable de faire le [disséminateur] parce qu'il a pas l'expérience de vie et le parcours nécessaire pour poser les bonnes questions. Il s'en remet simplement à faire du remâché. (Sécurité 5)

Selon ce dernier, il y a une tendance naturelle au sein des médias à accorder relativement peu d'importance aux questions de sécurité nationale. On souligne le caractère inhérent à la couverture médiatique qui rend difficile le compte rendu d'enjeux aussi complexes que l'Affaire Arar. Dans cette perspective, on estime que le journaliste peut avoir des raisons de blâmer le manque de transparence des ICSN,

mais il doit aussi, en contrepartie, admettre que les médias sont eux-mêmes peu réceptifs aux enjeux de sécurité nationale. Un autre participant est d'avis que la propension des médias à chercher des boucs émissaires à pour résultat de brouiller quelque peu la réalité et de mener à une simplification à outrance :

There's a natural desire when you're appaled by something to find a party to blame. I think the media reflected that as well. So, I would say they were mobilizing [the public] – I don't mean in a wrong way [but] I think they were doing more than disseminating, they were feeding that sentiment. (Sécurité 3)

Les journalistes, estime-t-il, sont naturellement portés à suivre l'opinion publique changeante, oubliant du coup le contexte qui a mené à la situation présente. Les décisions du passé sont jugées à l'aune du moment présent et le public, pressé par des médias qui cherchent un coupable, n'est pas bien outillé pour comprendre le passé et interpréter le présent. Il s'ensuit une relation complexe, forgée sur une incompréhension mutuelle et qui ne cesse de créer de nouvelles sources de conflit entre les deux parties.

2.3.3 Conclusion

Serait-il possible que les journalistes qui s'intéressent à la sécurité nationale au Canada soient davantage adversaires que les journalistes en général ? Notre étude ne permet pas de le dire. Toutefois, si l'on se fie à la perception des représentants des ICSN qui ont été interviewés, la fonction adversaire n'est pas la plus importante. Certains observateurs auraient pu croire, compte tenu de la couverture médiatique très critique du gouvernement durant l'Affaire Arar, que la fonction adversaire est largement majoritaire, mais il n'en est rien. Seul un représentant des ICSN sur les cinq interviewés a choisi cette réponse. La fonction disséminatrice est la plus populaire (3 sur 5) suivie par la fonction mobilisatrice (1 sur 5), *ex æquo* avec la

fonction adversaire. Il faut cependant se garder de tirer des conclusions hâtives à la lumière de ces résultats car les représentants des ICSN qui ont été interviewés n'étaient pas en interaction directe avec les journalistes, si bien que leur interprétation des fonctions journalistiques est presque exclusivement limitée à l'analyse des reportages qu'ils ont lus, entendus ou vus.

La nature de la relation entre les médias et les ICSN est néanmoins fortement influencée par la fonction adversaire, comme en attestent les résultats de l'analyse de contenu. Il y a notamment une prévalence des points de vue critiques du gouvernement. La couverture médiatique est en revanche plus personnalisée qu'avec Snowden et ce même si les journalistes avouent avoir eu beaucoup de mal à valider leurs informations et à obtenir le point de vue des ICSN. Confrontés au mutisme du gouvernement, les reporters ont développé diverses stratégies de contournement.

Du point de vue des médias, la gestion des enjeux de sécurité nationale dans le cas Arar se décline en deux temps : les journalistes qui ont adopté une attitude adversaire et les journalistes qui ont adopté l'approche plus traditionnelle du journalisme disséminateur. Parmi les journalistes adversaires, certains affirment avoir été victimes d'intimidation de la part de représentants des ICSN. Parmi les journalistes disséminateurs, certains avouent que leur couverture a été plutôt superficielle.

CHAPITRE III

L'AFFAIRE SNOWDEN

3.1 Introduction

L’Affaire Snowden est constituée d’une série d’articles publiés dans les journaux, à partir 6 juin 2013, qui portent sur différents programmes d’espionnage de la National Security Agency (NSA) américaine et de ses partenaires étrangers, dont le Centre pour la sécurité des communications du Canada (CST). L’Affaire Snowden a éveillé le public aux activités de surveillance des agences de renseignement, et notamment celle des États-Unis et de ses partenaires. Au Canada, les articles publiés ont notamment porté sur les questions d’invasion de la vie privée, du manque de transparence du gouvernement canadien ainsi que sur les mécanismes de contrôle et de surveillance des agences de renseignement.

L’intérêt de cette histoire est qu’elle intervient dix ans après l’Affaire Arar, ce qui nous permet d’étudier l’évolution de la relation entre les médias et les ICSN au cours de cette période. Par « évolution », nous entendons celle perçue par les participants. Notre objectif est de mesurer leur perception et non de valider si une telle évolution s’est bien produite et dans quelle mesure.

Elle permet en plus de situer les rôles de chacun, leurs appréhensions et leurs stratégies respectives. Tout comme l’Affaire Arar, l’Affaire Snowden nous permet de trouver des réponses à nos questions de recherche, à savoir la nature de la relation

entre les médias et les ICSN, les positions défendues par chaque groupe et la gestion des enjeux de sécurité nationale par les journalistes canadiens.

Les affaires Arar et Snowden sont des cas très différents l'un de l'autre. Notre étude n'a pas la prétention de les comparer d'un point de vue politique, sociologique ou historique. Notre étude comparée vise uniquement à identifier les changements dans la relation entre les médias et les ICSN. Nous utilisons ces deux cas pour mesurer la perception des participants au sujet de cette évolution (ou absence d'évolution) entre les deux cas.

En utilisant la méthode de la comparaison structurée et détaillée de George et Bennett (2005), nous comparons les réponses obtenues au sujet de l'Affaire Snowden à celles recueillies pour l'Affaire Arar, présentées dans le chapitre précédent. Puis, dans le chapitre suivant, nous discutons des réponses à nos questions de recherche. Nous vérifions également notre hypothèse sur la possibilité d'une autoréglementation en matière de relation entre les médias et les ICSN.

Bien que l'Affaire Snowden ne soit pas entièrement déterminée dans le temps – certains articles continuent de paraître chaque mois – nous nous sommes intéressés aux articles parus dans la première année des révélations, soit de juin 2013 à mai 2014 inclusivement. Nous avons analysé le contenu de 50 articles parus au cours de cette période et publiés dans sept quotidiens ou agence de presse au Canada : *Le Devoir*, *Ottawa Citizen*, *Presse canadienne*, *Globe and Mail*, *Le Soleil*, *Le Droit*, *National Post* et *La Presse*. Les résultats obtenus par l'analyse de contenu ont été comparés aux réponses des journalistes et des responsables de la sécurité nationale interviewés dans le cadre de cette étude.

3.1.1 Un sujet traité « à froid »

Les articles sur les révélations de Snowden sont généralement moins personnalisés. Avec Arar, le public était davantage en mesure de mettre un visage sur un enjeu de sécurité nationale, de le personnifier au point de pouvoir s'indigner contre le sort réservé à ce citoyen canadien. Avec Snowden, la notion de distance est beaucoup plus grande, car ici on se bat non pas contre une décision administrative ou une attitude injuste envers un seul homme, mais bien plus contre des principes : les partisans de Snowden s'opposent à une certaine vision d'un État. La justice et la transparence gouvernementale, qui étaient au cœur de l'Affaire Arar, le sont encore avec l'Affaire Snowden, mais cette fois le gouvernement est pris pour cible par des gens qui estiment que leur droit à la vie privée a été bafoué. Partant de ce point de vue, l'intérêt médiatique pour cette affaire est potentiellement beaucoup plus grand du fait qu'elle touche aux droits fondamentaux des gens. En revanche, c'est un intérêt plus diffus : les victimes potentielles n'ont pas toutes le même intérêt à défendre leur vie privée. Certaines se montrent même indifférentes et sont prêtes à troquer une part de leur vie privée contre la promesse d'une vie plus tranquille, à l'abri de la menace terroriste.

La place qu'occupe l'Affaire Snowden dans les journaux canadiens analysés est sensiblement la même qu'avec Arar. Toutefois, contrairement à Arar, les articles de l'Affaire Snowden se consomment « à froid » en ce sens qu'ils ne contiennent souvent aucune citation induisant un rapport de proximité avec le sujet. Seulement un article sur deux cite un commentaire d'un représentant des ICSN, alors que c'était environ 2 sur 3 (64%) avec Arar.

Avec Snowden, 46% des articles, soit près d'un sur deux, ne contiennent aucune source attribuée. Cette situation pourrait s'expliquer davantage par la distance avec le sujet qu'avec la réticence des sources à s'exprimer publiquement, car de tous les

articles analysés seuls trois (6%) mentionnent qu'une demande d'information a été refusée. Puisque ce pourcentage est de 22% avec Arar, on peut émettre l'hypothèse qu'il a été sensiblement plus difficile pour les journalistes d'obtenir des informations dans l'Affaire Arar que dans l'Affaire Snowden : les révélations d'Edward Snowden ayant été rendues publiques, les médias n'ont pas souffert de la rareté d'information, comme c'était le cas avec Arar. Par contre, les journalistes semblent avoir eu plus de la difficulté à obtenir des entrevues dans la couverture de Snowden que dans celle d'Arar, car si l'on se fie à leurs commentaires, trois articles font état d'une demande d'entrevue refusée. Aucun article analysé dans le cadre de l'Affaire Arar n'a fait l'objet d'une telle mention. Il est possible que ce constat traduise la difficulté des journalistes à valider les informations contenues dans les documents de Snowden, de manière à vérifier leur authenticité et à leur donner un sens. C'est du moins ce que rapporte l'un des journalistes interviewés :

Dans les documents qu'on a obtenu de Snowden sur le Canada... c'est une masse absolument incroyable de documents à déchiffrer. On pense toujours que c'est écrit clair... c'est ultra compliqué et c'est à se demander si [les agences de renseignement] le comprennent eux-mêmes. Il y a même des Powerpoints absolument indéchiffrables là-dedans, donc notre effort d'essayer de comprendre le matériel est important. (Journaliste 3)

Comparativement à Arar, les articles analysés pour la couverture de Snowden sont sensiblement plus équilibrés du point de vue des opinions, aussi bien qualitativement que quantitativement. Ainsi, 26% des articles étudiés présentent un équilibre des points de vue (c'est à dire qu'ils accordent un espace égal, exprimé en nombre de paragraphes, aux deux parties en cause), alors que ce nombre était de seulement 12,3% avec Arar. Le nombre d'articles ayant une prévalence du point de vue critique du gouvernement est de 62%, alors qu'il est de 81% avec Arar. La différence pourrait s'expliquer par le fait que les journalistes – et par extension l'opinion publique – est

plus ambivalente au sujet de Snowden, certains le percevant comme un héros et d'autres comme un traître.

La répartition des opinions présente un scénario comparable. Les articles dont l'opinion dominante est favorable au gouvernement – c'est à dire l'opinion générale qui se dégage de l'article – sont légèrement plus nombreux avec Snowden qu'avec Arar (16% contre 8,3%). Toutefois, le nombre d'articles dont l'opinion dominante est défavorable au gouvernement est nettement moindre (52% pour Snowden contre 79,5% pour Arar), confirmant ainsi une tendance vers une plus grande mixité des points de vue.

3.2 La nature de la relation

Tel que mentionné dans le Chapitre I, la nature de la relation entre les médias et les ICSN est analysée en fonction de la typologie de Campbell qui comprend trois descripteurs de l'attitude des médias vis-à-vis des ICSN (adversaire, sceptique mais équilibré, coopération), et trois descripteurs de l'attitude des ICSN envers les médias (ouverte, prudente, fermée). La combinaison de ces deux descripteurs doit permettre, selon Campbell, d'interpréter le contexte sociopolitique de la relation. Les résultats obtenus par l'intermédiaire de l'analyse de contenu des articles et des entrevues avec les participants ont été analysés à la lumière de ce modèle théorique afin de tenter de répondre à notre première question de recherche, à savoir si le contexte sociopolitique est favorable à la mise en place d'une autoréglementation en matière de relation entre les médias et les ICSN.

Du point de vue des journalistes interviewés, il apparaît clairement que les ICSN – et le gouvernement en général – disposent de moyens de plus en plus sophistiqués pour contrôler la presse. L'écoute électronique massive dévoilée par les documents d'Edward Snowden et les démarches du gouvernement pour tenter d'identifier les

sources des journalistes font craindre le pire aux reporters participants. Au moment des entrevues, le public venait d'apprendre qu'un ancien correspondant de Radio-Canada, Roger Auque, avait travaillé comme espion pour diverses agences de renseignement étrangères, et ce pendant presque toute sa carrière de journaliste. Quelques mois plus tard, *La Presse* dévoilait que la GRC avait cherché à espionner un de ses journalistes pour identifier la source qui aurait fourni des plans terroristes attribués à Adil Charkaoui. Certains participants associent la volonté du gouvernement à contrôler l'information, d'en dire le moins possible aux journalistes, à celle de cacher des choses au public et à la presse dans le but de les berner :

Je pense pas qu'il y ait d'intervention directe pour contrôler ou influencer [la presse] mais la façon subtile de le faire c'est qu'en te donnant pas l'information tu contrôles aussi. Et en étant pas transparent, en ne disant rien tu te trouves à brimer l'information. Et jusqu'où ils pourraient aller ? Moi je pense qu'ils pourraient en donner un peu plus. (Journaliste 7)

La plupart des représentants des ICSN qui ont été interviewés trouvent pour leur part que les critiques des médias sont exagérées ou non fondées. Selon eux, l'Affaire Snowden démontre justement que le gouvernement n'a pas cherché à manipuler la presse ; qu'il a laissé les médias publier toutes les révélations de Snowden, et ce même si ce n'était souvent pas dans son intérêt. Certains représentants trouvent également paradoxal le fait que des journalistes reprochent aux ICSN de ne pas communiquer davantage, alors que c'est précisément à travers cette communication qu'on accuse le gouvernement de vouloir tromper le public et les médias. Ce représentant des ICSN résume ainsi ce point de vue :

There may be a view within government that it might have been more helpful if the press had asked the government more questions rather than taking from the Snowden revelations everything at face value. Probably within government the view is that the press coverage might have been more

balanced if it had sought to inform itself about some of these revelations before they were published. In that way perhaps it is paradoxical. (Sécurité 4)

Ainsi, à la lumière des commentaires recueillis lors des entrevues, il apparaît que la communication politique des ICSN est une source profonde de discordes entre les médias et le gouvernement. Le doute, voire la frustration générée par cette communication/absence de communication apparaît comme un élément central de la relation entre les deux groupes.

3.2.1 Vers davantage de fermeture et de confrontation

Tel que présenté dans le premier chapitre, les données recueillies auprès des participants ont été analysées en fonction de la typologie de Campbell, laquelle permet de mesurer le contexte sociopolitique de la relation entre les médias et les ICSN. Plus le contexte est ouvert et amical, plus les parties seront susceptibles de trouver des compromis acceptables et, à l'inverse, plus le contexte est fermé et antagonique, plus il sera difficile d'accepter une forme d'autoréglementation.

En dépit des conclusions tirées de l'Affaire Arar et des nouveaux moyens de communications mis en place depuis, des participants des deux groupes ont affirmé qu'au moment de l'Affaire Snowden l'attitude des médias vis-à-vis des ICSN était désormais davantage fermée et adversaire, au sens que lui accorde Campbell (2009). Plus précisément, 5 journalistes sur 8 estimaient que leur relation était maintenant de type adversaire (Z) (Tableau 3.1), alors qu'ils étaient seulement 2 sur 8 à le croire pendant l'Affaire Arar.

Tableau 3.1

Les options des médias pour la couverture de l’Affaire Snowden selon le modèle de Campbell (2009). Perceptions des participants.

	X (coopération)	Y (scept. mais équil.)	Z (adversaire)
Groupe “Journalistes”	0	3	5
Groupe “Sécurité”	0	1	4

Du point de vue des journalistes, la perception de fermeture dans la couverture de Snowden est en grande partie attribuable à l’opacité des ICSN et à la politique de communication de la fonction publique sous le gouvernement Harper. Comme le souligne ce journaliste, le gouvernement se montrait peu réceptif aux médias :

Il n’y a plus de ligne de démarcation entre le gouvernement et la fonction publique, alors c’est difficile de dire si ces agences de sécurité sont demeurées muettes et aussi secrètes parce qu’elles ont pas évolué dans leur mentalité [ou si] c’est le reflet du nouveau gouvernement en place depuis 2006 qui ne veut pas partager l’information. Et c’est pire avec les agences de sécurité parce que tu sais déjà que c’est des gens qui vont être très secrets. (Journaliste 4)

Des journalistes interviewés affirment que l’Affaire Snowden a incité les médias à pousser plus loin le journalisme d’enquête. Sur la scène internationale, par exemple, le *New York Times* s’est allié au *Guardian* pour mettre en commun des ressources et accroître la capacité de validation des informations recueillies par Snowden. Au Canada, des journalistes de CBC ont travaillé en collaboration avec *The Intercept*, la publication créée par Glenn Greenwald, Jeremy Scahill et Laura Poitras pour permettre la publication des révélations d’Edward Snowden. Cette collaboration facilite la vérification des documents de Snowden en lien avec les ICSN. D’autres organismes de coopération entre journalistes, tels le International Consortium of

Investigative Journalists (ICIJ), ont vu le jour durant la même période. Des participants estiment que Snowden a permis une prise de conscience des médias par rapport au gouvernement en général et aux agences de renseignement en particulier.

Je pense qu'on a de bonnes raisons d'être de plus en plus méfiants! Alors c'est sûr que ça vient modifier notre façon de travailler. Et [Snowden] a permis une plus grande collaboration entre les journalistes d'enquête sur le plan international. La création du ICIJ est en relation directe avec cet esprit. Dorénavant les journalistes d'enquête sur le plan international s'aperçoivent qu'ils doivent de plus en plus collaborer. (Journaliste 1)

Ces organismes de coopération représentent aussi pour les journalistes une occasion de démontrer la pertinence des médias traditionnels dans un contexte économique difficile pour les médias. Les journalistes interviewés ne sont cependant pas tous du même avis concernant « l'évolution » de la relation depuis l'Affaire Arar. L'un des participants est ainsi d'avis que les ICSN se sont adaptées aux moyens de communication modernes et participent maintenant davantage à la production de l'actualité :

I noticed since I've been covering these issues that there's been an evolution in how they deal with the media. The media relations were not a big function before [but] it's more so now. For instance the Communications Security Establishment, when I first started covering it they didn't have media relations. They recognize they need to deal with media people and [now] function more like other agencies : they have a website, they do more public reporting. (Journaliste 5)

Les résultats obtenus lors des entretiens avec les deux groupes révèlent aussi un léger changement dans l'attitude des ICSN vis-à-vis des médias. Ainsi, 7 des journalistes sur 8 estiment que les ICSN sont fermées (Closed ou C) (Tableau 3.2), alors que c'était 8 journalistes sur 8 avec l'Affaire Arar.

Tableau 3.2

Les options des agences de renseignement dans leur relation avec les médias pendant l’Affaire Snowden, selon le modèle de Campbell (2009). Perceptions des participants.

	A (ouverte)	B (prudente)	C (fermée)
Groupe “Journalistes”	0	1	7
Groupe “Sécurité”	0	1	4

On observe aussi un fléchissement du côté des représentants des ICSN, où 4 participants sur 5 estiment que la relation est de type C, 5 participants sur 5 durant l’Affaire Arar. Selon celui-ci, un changement de culture est en cours :

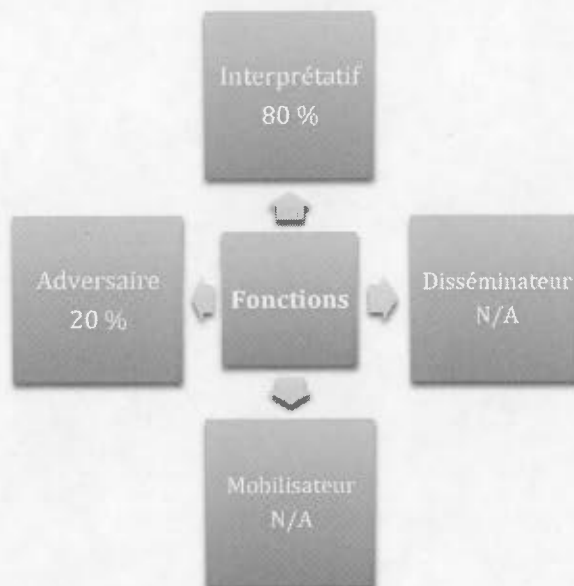
Things have gradually opened. If I go back to 1996, or 1995 may be. .. it was the first time anyone ever appeared from CSE at a parliamentary committee, because the budget was never released, it was just buried in the National Defense’s [budget]. (Sécurité 3)

Bien que les résultats obtenus puissent indiquer une légère tendance vers une plus grande ouverture, à long terme toutefois l’attitude de fermeture semble être la norme, d’après la majorité des personnes interviewées. Il est également intéressant de noter que les reporters qui observent un léger changement d’attitude sont aussi ceux qui suivent le plus assidûment les questions de sécurité nationale dans leur travail quotidien. Ainsi, les journalistes qui se spécialisent le plus dans ces sujets vont-ils préférer tisser des liens étroits avec des représentants des ICSN, des membres de comités parlementaires, d’anciens membres de ces institutions. Ils vont aussi suivre de près des blogues et autres publications électroniques spécialisées afin de ne pas être uniquement dépendants des communications officielles de ces institutions.

3.3 Fonctions journalistiques dominantes

Outre le contexte sociopolitique, la réceptivité des parties envers l'autoréglementation est influencée par les fonctions journalistiques qui dominent dans un milieu ou un contexte donné. Comme nous l'avons expliqué dans le premier chapitre, la typologie de Weaver identifie les quatre fonctions journalistiques ayant le plus d'incidence sur le travail des journalistes et, conséquemment, sur ce qu'ils considèrent important ou non. Dans le cas qui nous occupe, la fonction adversaire est la plus importante car elle a une incidence sur la volonté des journalistes à accepter les compromis. D'après Weaver et Wilhoit (2006) les journalistes adversaires sont plus intéressés que les autres à confronter les institutions gouvernementales et sont plus enclins à recourir aux documents gouvernementaux non autorisés, tels que les documents obtenus par Edward Snowden. D'après leurs recherches, les journalistes adversaires sont minoritaires. Mais qu'en est-il avec les journalistes que nous avons interviewés et les articles que nous avons analysés? L'analyse de contenu des articles de Snowden n'indique pas un changement notoire dans les fonctions journalistiques dominantes par rapport à Arar. C'est à peine si l'on peut observer une tendance vers un journalisme plus adversaire (20% pour Snowden contre 17,8% pour Arar) (Tableau 3.3).

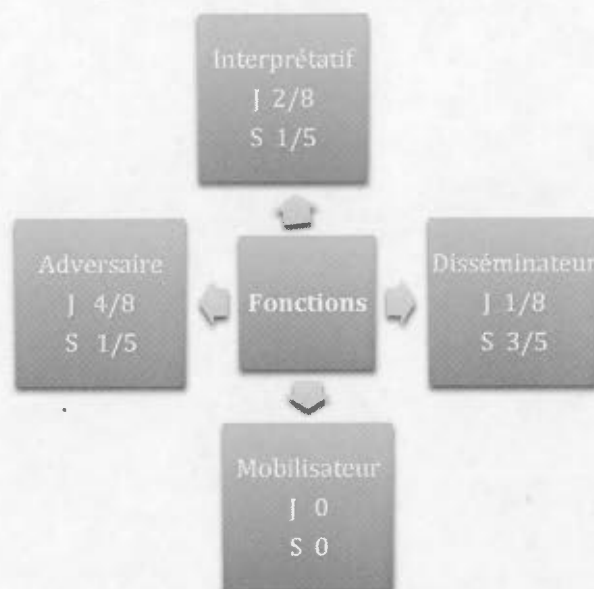
Tableau 3.3
Modèles journalistiques dans les articles de l’Affaire Snowden analysés.



Par contre, les entrevues avec les journalistes indiquent une tendance plus marquée (Tableau 3.4). La moitié des journalistes interviewés (4 sur 8) soutiennent que les médias pratiquent maintenant un journalisme plus adversaire, soit 1 participant de plus qu’à la période d’Arar. Toutefois, le total demeure le même avec les représentants des ICSN : seul 1 sur 5 estime que les journalistes sont désormais plus adversaires. La majorité des personnes interviewées dans ce groupe (3 sur 5) estime que la fonction disséminatrice est la plus importante chez les journalistes, aussi bien pour Snowden que pour Arar. La fonction mobilisatrice est quant à elle celle qui est considérée comme étant la moins importante : elle ne recueille aucun appui dans les deux groupes.

Tableau 3.4

Modèles journalistiques dans l’Affaire Snowden. Perceptions des journalistes (J) et des représentants des ICSN (S) interviewés.



La majorité des journalistes interviewés (5 sur 8) ont mentionné la fonction adversaire comme étant l’une des plus importantes, si ce n’est la plus importante (4 sur 8). La fonction disséminatrice arrive au second rang (2 sur 8), ex æquo avec la fonction interprétative. Elle est souvent présentée comme celle qui correspond aux contraintes du métier de journaliste, à savoir qu’il faut collecter rapidement des informations, valider les faits et évaluer leur pertinence pour l’intérêt public, puis publier les informations le plus tôt possible.

Dans l’esprit de certains journalistes interviewés, la fonction adversaire gagne en popularité en raison des révélations de l’Affaire Snowden sur la surveillance gouvernementale. Les médias se sentiraient dans l’obligation d’assumer davantage un rôle de chien de garde de la démocratie. C’est du moins ce qu’affirment ces journalistes :

Je pense qu'on est plus adversaire maintenant parce qu'on est beaucoup plus méfiants! On nous a "bullshité" pis quand on est journaliste on doit exiger des réponses. On doit dénoncer des situations. (Journaliste 1)

Je pense que les agences de sécurité vont devenir de plus en plus sophistiquées dans leur contrôle. Avec la loi qu'on vient d'adopter au Canada les agences de sécurité vont pouvoir nous espionner beaucoup plus facilement qu'auparavant au nom de la sécurité nationale. Et au nom de la sécurité nationale on peut inventer les camps de concentration, on peut abolir la liberté de presse... C'est un pouvoir, celui de la presse. C'est une liberté fragile, il faut la défendre. (Journaliste 3)

Les avis des représentants des ICSN sont aussi partagés sur la perception de la fonction journalistique dominante. Certains disent d'emblée que les journalistes sont adversaires – du moins ceux qui couvrent la sécurité nationale. D'autres hésitent entre adversaire ou disséminateur, et ce possiblement pour les mêmes raisons qui font hésiter les journalistes interviewés, à savoir que la fonction disséminatrice correspond à une réalité incontournable, au quotidien des médias, tandis que la fonction adversaire semble ici encore représenter ce rôle quelque peu mythique du journaliste qui défend la démocratie.

Il est à noter qu'il n'y a pas de grande différence exprimée entre les journalistes et les représentants des ICSN à ce sujet : tous deux semblent avoir un certain respect pour le rôle de chien de garde. La position des ICSN soulève cependant un certain paradoxe, car les représentants sont à la fois dans la position de ceux qui défendent les intérêts du pays et de la démocratie et à la fois dans la position de ceux qui se retrouvent parfois dans le collimateur des médias pour enfreinte aux libertés civiles. L'un des participants exprime ainsi son ambivalence :

C'est une question très difficile parce qu'on voit partout autour du monde une tendance de vraiment « cerner » les réseaux journalistiques, la presse est sous attaque... Il y a un assaut, une guerre contre la démocratie. [...] Je vois pas de raison d'être amer envers les médias avec Arar [mais] Snowden c'est une autre histoire [parce que] he's a very self serving individual. (Sécurité 2)

Les représentants des ICSN semblent d'accord sur le rôle de la presse, même dans sa fonction adversaire, toutefois elle serait victime de son manque de connaissances ou d'expérience avec les enjeux de sécurité nationale, si bien qu'en bout de ligne, selon leurs dires, les journalistes ne servent pas toujours bien l'intérêt commun. L'Affaire Snowden soulève ainsi tout le paradoxe de la sécurité nationale (et particulièrement celui des agences de renseignement) dans un contexte démocratique. Snowden est-il un traître ou un héros ? C'est la question que relayent constamment les médias dans cette affaire. Cependant, les médias joueraient dans ce débat un piètre rôle d'arbitre, privilégiant la nouvelle sensationnaliste et la simplification à outrance, comme l'explique ce participant :

Pour la citoyenneté, ça nous laisse encore plus mal informés qu'avant. Pourquoi ? Parce que Snowden n'était pas un agent de renseignement, c'est un administrateur d'ordinateurs [et] il a fait un gros "download" de tout ce qu'il a pu mettre la main dessus... Il n'y a aucun contexte dans tout ce qui a sorti [et] je connais plusieurs cas [où] les agences de renseignement ont spécifiquement offert une perspective en disant voici ce qui est pas vrai [...] Et ça a été complètement ignoré [par les médias]. Pourquoi ? Dans ma tête ou dans l'esprit des agences de renseignement parce que "facts don't matter, ratings matter". (Sécurité 2)

Certains participants sont malgré tout d'avis que la relation entre les médias et les ICSN s'est quelque peu améliorée depuis l'Affaire Arar. Ils estiment que le public est aujourd'hui mieux informé au sujet des enjeux de sécurité nationale. Les outils de communication modernes, tels que les sites web des agences gouvernementales,

permettent aujourd'hui au public qui le désire de mieux comprendre le rôle et les responsabilités des ICSN. Ils peuvent permettre aussi une plus grande transparence qu'à l'époque de Maher Arar. Cela, aussi bien des journalistes que des représentants des ICSN le reconnaissent. Cependant, la communication gouvernementale en matière de sécurité nationale se limite souvent au strict nécessaire, ce qui parfois renforce le sentiment chez certains journalistes que les ICSN cachent des choses parce qu'elles ont des activités qui vont à l'encontre de l'opinion publique. À leurs yeux, les outils de communication modernes utilisés depuis Arar servent davantage à dissimuler ou à tromper la presse qu'à servir l'intérêt public.

3.4 Liberté de presse contre sécurité nationale

Dans les sections précédentes nous avons présenté les résultats concernant le contexte sociopolitique de la relation entre les médias et les ICSN et ceux concernant la perception du rôle des médias en matière de couverture de la sécurité nationale. Dans cette troisième et dernière section du chapitre, nous présentons les résultats concernant la perception de la liberté de presse par les différents participants. Ces réponses sont particulièrement utiles pour comprendre les choix éditoriaux des médias et notamment la tolérance des participants concernant certains compromis. Les résultats sont regroupés en deux catégories : la tolérance aux contraintes et la tolérance à l'absence de contraintes en matière de liberté de presse. L'intérêt de cette section pour notre étude et de déterminer si les points de vue des journalistes et des ICSN sont suffisamment convergents pour favoriser une autoréglementation.

Les résultats des cas Arar et Snowden ont été regroupés dans ce chapitre pour en faciliter l'analyse et la compréhension. Bien que la question de l'équilibre entre la liberté de presse et la sécurité nationale se pose avec plus d'acuité dans l'Affaire Snowden que dans l'Affaire Arar, la plupart des participants ont été dans l'incapacité de traiter les deux cas isolément. Il nous apparaissait donc plus logique et plus

pratique de les présenter ensemble, en prenant toutefois soins d'identifier les réponses qui sont spécifiques à l'un ou l'autre. Les résultats des participants reflètent aussi la complexité de la cohabitation entre la liberté de presse et la sécurité nationale.

D'aucuns estiment que l'exercice de la liberté de presse puisse s'exercer sans certaines balises. D'aucun n'est aussi d'avis que l'État puisse légitimement imposer un choix éditorial aux médias. Les journalistes, tout autant que les représentants des ICSN qui ont été interviewés pour cette étude sont d'accord sur le principe que la décision de diffuser ou non, de publier ou non est avant tout une décision journalistique. Comme nous le verrons dans cette section, les principales divergences entre les deux groupes de participants concernent l'identification des sources humaines et des méthodes des agences de sécurité utilisées pour la collecte de renseignements.

3.4.1 La protection des sources

La majorité des journalistes rencontrés (6 sur 8) affirment qu'il est de leur devoir de protéger l'identité des sources humaines de renseignement si leur divulgation n'est pas en soi d'intérêt public. Cela veut dire qu'un journaliste qui obtient une information d'intérêt public liée à la sécurité nationale s'abstiendrait de publier le ou les noms des personnes associées à cette histoire s'il juge que la divulgation de leur identité n'apporte rien du point de vue de l'intérêt public. La protection de la source sous-entend non seulement le nom de cette personne mais aussi toute information permettant de l'identifier, comme son numéro de téléphone, son adresse, etc. Par contre, si le journaliste estime que l'identité d'une source est pertinente à la compréhension de l'histoire et est d'intérêt public, il pourrait alors la divulguer (Tableau 3.5).

Au-delà de ces considérations, le journaliste tient compte du danger pour la sécurité de la source. L'atteinte à la sécurité d'une personne constitue un facteur de décision pour la plupart des journalistes interviewés, toutefois l'interprétation de ce qui constitue un danger diffère de l'un à l'autre, de même que la perception de la gravité des conséquences pour la source identifiée. Ainsi des reporters disent s'en remettre la règle du « moindre risque » :

In term of identifying operatives, you know, the decision was made to delete certain names and certain identifying information, because that is consistent with journalistic practice : truth telling but to minimize harm. You tell your story, but if you're putting people at risk, then it's a harm risk evaluation. (Journaliste 8)

In the Snowden revelations there's been no unreasonable request made that [newspapers] don't publish names of intelligence employees. That is a restriction that in fact even the most adversarial news organization has largely stuck to because there's not really an utility in outing a government spy... you have to weigh the cons and pros and I don't think there are much pros in that instance. (Journaliste 6)

Certains journalistes exigeront qu'on fasse la démonstration de la menace qui plane sur la source, alors que d'autres chercheront simplement à peser le pour et le contre, entre le danger pour la source et le bénéfice pour le public. Dans le doute, ces journalistes privilégieront toutefois la protection des sources. D'autres journalistes indiquent aussi le désir de consulter des collègues ou un expert avant de prendre une décision :

Si la vie de quelqu'un est en danger je vais y penser à deux fois. Je ne dirai jamais non, il n'en est pas question, mais à toutes les fois, [je demanderais] : faites-moi la preuve qu'en toute conscience vous devriez agir de cette façon-là. (Journaliste 1)

Ça dépend des conséquences. Si ces gens-là sont opérationnels et infiltrés dans une cellule de terroristes, ce serait passablement irresponsable de divulguer leur nom [...] Tu prends les moyens d'évaluer que tu as pris la bonne décision. (Journaliste 2)

Les sources de Snowden qui pourraient être identifiées [...] c'est un jugement qu'on doit porter, ça fait partie du devoir de savoir. Si on veut savoir ça il faudra ensuite en assumer les conséquences. [...] Pensez-y bien. (Journaliste 3)

Pour quelques-uns, la protection des sources est une sorte de « récompense » attribuée aux gens qui n'ont rien à se reprocher. Plus la source est complice dans une situation répréhensible, plus elle risque d'être exposée. Les criminels, les gens malhonnêtes et les personnes qui ont manqué de jugement se retrouvent le plus souvent dans cette catégorie, comme l'explique ce journaliste :

Si tu connais le gars qui a fait l'enquête sur Maher Arar et [que] tu peux montrer qu'il a mal agi ou qu'il est incompetent je pense que ça doit sortir. Pis son nom aussi. Par contre, s'il a fait toute son enquête en suivant les règles de l'art et à la fin il a remis son rapport et c'était une mauvaise direction, moi je serais tenté de protéger le gars. (Journaliste 7)

Le doute est une qualité inhérente au métier de journaliste et, pour les interviewés, il est normal de se poser de nombreuses questions avant de décider de publier ou non une information. En revanche, il y a peu de remords exprimés sur des décisions du passé. Ce qui a été fait est fait et dans l'esprit des journalistes interviewés, les décisions concernant les révélations de Snowden ont été prises pour le mieux, dans l'intérêt du public, et il n'y a pas de place pour d'éventuels regrets.

Par contre, des journalistes reconnaissent que chaque équipe éditoriale a ses particularités et qu'une décision rendue dans l'une ne sera pas forcément suivie dans l'autre :

Je trouve que les journalistes ont fait preuve de prudence, ils ont été très responsables dans la couverture [de Snowden]... Quand ils sortent ces informations, s'il y a par exemple le nom d'agents qui sont identifiés, ils biffent ça...On est quand même capable de faire la part des choses, les journalistes. (Journaliste 4)

News organizations do deal with those kind of questions and they decide what to do, but they're like snow flakes, everyone is different and you have to look at each individually. It's hard to make broad generalizations about things like that. (Journaliste 5)

Le Journaliste 5 affirme par ailleurs qu'il essaie de couvrir les ICSN comme il couvrirait n'importe quelle autre institution, c'est à dire avec la même rigueur et les mêmes critères de pertinence et de validation des faits. Il privilégie une forme de normalisation dans les pratiques journalistiques en matière de sécurité nationale. D'autres journalistes privilégient cependant une approche «au cas par cas» et se refusent à appliquer des règles générales.

Tableau 3.5

Échelle « Assange-Schoenfeld » de la liberté d'expression en matière de sécurité nationale. Perceptions des participants.

Plus de liberté de presse <-----> Moins de liberté de presse									
	a	b	c	d	e	f	g		
Journalistes	0	0	1	1	0	6	0		
Sécurité	0	1	0	0	0	1	3		

Tolérance à l'absence de contraintes (en blanc) : 6 journalistes et 3 représentants des ICSN ont des points de vue convergents sur la protection des sources (descripteur f) mais divergents sur la protection des méthodes (descripteur g).

Tolérance aux contraintes (en gris) : La moitié des journalistes et tous les représentants des ICSN sont d'avis qu'en principe les journalistes peuvent être poursuivis s'ils compromettent la sécurité nationale mais qu'il n'est souvent pas dans l'intérêt du gouvernement de le faire.

Note : les descripteurs sont présentés à l'Annexe B.

Du côté des représentants des ICSN, on affirme que les sources humaines jouent un rôle essentiel et doivent être protégées. On est beaucoup plus réfractaire à poser des conditions à cette protection. Dans la mesure où une source a accepté d'aider le gouvernement à obtenir des renseignements précieux, on ne devrait pas hésiter, selon plusieurs, à tout mettre en œuvre pour assurer sa sécurité.

Ainsi, la tolérance à l'absence de contrainte en matière de liberté de presse est-elle moins grande chez les représentants des ICSN : 3 d'entre eux estimant qu'il faut en effet protéger les sources, quelles que soient les circonstances. Toutefois, la différence entre eux et les journalistes est parfois simplement sémantique, car on note malgré tout chez ces participants une relative satisfaction dans la couverture de l'Affaire Snowden, et en particulier dans la protection des sources liées aux révélations.

Quand il y a des questions de sources, quand il y a des opérations qui pourraient dévoiler quelque chose... ils vont pas divulguer des pièces qui mettraient en danger la vie d'individus. Nobody is being reckless. Les éditeurs font attention et comprennent. (Sécurité 2)

If it's a human source that particular information obtained through a particular contact – it might be in the army of another country or something like this – not only would the leaking of that information be embarrassing to that individual, it might actually lead to his or her death. So the stakes suddenly become much higher when dealing with intelligence, so the protection of sources are absolutely key. (Sécurité 4)

La position des représentants des ICSN paraît en tout cas très éloignée de celle jadis défendue par le quotidien *New York Times* pour qui il était pertinent de publier « tout ce qui doit être publié » (en anglais : « All the news that's fit to print »). Il est plutôt

question ici de considérer l'intérêt suprême de l'État pris dans sa globalité et non pas seulement dans la perspective de « l'intérêt public ».

3.4.2 La protection des méthodes des agences de renseignement

La protection des méthodes utilisées par les agences de renseignement constitue la principale source de divergence, parmi les journalistes interviewés, en ce qui concerne la couverture de la sécurité nationale. Cette question, plus que toute autre, permet également de faire une distinction entre le point de vue des journalistes et celui des représentants des ICSN, puisque 6 journalistes sur 8 croient qu'il est acceptable de les divulguer à certaines conditions et que 2 sur 8 croient qu'il n'est pas du tout nécessaire de les protéger. Parmi les représentants des ICSN, 3 des participants estiment qu'il faut les protéger sans condition, tandis que seulement 2 d'entre eux croient qu'il est permis de les divulguer à certaines conditions.

Des journalistes justifient leur désir de dévoiler les méthodes par le fait que les agences de renseignement ont, à leurs yeux, une propension à ne pas agir pour le bien public ou à utiliser le secret à des fins déraisonnables. Les révélations de Snowden ont contribué à renforcer cette position, selon ce journaliste :

Moi je pense qu'il faut révéler les choses [parce que] je pense qu'on est allé beaucoup trop loin. On est en train de se bâtir une société basée sur l'écoute, l'espionnage, la délation et il y a quelque chose là-dedans qui est tellement nocif ! Parce que cet esprit mène aussi à des opérations de lynchage, de manipulation. (Journaliste 1)

Contrairement à la divulgation d'une source, qui peut avoir des conséquences néfastes pour les personnes visées, la divulgation d'une méthode est perçue comme ne faisant aucune victime. La méthode est aussi associée, dans l'esprit de plusieurs

journalistes, à une manœuvre politique, un stratagème qui n'est pas forcément dans l'intérêt du public :

Même si tu mets en péril la stratégie... j'ai pas trop de problème avec la stratégie, mais si ça peut mettre en péril ou mettre en danger la vie des gens ou leur sécurité... Est-ce qu'il est justifié de poursuivre? Presque pas. (Journaliste 7)

Les journalistes les plus favorables à protéger les méthodes estiment qu'il faut trouver un équilibre entre le droit du public à l'information et la nécessité de protéger des opérations de sécurité. Ils font le calcul que si la divulgation profite à des terroristes, cela ne va pas dans l'intérêt du public, et ainsi il vaut mieux protéger ce type d'information. Certains considèrent aussi l'importance du dévoilement de la méthode dans la compréhension de la nouvelle.

Les positions des représentants des ICSN oscillent entre deux pôles, soit entre ceux qui s'opposent à toute divulgation des méthodes, quelle que soit la justification, et ceux qui estiment qu'une divulgation peut être justifiée dans certains cas. Les partisans du premier groupe disent que même lorsque le dévoilement d'une méthode sert l'intérêt public (par exemple dans le cas des révélations de Snowden) il contribue aussi à rendre l'Occident plus vulnérable vis-à-vis des pays qui lui sont hostiles :

Il y a beaucoup moins de respect pour l'impact sur les aspects techniques. Parce que quand j'écoute toutes les révélations de Snowden, il y a la question de l'invasion de la vie privée, alors on va tout bousiller. Mais il faut comprendre qu'il y a un effet, et cet effet démunit l'Occident de ses meilleurs outils. (Sécurité 2)

Au contraire, croient les partisans de l'autre camp, une divulgation peut être dans l'intérêt du public si elle permet de dénoncer une situation inacceptable du point de

vue de l'opinion publique. Ceux-ci estiment que les journalistes doivent avoir toute la latitude requise pour faire leur travail de vérification, en autant qu'ils agissent de façon responsable :

The media [...] have a responsibility to exercise judgment within the law. If you find something that's outside the law, go for it. Is it always wrong to divulge methods ? No. Is it always right to divulge methods ? No. But the decision in that case, within the law, should be one of the journalists. (Sécurité 1)

L'un des représentants des ICSN se dit par ailleurs favorable à une divulgation passé une certaine date. Selon lui, les méthodes utilisées par les agences de renseignement deviennent rapidement désuètes et si elles sont divulguées après cinq ou dix ans le risque de causer un tort à la sécurité nationale est nul. Il est d'avis qu'il faut trouver un équilibre entre le désir de protéger les méthodes et celui, tout aussi important à ses yeux, de rendre compte de ce que fait le gouvernement.

3.4.3 Ne pas publier « pour cause de sécurité nationale »

Comme nous l'avons mentionné précédemment, certains journalistes souhaitent traiter les enjeux de sécurité nationale de la même manière qu'on traite des autres sujets liés au gouvernement, c'est à dire avec transparence et sans a priori pour la protection de la sécurité nationale. Cependant, d'autres journalistes sont en désaccord, estimant que la sécurité nationale occupe une catégorie à part :

Mais sur des questions de sécurité c'est pas arrivé souvent mais je serais de l'école de pensée que sans travailler avec le gouvernement il y a un certain nombre de choses à respecter que tu n'as pas à respecter dans d'autres circonstances. (Journaliste 7)

Quel que soit le point de vue à ce sujet, il faut convenir que les situations où une salle de rédaction déciderait de ne pas publier un reportage « pour protéger la sécurité nationale » sont rarissimes. Les facteurs qui amènent un média à laisser tomber un sujet de sécurité nationale sont bien davantage liés à des difficultés techniques (valider des informations difficiles à obtenir) et pratiques (maintenir l'intérêt du public avec une histoire éloignée des préoccupations quotidiennes des gens).

La majorité des représentants des ICSN juge quant à elle qu'il serait irresponsable que des médias publient une information qui compromettrait la sécurité nationale du pays. Toutefois, deux représentants admettent que le concept de sécurité nationale est souvent évoqué à tort et admettent qu'il puisse exister des circonstances où il serait admissible de publier une information de cette nature - mais uniquement dans la mesure où des journalistes responsables auraient déterminé que le gouvernement a évoqué à tort la sécurité nationale afin de cacher des activités répréhensibles.

3.4.4 Tolérance aux contraintes en matière de liberté de presse

La tolérance aux contraintes en matière de liberté de presse est tout aussi faible chez les journalistes que chez les représentants de la sécurité nationale. Étonnamment, les notes les plus sévères ont été attribuées par deux journalistes qui estiment qu'il peut être acceptable, dans des circonstances exceptionnelles, que des journalistes soient poursuivis pour avoir publié des informations ayant compromis la sécurité nationale du Canada. Ceux-ci rappellent que les journalistes ne sont pas au-dessus des lois et peuvent être poursuivis s'ils enfreignent la loi.

À l'inverse, 2 des journalistes interviewés sont d'avis que le gouvernement devrait s'abstenir de poursuivre un journaliste, même si l'un de ses articles compromet la sécurité nationale, car cela serait une entrave sérieuse à la liberté de presse. L'autre moitié, soit 4 journalistes sur 8, n'ose pas trop se prononcer, indiquant qu'en théorie

les journalistes ne sont pas au-dessus des lois, mais que le gouvernement devrait y penser à deux fois avant de poursuivre un journaliste en justice pour une affaire de sécurité nationale :

C'est le risque qu'on prend quand on pratique ce métier-là. On assume ce risque là. Il n'existe pas d'immunité pour les journalistes. (Journaliste 3)

Les journalistes ne sont pas au-dessus des lois. Si un journaliste enfreint la loi [...] c'est pas acceptable. C'est sûr que moi je pense que le gouvernement devrait plutôt avaler et rester tranquille... assumer ses gestes aussi. Mais là on parle en théorie aussi... (Journaliste 2)

C'est pas la liberté de presse à tout prix, mais il faudrait avoir de maudites bonnes raisons pour poursuivre un journaliste. Je suis quand même prête à dire qu'il doit y avoir une limite à cette liberté, lorsqu'on a démontré que c'était pas dans l'intérêt public de dévoiler des choses. (Journaliste 4)

Tous les représentants des ICSN qui ont participé aux entrevues estiment qu'il peut être justifiable, dans certains cas, de poursuivre un journaliste, qu'il n'est habituellement pas dans l'intérêt du gouvernement de le faire. Ils adoptent un ton prudent et certains n'ont pas de réponse précise :

There could be cases where a journalist breaks the law. But (exposing the proof in court) that would mean provide evidence which would probably be even more damaging for the security intelligence field. (Sécurité 1)

It's no accident there's been very few prosecutions or lawsuits of media because it's very difficult for governments, even when there's harm. Sometime there's more harm when you actually prove the harm in public. (Sécurité 3)

Les représentants des ICSN, comme les journalistes, semblent préoccupés par le risque d'ingérence politique et cherchent à identifier ce qui, à leurs yeux, constitue un

compromis acceptable. Certains affirment que le gouvernement devrait, dans ces cas précis, faire clairement la démonstration que le journaliste a nui à la sécurité nationale, mais cela est souvent difficile. Démontrer qu'un journaliste a mis en danger la vie d'une source en la nommant est une chose, mais démontrer qu'un article a porté atteinte à la sécurité du Canada en est une autre. Le litige entre liberté de presse et sécurité nationale semble ici insoluble.

3.5 Conclusion

Dans ce chapitre, nous avons examiné les résultats obtenus au sujet de l'Affaire Snowden ainsi que la perception de la liberté de presse des médias et des ICSN en matière de couverture de la sécurité nationale. Nous avons vu que de Arar à Snowden, la relation des journalistes envers les ICSN tend à être davantage adversaire et moins portée sur la coopération et le compromis. Les ICSN, en contrepartie, tendent à maintenir une attitude de fermeture, et ce même si l'arrivée de nouveaux outils de communications (Internet, médias sociaux) et l'intérêt soutenu des médias pour la lutte contre le terrorisme font en sorte que le public est en général mieux informé qu'auparavant sur les enjeux de sécurité nationale. Nous avons vu également que la fonction « adversaire » est l'une des facettes importantes de la relation des médias envers les ICSN. Elle pourrait même l'être de plus en plus, cependant elle n'est pas la fonction dominante chez les journalistes intéressés par la sécurité nationale. Enfin, nous avons pu constater que les journalistes et les représentants des ICSN ont beaucoup de points en commun en ce qui a trait à leur perception de la liberté de presse et de la couverture de la sécurité nationale. La principale différence de point de vue concerne la protection des méthodes des agences de renseignement. Les deux groupes n'ont pas de différend fondamental sur les principes qui sous-tendent l'exercice de la liberté de presse et la protection de la sécurité nationale, cependant des divergences tendent à apparaître lorsqu'un groupe se retrouve dans une situation où il est à la fois juge et partie. Ces éléments de

réponse seront analysés en détails au chapitre IV, à la lumière de nos questions de recherche.

CHAPITRE IV

L'AUTORÉGLEMENTATION

4.1 Introduction

Nous avons postulé au premier chapitre que trois conditions sont requises pour permettre une autoréglementation des médias en matière de couverture de la sécurité nationale au Canada. La nature de la relation entre les médias et les ICSN (c'est-à-dire le contexte sociopolitique) doit y être favorable, les positions défendues par les deux groupes doivent être conciliables et le modèle de gestion des enjeux de sécurité nationale par les journalistes (les fonctions journalistiques dominantes) doivent être propices à l'autoréglementation. Les résultats obtenus indiquent que seules les deux dernières conditions sont présentes. Au moment où nous avons réalisé notre étude les conditions n'étaient donc pas réunies pour permettre une autoréglementation. Toutefois, compte tenu du caractère évolutif du contexte sociopolitique, il est possible qu'il ait d'ores et déjà changé ou qu'il change prochainement.

Nous analysons dans ce chapitre les résultats qui expliquent ces constats. Nous examinons aussi les points de convergence et de divergence de la relation entre les médias et les ICSN afin d'en tirer des conclusions et des pistes de conciliation entre les intérêts des médias et ceux des ICSN. Enfin, nous analysons l'apport de notre recherche aux connaissances dans ce domaine, à leurs limites et les modalités d'application des résultats dans d'éventuelles recherches.

4.2 La nature de la relation

Les résultats obtenus par l'analyse de contenu et par les entrevues tendent à appuyer le modèle de Campbell (2009) de la relation entre les médias et les ICSN. Campbell soutient que la nature de la relation était BY de la fin de la Guerre froide aux attaques terroristes de 2001, c'est à dire « prudente » de la part des ICSN et « sceptique mais équilibrée » de la part des médias, puis serait passée à CZ après le déclenchement de la guerre en Irak en mars 2003. Bien que notre étude ne permette pas de valider les positions de l'auteur avant 2002, et bien que le nombre de participants soit insuffisant pour être considéré représentatif de l'ensemble des médias et des ICSN, les réponses des journalistes tendent à démontrer que la nature de la relation est passée à CY à partir de 2002, soit « fermée » de la part des ICSN et « sceptique mais équilibrée » de la part des médias, à CZ à partir de 2013 avec les révélations de Snowden, soit « fermée » pour les ICSN et « adversaire » pour les médias.

Les réponses des représentants des ICSN sont comparables en ce qui a trait à l'Affaire Snowden (CZ), par contre ceux-ci estiment majoritairement que l'attitude des médias était déjà « adversaire » au moment de l'Affaire Arar. Dans les deux groupes, ont estime néanmoins que la nature de la relation s'est détériorée entre 2002 et 2013. En réponse à notre première question de recherche nous pouvons donc affirmer que le contexte sociopolitique de la relation n'est pas propice à l'autoréglementation des journalistes en matière de couverture de la sécurité nationale. Du moins il ne l'était pas au moment où nous avons réalisé les entrevues en 2015.

Il faut par ailleurs souligner que contrairement aux deux autres critères (les positions défendues et les fonctions journalistiques), la nature de la relation peut changer rapidement, au gré du contexte politique et social, et il se peut donc que les résultats pour ce critère soient dorés et déjà dépassés. La lutte contre le terrorisme pourrait

inciter les ICSN à revoir quelque peu leur approche vis à vis des médias, compte tenu que la réussite des opérations de contre-terrorisme – et notamment la lutte contre la radicalisation des jeunes - repose en bonne partie sur l'appui du public.

Quoi qu'il en soit, nos résultats portent à croire que les révélations de Snowden ont agi comme un déclencheur chez certains journalistes, leur donnant l'impression que le gouvernement avait été trop loin et qu'il doivent désormais être plus vigilants dans leur couverture des enjeux de sécurité nationale. La position des représentants des ICSN est moins clairement définie à ce sujet et la taille de notre échantillon de participants ne permet pas de tirer de conclusions. Tout au plus pouvons-nous affirmer que l'Affaire Snowden suscite chez les participants de ce groupe des réactions tout aussi divisées que celles du groupe des journalistes.

4.3 Les positions défendues

Les résultats de notre étude indiquent que les positions défendues par les journalistes et les représentants des ICSN sont très semblables. La plupart des critères exprimés sur l'échelle Assange-Shoenfeld sont le reflet de positions conciliables plutôt que divergentes. Le principal point de discordance concerne la publication des méthodes employées par les agences de renseignement. Cette dissension prend sa source principalement dans l'Affaire Snowden, alors que les médias ont publié les méthodes utilisées par la NSA et autres agences pour espionner les télécommunications. Des représentants des ICSN que nous avons interviewés déplorent le tort que ces divulgations auraient causé à la sécurité nationale. Cependant, ces représentants déplorent bien plus les conséquences des divulgations que le raisonnement éditorial qui a mené à celles-ci. Certains représentants ont même été jusqu'à dire qu'ils ne remettaient pas en question les choix des médias. Autrement dit, les conséquences pour les institutions de la sécurité nationale seraient déplorables, cependant ces mêmes institutions seraient en partie responsables de leurs malheurs puisqu'elles ont

mis en place des programmes de surveillance qui, une fois portés à l'attention des médias, ont été jugés suffisamment controversés pour justifier une divulgation.

Il y a aussi une divergence d'interprétation au sujet de la nécessité de protéger les sources des agences de renseignement. Les représentants des ICSN sont moins disposés que les journalistes à permettre la divulgation d'une source lorsque certaines conditions sont réunies (par exemple si la source est un criminel ou si elle a volontairement induit en erreur un journaliste). Cependant, il n'y a pas de divergence sur le principe de la protection des sources, tout au plus sur les modalités d'exclusion de cette protection.

En ce qui concerne les contraintes à la liberté de presse, il n'y a pas de consensus de la part du groupe de journalistes interviewés, certains se montrant même plus sévères que le groupe des ICSN au sujet de la possibilité de poursuivre un journaliste qui compromet la sécurité nationale. En revanche, tous les représentants des ICSN ainsi que la moitié des journalistes interviewés sont d'avis que les journalistes ne sont pas au-dessus des lois et qu'il peuvent en principe être poursuivis s'il ne respectent pas la loi et cela s'étend selon eux au domaine de la sécurité nationale. Ces mêmes participants partagent aussi l'avis que, en réalité, le gouvernement n'a souvent pas intérêt à poursuivre un journaliste, pour diverses raisons (opinion publique défavorable, risque de divulgation d'informations secrètes en cour, etc.). Nous estimons donc qu'en matière de contraintes à la liberté de presse il n'existe pas non plus de véritable dissension entre les deux groupes.

En réponse à notre deuxième question de recherche nous pouvons donc affirmer que les positions défendues par les médias et les ICSN sont conciliables et pourraient par conséquent favoriser une autoréglementation de la part des journalistes en matière de couverture de la sécurité nationale.

4.4 La gestion des enjeux de sécurité nationale

Les journalistes interviewés sont majoritairement disséminateurs et interprétatifs. Ces fonctions journalistiques privilégient d'une part la rapidité d'exécution, la vérification des faits (disséminateur), et d'autre part l'explication du contexte de la nouvelle et la compréhension des faits (interprétatifs). La fonction adversaire est également bien présente chez les reporters qui s'intéressent à la sécurité nationale, surtout dans l'Affaire Snowden. Ces journalistes sont les plus enclins à utiliser des documents gouvernementaux non autorisés et à confronter les gouvernements. Toutefois, nos résultats indiquent que les proportions de disséminateurs, interprétatifs et adversaires sont sensiblement les mêmes que celles observées par Weaver et Wilhoit (2006). De plus, la lente progression de la fonction adversaire est confirmée par l'étude plus récente de Weaver et Wilhoit (2012). Selon celle-ci, les journalistes chercheraient maintenant davantage à vérifier les affirmations des gouvernements.

Bien que la fonction adversaire soit présente chez les journalistes interviewés et qu'elle semble gagner en popularité, elle est toutefois loin d'être dominante. Par conséquent, nous sommes en mesure d'affirmer que le mode de gestion des enjeux de sécurité nationale par les journalistes rend possible l'autoréglementation.

Le fait que la fonction adversaire ne soit pas dominante ne signifie pas pour autant que la relation entre les médias et les ICSN peut et pourra s'améliorer. Par exemple, les disséminateurs sont les journalistes qui sont les plus tentés par le journalisme sensationnaliste. Ces reporters évoluent dans un environnement où l'on privilégie les informations pouvant être vérifiées rapidement et qui sont les plus susceptibles d'attirer les grands auditoires. Ils auront souvent plus de difficulté à rendre compte des enjeux complexes de la sécurité nationale et à permettre à leurs publics de bien comprendre et d'avoir une opinion éclairée sur ces sujets. Quant aux journalistes explicatifs, ils cherchent par tous les moyens à offrir cette perspective, mais pourront-

ils y arriver dans le contexte actuel? Si la nature de la relation des ICSN envers les médias demeure fermée il est fort possible qu'ils n'y parviennent pas et qu'ils soient contraints d'abandonner la couverture de ces enjeux de sécurité nationale.

4.5 Contribution à la recherche

Seules deux des trois conditions requises pour une autoréglementation sont donc présentes. Considérant le contexte sociopolitique qui prévalait au moment de la recherche, nous concluons que les conditions ne sont pas présentement propices à l'autoréglementation des journalistes en matière de couverture de la sécurité nationale. Toutefois, les résultats de notre étude apportent des pistes de réflexion sur la médiation de la relation entre les médias et les ICSN. Les résultats obtenus nourrissent également l'objectif d'atteindre un équilibre entre la liberté de presse et la sécurité nationale. La question au cœur du dilemme est la suivante : comment éviter de brimer inutilement la liberté de presse tout en évitant de nuire inutilement ou inconsciemment à la sécurité nationale?

De toute évidence, les deux groupes ont intérêt à miser sur les points qu'ils ont en commun, à savoir la protection des sources. Par exemple, les journalistes se montreront plus sensibles aux revendications des ICSN si celles-ci insistent sur la légitimité du secret à protéger plutôt que sur la « sécurité nationale » et les possibles conséquences d'une divulgation. Car la sécurité nationale sous-entend un ensemble d'implications politiques qui n'ont certainement pas la même résonance que la protection de vies humaines. Pour y parvenir, les deux parties doivent s'efforcer de cultiver une relation plus ouverte et plus disposée à répondre aux questions des médias sur les enjeux de sécurité nationale. Les ICSN ont ainsi la tâche difficile de devoir différencier entre ce qui doit être gardé secret de ce qui peut être divulgué afin de favoriser une meilleure compréhension du public et une meilleure sensibilisation aux enjeux de sécurité nationale.

Le modèle américain du Interagency Security Classification Appeals Panel (ISCAP), présenté au premier chapitre, fournit une piste intéressante en ce qui concerne la divulgation d'informations par la voie de la loi sur l'accès à l'information. Il permet de déterminer plus facilement si un secret est de type légitime, administratif ou politique (Aftergood, 2009). Puisqu'il est basé sur la revue par les pairs, c'est-à-dire par les membres d'autres agences gouvernementales, il favorise les discussions franches et plus objectives sur la légitimité du secret. L'ISCAP n'intervient pas directement auprès des médias et n'a pour ainsi dire aucune influence sur les enjeux de sécurité nationale qui sont dans l'actualité. Cependant, il montre qu'il est possible de trouver un meilleur équilibre entre la liberté de presse et la sécurité nationale.

Le modèle britannique du Defence and Security Media Advisory (DSMA) Committee présente quant à lui une approche de médiation intéressante, en lien étroit avec les médias et les enjeux de sécurité nationale. Toutefois, il est directement financé par le gouvernement britannique et, comme le démontre l'expérience du *Guardian* dans l'Affaire Snowden, certains médias doutent de son impartialité et préfèrent l'ignorer pour éviter que le gouvernement utilise cette voie pour interdire la publication de certains articles. Notre étude, de même que celle de Weaver et Wilhoit (2012) tend à démontrer que les journalistes font désormais moins confiance au gouvernement en matière de sécurité nationale. Par conséquent, le modèle britannique est moins intéressant du point de vue la relation entre les médias et les institutions de la sécurité nationale dans un contexte canadien.

Il est aussi important de préciser que cette étude s'est intéressée à la relation entre les médias canadiens et les ICSN. Bien que les institutions américaines, britanniques et canadiennes aient beaucoup en commun, les analyses et les conclusions de ce mémoire ne peuvent être systématiquement généralisées. Il est possible que les résultats obtenus sur les pratiques journalistiques canadiennes en matière de sécurité nationale reflètent aussi les positions des médias américains compte tenu de la

proximité entre les pratiques journalistiques canadiennes et américaines. Toutefois, le contexte de la sécurité nationale américaine est très différent, si bien que certaines conclusions ne sont probablement pas transposables aux États-Unis.

La réalisation de cette étude est également tributaire d'un certain nombre de contraintes. Les opinions exprimées par les participants ne sont en effet représentatives que de la personne qui les émet. L'échantillon de la recherche est trop petit pour être représentatif de l'ensemble des membres des médias ou de l'ensemble des représentants des ICSN.

Notre étude démontre que les médias et les ICSN ont des positions qui sont théoriquement réconciliables et qu'advenant un contexte sociopolitique plus favorable, une forme d'autoréglementation des journalistes serait possible. Campbell (2009) indique à cet effet que la relation entre les deux parties était de type BY (prudente et sceptique, mais équilibrée) immédiatement après la fin de la Guerre froide, soit de 1989 à 2001. Un tel contexte favoriserait sans doute l'autoréglementation.

Toutefois, à en juger par le tableau historique de Campbell (Tableau 2.3), ce cas de figure est rare et n'est possible qu'en l'absence de conflit, tels que la Seconde Guerre mondiale, la Guerre froide ou la guerre contre le terrorisme. Comme l'affirmait l'écrivain Rudyard Kipling, la vérité est toujours la première victime de la guerre, et sans cet accès à la vérité, il n'y a pas de liberté de presse. Puisque les conflits ne manquent pas, l'attitude des ICSN est le plus souvent fermée (C). Les journalistes vont à l'occasion adopter une attitude de coopération (X) lorsque survient une nouvelle menace, comme lors de l'attaque de Pearl Harbor par le Japon en 1942 ou après les attaques terroristes de 2001). Cependant, une fois le choc encaissé, les médias retournent à leur position d'adversaire (Z).

Quel que soit le modèle qui prévaut, la relation entre les médias et les ICSN doit permettre de trouver un équilibre entre la liberté de presse et la sécurité nationale. Notre étude apporte ainsi quelques pistes de réflexion sur les moyens à mettre en oeuvre pour y parvenir.

CONCLUSION

Notre étude est la première à avoir validé empiriquement le modèle théorique de Campbell. Nous avons pu valider la périodisation de l'auteur pour la période 2002-2009. Notre étude valide aussi l'hypothèse de l'auteur à l'effet que la relation entre les médias et les ICSN est devenue davantage fermée et adverse après 2009. Nos résultats obtenus pour l'Affaire Snowden soutiennent cette hypothèse.

Le modèle des fonctions journalistiques de Weaver a été utilisé à de nombreuses reprises précédemment mais, sauf erreur, notre étude est la première à l'utiliser pour l'étude des journalistes spécialisés dans la couverture de la sécurité nationale. Bien que les résultats obtenus d'un cas d'étude à un autre et d'un groupe de participants à l'autre diffèrent légèrement de ceux obtenus par Weaver (2006), on retrouve la même importance relative de chacune des catégories par rapports aux autres (à l'exception des données de la perception des journalistes dans l'Affaire Snowden où la fonction adverse recueille 50%). Notre étude confirme aussi la tendance, identifiée dans Weaver et Wilhoit (2012), selon laquelle la fonction adverse gagne en popularité. Si cette tendance se renforce, elle pourrait à terme rendre impossible toute tentative d'autoréglementation.

L'échelle Assange-Schoenfeld que nous avons utilisée pour mesurer la perception de la liberté de presse dans les deux groupes a été confectionnée pour les besoins de cette étude et n'avait donc jamais été utilisée auparavant. Elle mériterait sans doute d'être affinée et validée dans un autre contexte de recherche. Nous croyons toutefois qu'elle est une contribution intéressante à la recherche sur la liberté de presse dans la couverture de la sécurité nationale car elle permet de mesurer et de comparer les points de vue de groupes aux intérêts variés. Elle permet à la fois de quantifier la

tolérance des participants aux contraintes à la liberté de presse et leur tolérance à l'égard de l'absence de ces contraintes. Les enjeux de la protection des sources et des méthodes des agences de renseignement se sont rapidement révélés comme des indicateurs significatifs et constitutifs de la relation entre les médias et les ICSN. Nous espérons que les résultats obtenus par cette méthode de comparaison puissent être vérifiés par d'autres recherches.

Enfin – et c'est peut être ici son principal intérêt – notre étude permet d'amorcer une réflexion dans les milieux de pratiques et les associations afin de discuter des possibilités d'amélioration de la relation entre les deux groupes. Cette démarche et ce rapprochement pourraient s'avérer fort précieux advenant une autre fuite massive de documents comme celle de l'Affaire Snowden ou une crise politique comme celle de l'Affaire Arar.

ANNEXE A

CANEVAS D'ENTREVUE AVEC LES JOURNALISTES

Avant de débiter l'entrevue

- Présenter les objectifs de la recherche et le cadre de l'entrevue.
- Lire le formulaire de consentement et répondre aux questions du participant. Préciser les modalités de l'entrevue : durée, enregistrement, confidentialité, etc.
- Faire signer le formulaire de consentement.

Perception de la liberté de presse

- Existait-il des contraintes à la liberté de presse en matière de couverture de la sécurité nationale lors de l'affaire Maher Arar?
 - o Avez-vous senti qu'il y a eu, de la part du gouvernement, une tentative d'utiliser les médias?
- Existait-il des contraintes à la liberté de presse en matière de sécurité nationale lors de l'affaire Snowden?
 - o Avez-vous senti qu'il y a eu, de la part du gouvernement, une tentative d'utiliser les médias?
- Doit-il y avoir des limites à la liberté de presse en matière de couverture de la sécurité nationale? SVP expliquer votre point de vue.
 - o Y a-t-il des informations liées à la sécurité nationale qui ne devraient pas être publiées ou diffusées dans les médias?
 - Publication non autorisée de documents gouvernementaux?

- Exposer des sources ou des méthodes utilisées par les agences de renseignement?
 - Divulguer des informations susceptibles de déclencher une guerre?
 - Divulguer des informations pouvant compromettre la sécurité nationale du Canada?
- Existe-t-il des circonstances dans lesquelles il serait justifiable de poursuivre un journaliste en justice pour avoir publié des informations relatives à la sécurité nationale?

Contexte sociopolitique

- Quelle est la nature de votre relation avec les institutions de la sécurité nationale?
 - Au moment de l'affaire Snowden?
 - Au moment de l'affaire Arar?

Pratiques journalistiques

- Laquelle des descriptions suivantes correspond le mieux au type de journalisme que vous pratiquiez au moment de l'affaire Snowden (descriptions tirées de Weaver et al., 2006)?
- Laquelle des descriptions suivantes correspond le mieux au type de journalisme que vous pratiquiez au moment de l'affaire Arar?
- Laquelle des descriptions suivantes représente selon vous le meilleur type de journalisme?

Note : Une copie imprimée des descriptions sera remise à l'interviewé.

Journalisme interprétatif

- Vérifier les informations provenant d'un gouvernement.
- Expliquer des sujets d'actualité qui sont complexes.
- Discuter des politiques gouvernementales en cours d'élaboration.
- Discuter de politiques internationales ou de sécurité nationale.

Journalisme disséminateur

- Publier rapidement une information qui est d'intérêt public.
- Éviter de publier des faits non vérifiés.
- Rejoindre le plus large public possible.
- Divertir les lecteurs.

Journalisme public (mobilisateur public)

- Permettre aux gens d'exprimer leur point de vue.
- Développer l'intérêt du public pour la culture et les arts.
- Encourager les gens à s'engager comme citoyen.
- Trouver des solutions à des problèmes.
- Influencer l'agenda politique.

Journalisme adversaire

- Confronter les représentants des gouvernements.
- Confronter les représentants d'entreprises.
- L'utilisation de documents gouvernementaux non autorisée (documents confidentiels ou secrets obtenus autrement que par la loi sur l'accès à l'information).

Selon vous, dans quelles circonstances et dans quelles mesures peut-il être justifiable de publier des informations provenant de documents gouvernementaux non autorisés en lien avec la sécurité nationale?

CANEVAS D'ENTREVUE AVEC LES REPRÉSENTANTS DE LA SÉCURITÉ NATIONALE

Avant de débiter l'entrevue

- Présenter les objectifs de la recherche et le cadre de l'entrevue.
- Lire le formulaire de consentement et répondre aux questions du participant. Préciser les modalités de l'entrevue : durée, enregistrement, confidentialité, etc.
- Faire signer le formulaire de consentement.

Perception de la liberté de presse

- Existait-il des contraintes à la liberté de presse en matière de couverture de la sécurité nationale lors de l'affaire Maher Arar?
 - o Avez-vous senti qu'il y a eu, de la part du gouvernement, une tentative d'utiliser les médias?
- Existait-il des contraintes à la liberté de presse en matière de sécurité nationale lors de l'affaire Snowden?
 - o Avez-vous senti qu'il y a eu, de la part du gouvernement, une tentative d'utiliser les médias?
- Doit-il y avoir des limites à la liberté de presse en matière de couverture de la sécurité nationale? SVP expliquer votre point de vue.
- Y a-t-il des informations liées à la sécurité nationale qui ne devraient pas être publiées ou diffusées dans les médias?
 - Publication non autorisée de documents gouvernementaux?

- Exposer des sources ou des méthodes utilisées par les agences de renseignement?
 - Divulguer des informations susceptibles de déclencher une guerre?
 - Divulguer des informations pouvant compromettre la sécurité nationale du Canada?
- Existe-t-il des circonstances dans lesquelles il serait justifiable de poursuivre un journaliste en justice pour avoir publié des informations relatives à la sécurité nationale?

Contexte sociopolitique

- Quelle était la nature de la relation entre les institutions canadiennes de la sécurité nationale et les médias?
- Au moment de l'affaire Snowden?
 - Au moment de l'affaire Arar?

Pratiques journalistiques

Laquelle des descriptions suivantes (tirées de Weaver et al., 2006) correspond le mieux au type de journalisme pratiqué par les journalistes ayant couvert :

- l'affaire Arar?
- L'affaire Snowden?

Laquelle des descriptions suivantes représente selon vous le meilleur type de journalisme?

Note : Une copie imprimée des descriptions sera remise à l'interviewé.

Journalisme interprétatif

- Vérifier les informations provenant d'un gouvernement
- Expliquer des sujets d'actualité qui sont complexes
- Discuter des politiques gouvernementales en cours d'élaboration
- Discuter de politiques internationales ou de sécurité nationale

Journalisme disséminateur

- Publier rapidement une information qui est d'intérêt public
- Éviter de publier des faits non vérifiés
- Rejoindre le plus large public possible
- Divertir les lecteurs

Journalisme public (mobilisateur public)

- Permettre aux gens d'exprimer leur point de vue
- Développer l'intérêt du public pour la culture et les arts
- Encourager les gens à s'engager comme citoyen
- Trouver des solutions à des problèmes
- Influencer l'agenda politique

Journalisme adversaire

- Confronter les représentants des gouvernements
- Confronter les représentants d'entreprises
- Utilisation de documents gouvernementaux non autorisée (documents confidentiels ou secrets obtenus autrement que par la loi sur l'accès à l'information)

Selon vous, dans quelles circonstances et dans quelles mesures peut-il être justifiable de publier des informations provenant de documents gouvernementaux non autorisés en lien avec la sécurité nationale?

ANNEXE B

MODELES THEORIQUES

Les options des médias pour la couverture des activités de renseignement selon le modèle de Campbell (2009).

X (embedded)

Y (sceptical but balanced)

Z (adversarial)

Les options des agences de renseignement dans leur relation avec les médias selon le modèle de Campbell (2009)

A (open)

B (cautious)

C (closed)

Évolution de la relation médias-agences de renseignement selon Campbell (2009)

Période	Événement	Type de relation
1939-1945	Seconde Guerre mondiale	CX
1947-1948	Affaire Gouzenko	CY
1948-1967	Première partie de la Guerre froide (avant la guerre Vietnam-États-Unis)	CX
1968-1989	Seconde partie de la Guerre froide	CZ
1989-septembre 2001	Après-Guerre froide	BY

Échelle « Assange-Schoenfeld » de la liberté d'expression en matière de sécurité nationale

Plus de liberté de presse

Moins de liberté de presse

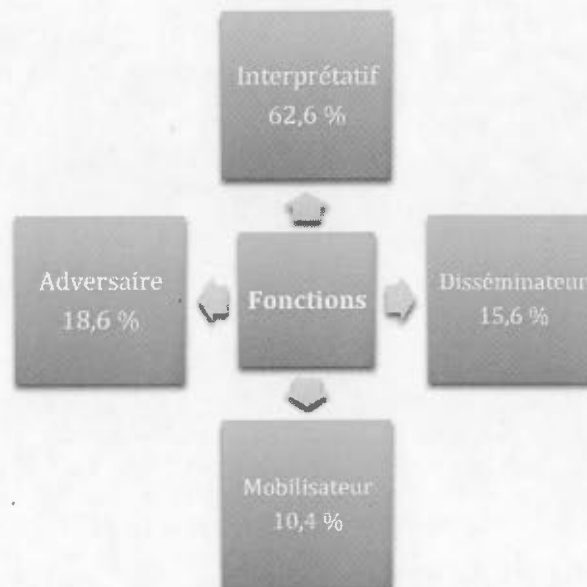


Descripteurs

- a. Les journalistes sont libres de publier tout ce qu'ils veulent en matière de sécurité nationale, sans restriction.
- b. Les journalistes peuvent publier sans contrainte dans la mesure où cela sert à dénoncer des agissements répréhensibles du point de vue de l'intérêt public.
- c. En plus de b. les journalistes devraient protéger l'identité des personnes (sources) dont la vie ou la sécurité seraient compromise par une divulgation, sauf s'il s'agit de criminels ou de personnes ayant commis des actes répréhensibles.
- d. Comme dans c. sauf que les journalistes doivent protéger l'identité de toute personne dont la divulgation mettrait en péril la vie ou la sécurité, sans exception, mais seulement si le gouvernement ou l'entité concernée peut en faire la démonstration.
- e. Comme dans d. sauf qu'il n'est pas nécessaire de faire la démonstration de la menace.
- f. En plus de d. les journalistes doivent éviter de révéler les méthodes utilisées par les services de renseignement pour obtenir des informations, sauf si celles-ci sont jugées répréhensibles du point de vue de l'intérêt public.

- g. Comme dans e. sauf que les journalistes ne devraient en aucun cas révéler les méthodes utilisées par les services de renseignement pour obtenir des informations car toute divulgation compromet la sécurité nationale.
- h. Même si la loi le permet, le gouvernement devrait éviter de poursuivre un journaliste ou un média pour avoir compromis la sécurité nationale car cela serait une atteinte à la liberté de presse.
- i. Les journalistes ne sont pas au-dessus des lois ; il serait donc acceptable, en principe de poursuivre un journaliste ou un média qui compromet la sécurité nationale. Mais en réalité le gouvernement n'a souvent pas intérêt à le faire, pour diverses raisons.
- j. Les journalistes ne sont pas au-dessus des lois ; il serait donc tout à fait justifié pour le gouvernement de poursuivre un journaliste ou un média qui compromettrait la sécurité nationale.

Typologie des modèles journalistiques selon Weaver



BIBLIOGRAPHIE

- Aftergood, Steven. 2009. «Reducing Government Secrecy: Finding what Works». *Yale Law and Policy Review*, vol. 27, no. 2, p. 401-407.
- Aldrich, Richard J. 2009. «Regulation by Revelation? Intelligence, the Media and Transparency». In *Spinning Intelligence: Why Intelligence Needs the Media, Why the Media Needs Intelligence*, sous la dir. de Robert Dover et Michael S. Goodman, p.13-35. New York (N.Y.): Columbia University Press.
- Andrew, Christopher et David Dilks. 1984. *The Missing Dimension: Governments and Intelligence Communities in the Twentieth Century*. Urbana (IL): University of Illinois Press, 300 p.
- Arboit, Gérald. 2009. «La médiatisation du renseignement et ses dérives depuis le 11 septembre 2001». In *Renseignement, médias et démocratie*, sous la dir. d'Eric Denécé, p.19-43. Paris (Fr.): Ellipses.
- Bernier, Marc-François, et Marsha Barber. 2012. «The Professional Creed of Quebec's Journalists in Canada». In *The Global Journalist in the 21st Century*, sous la dir. de David Weaver et Lars Willnat, p. 333-347, New York (N.Y.): Routledge.
- Bernier, Marc-François. 2014. *Éthique et déontologie du journalisme*. Québec (Qué.): Presses de l'Université Laval. 410 pages.
- Bernstein, Carl. «The CIA and the Media». *Rolling Stone*, 20 octobre 1977, édition en ligne consultée le 5 octobre 2015.
- Betke, Carl et S.W. Horrall. 1978. *Canada's Security Service: an historical outline, 1864-1966*. Ottawa (Ont.): Royal Canadian Mounted Police, Historical Section.
- Bourdieu, Pierre. 1994. «L'emprise du journalisme». *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 101, no. 1, p. 3-9.

- Brodeur, Jean-Paul. 2002. «The Globalisation of Security and Intelligence Agencies: A report on the Canadian Intelligence Community». In *Democracy, Law and Security: Internal Security Services in Contemporary Europe*, sous la dir. de Jean-Paul Brodeur, Peter Gill et Dennis Töllborg, Burlington: Ashgate, p. 210-261.
- Campbell, Tony. 2003. «Canada-United States Intelligence Relations and 'Information Sovereignty'». In *Canada Among Nations 2003: Coping with the American Colossus*, sous la dir. de David Carment, Fen Osler Hampson et Norman Hillmer, p. 156-179, Don Mills: Oxford University Press.
- Campbell, Tony. 2009. «Bedmates or Sparring Partners? Canadian Perspectives on the Media-Intelligence Relationship». In «The New Propaganda Age». In *Spinning Intelligence: Why Intelligence Needs the Media, Why the Media Needs Intelligence*, sous la dir. de Robert Dover et Michael S. Goodman, p. 165-184. New York (N.Y.): Columbia University Press.
- Chambers, S. et A. Costain. 2000. *Deliberation, Democracy and the Media*. Londres : Rowman & Littlefield, 232 p.
- Commission d'enquête sur les actions des responsables canadiens relativement à Maher Arar. 2006. *Rapport sur les événements concernant Maher Arar : Analyse et recommandations*. Ottawa : Gouvernement du Canada, 407 p.
- Commission d'enquête sur certaines activités de la Gendarmerie royale du Canada. 1981. *Troisième rapport : Certaines activités de la GRC et la connaissance qu'en avait le gouvernement*. Ottawa : Gouvernement du Canada, 537 p.
- Charaudeau, Patrick. 1997. *Le discours d'information médiatique : La construction du miroir social*. Paris (Fr.): Nathan, 286 p.
- Charron, Jean. 1994. *La production de l'actualité*. Montréal (Québec) : Boréal, 446 p.
- Chase, Steve. 2009. «Canada complicit in torture of innocent Afghans, diplomat says ». *Globe and Mail* (ON.), 18 novembre, édition en ligne consultée le 21 septembre 2014.
- Cohen, Bernhard Cecil. 1963. *The Press and Foreign Policy*. Princeton (N.J.): Princeton University Press, 288 p.

- Dénécé, Eric. 2009. «La gouvernance du renseignement : une nouvelle exigence démocratique». In *Renseignement, médias et démocratie*, sous la dir. d'Eric Denécé, p. 9-16. Paris (Fr.): Ellipses.
- Deuze, Mark. 2005. «What is Journalism? Professional Identity and Ideology of Journalists Reconsidered». *Journalism*, vol. 6, no. 4, p. 442-464.
- Edwards, Peter. 2014. «Canada actively spies for NSA, Glenn Greenwald claims in new book». *Toronto Star* (ON.), 14 mai, p. A8.
- Epstein, Edward Jay. 1973. *News From Nowhere: Television and the News*. New York (N.Y.): Vintage Books Editions, 321 p.
- Ericson, R., P. Baranek et J. Chan. 1987. *Visualizing Deviance: A Study of News Organization*, Toronto (ON.): University of Toronto Press, 390 p.
- «États-Unis : Quand la sécurité nationale menace la liberté de presse», *Le Figaro*, 22 mai 2006, édition en ligne consultée le 14 avril 2016.
- Farson, Stuart. 2001. «So You Don't Like Our Cover Story – Well We Have Others: The Development of Canada's Signals Intelligence Capacity Through Administrative Sleight of Hand, 1941-2000». In *Using Power: The Canadian Experience*, sous la dir. de Robert Mernzies, p. 78-94. Halifax (N.-É.): Fernwood Press.
- Fédération professionnelle des journalistes du Québec. 2010. *Guide de déontologie*. Sur internet : www.fpqj.org/deontologie/guide-de-deontologie/. Page consultée le 21 août 2016.
- Gans, H. J. 1979. *Deciding what's news: A study of CBS Evening News, NBC Nightly News, Newsweek, and Time*. New York (N.Y.): Pantheon Books, 393 p.
- George, Alexander L. et Andrew Bennett. 2005. *Case Studies and Theory Development in the Social Sciences*. Cambridge (MA): MIT Press, 335 p.
- Gingras, Anne-Marie. 2009. *Médias et démocratie. Le grand malentendu*, Troisième édition. Québec : Presses de l'Université du Québec, 290 p.

- Gingras, Anne-Marie. 2009. « Enquête sur le rapport des journalistes à la démocratie : le rôle de médiateur en question ». *Revue canadienne de science politique*, vol.45, no.3, p.685-710.
- Giroux, Daniel et Pierre Trudel. 2014. « Le panomara de l'autorégulation des médias et des journalistes ». In *La régulation du travail journalistique dans dix pays dont le Canada*, sous la direction de Daniel Giroux et Pierre Trudel, p. 12-14. Montréal : Centre d'études sur les médias.
- Grant c. Torstar Corp., 2009 CSC 61, [2009] 3 R.C.S. 640
- Greenberg, Andy. 2010. «An Interview with WikiLeaks' Julian Assange». *Forbes*, 29 novembre, édition en ligne consultée le 25 juillet 2014.
- «Guardian to publish more Snowden intelligence revelations», *BBC News Online*, 9 octobre 2013, édition en ligne consultée le 3 août 2014.
- Hanitzsch, Thomas, Folker Hanusch, Claudia Mellado, *et al.* 2011. «Mapping Journalism Cultures across Nations: A Comparative Study of 18 Countries». *Journalism Studies*, vol. 12, no. 3, p. 273-293.
- Hannant, Larry. 1993. «Access to the inside: An assessment of Canada's security service: A history». *Intelligence and National Security*, vol. 8, no. 3, p. 149-159.
- Hastedt, Glenn P. 2015. «The press as an agent of oversight: the NSA leaks». *International Journal of Intelligence and Counterintelligence*, vol. 29, no. 1, p. 26-47.
- Herman, Edward S., et Noam Chomsky. 1988. *Manufacturing Consent : The Political Economy of the Mass Media*. New York (N.Y.): Pantheon Books, 393 p.
- Hillebrand, Claudia. 2012. «The Role of News Media in Intelligence Oversight». *Intelligence and National Security*, vol. 27, no. 5, p. 689-706.
- Johnstone, J., E. Slawski et W. Bowman. 1972. «The Professional Values of American Newsmen». *Public Opinion Quarterly*, vol. 36, no. 4, p. 522-540.
- Kent, Sherman. 1949. *Strategic Intelligence for American World Policy*. Princeton (N.J.): Princeton University Press, 262 p.

- Larsen, Mike et Kevin Walby. 2012. *Brokering Access : Power, Politics, and Freedom of Information Process in Canada*. Vancouver (BC): UBC Press, 32 p.
- Lefebvre, Stéphane. 2010. «Canada's Legal Framework for Intelligence». *International Journal of Intelligence and CounterIntelligence*, vol. 23, no. 2, p. 247-295.
- Lippmann, Walter. 1922. *Public Opinion*. Harcourt (N.Y.): Brace and Co, 427 p.
- Loi constitutionnelle de 1982, Annexe B de la Loi de 1982 sur le Canada (R-U), 1982, c 11
- Mason, Rowena. 2014. «D-notice system to be reviewed in wake of Edward Snowden revelations». *The Guardian*. 26 janvier 2014.
- Mueller, John. 1970. «Presidential Popularity from Truman to Johnson». *The American Political Science Review*, vol. 64, no. 1, p. 18-34.
- Muhlmann, Géraldine. 2004. *Du journalisme en démocratie*. Paris (Fr.): Payot, 347 p.
- Omand, David. 2013. «Edward Snowden's leaks are misguided – they risk exposing us to cyber-attacks». *The Guardian*, 26 septembre, édition en ligne consultée le 25 juillet 2014.
- Pincher, Chapman. 2009. «Reflections on a Lifetime of Reporting on Intelligence Affairs». In *Spinning Intelligence: Why Intelligence Needs the Media, Why the Media Needs Intelligence*, sous la dir. de Robert Dover et Michael S. Goodman, p. 149-164. New York (N.Y.): Columbia University Press.
- Pires, A.P. 1997. Échantillonnage et recherche qualitative : essai théorique et méthodologique. In *La recherche qualitative. Enjeux épistémologiques et méthodologiques*, sous la direction de J. Poupart, L.-H. Groulx, J.-P. Deslauriers, *et al*, pp. 113-169. Montréal: Gaëtan Morin éditeur.
- Pritchard, David et Florian Sauvageau. 1999. *Les journalistes canadiens : portrait de fin de siècle*. Québec (Qc.): Les Presses de l'Université Laval, 144 p.
- Québec, Groupe de travail sur le journalisme et l'avenir de l'information au Québec. 2010. *L'information au Québec. Un intérêt public*. Sur internet : http://gpji.ca/media/gtjaiq_rapport_2010.pdf. Page consultée le 21 août 2016.

- Report to the President. 2008. Information Security Oversight Office. US Government. 32 pages.
- Report of the Review. 2015. The Defence advisory notice system and the defence press and broadcasting advisory committee. UK Government. 36 pages.
- Rudner, Martin. 2001. «Canada's Communications Security Establishment, from Cold War to Globalization». In *Secrets of Signals Intelligence during the Cold War and Beyond*, sous la direction de Matthew M. Aid et Cees Wiebes, London : Frank Cass, p. 97-128.
- Schoenfeld, Gabriel. 2010. Necessary Secrets: National Security, the Media, and the Rule of Law. New York (N.Y.): Norton, 309 pages.
- Scott, Len et Peter Jackson. 2004. «*The Study of Intelligence in Theory and Practice*». *Intelligence and National Security*, vol. 19, no. 2, p. 139-169.
- Final Report of the Select Committee to Study Governmental Operations with Respect to Intelligence Activities (Church Committee). 1976. *Book 1: Foreign and Military Intelligence, B- Covert Relationships with the United States Media*. Washington : US Government Printing Office, p. 191-203.
- Shapley, Deborah. 1982. «The Media and National Security». *Daedalus*, vol. 111, no. 4, p. 199-209.
- Sheibani, Mariam. 2009. «Learning from media mistakes in Arar case». *Toronto Star* (ON.), 29 mai, p. A27.
- Shoemaker, Pamela J., et Stephen D. Reese. 1996. *Mediating the Message: Theories of Influences on Mass Media Content*. Longman (N.Y): Longman Publisher, 313 p.
- Smolkin, Rachel. 2006. «Judgment Calls». *American Journalism Review* (University of Maryland), édition octobre/novembre.
- Tandoc, Edson C., Lea Hellmueller et Tim P. Vos. 2013. «Mind the Gap». *Journalism Practice*, vol. 7, no. 5, p. 539-554.
- Viau, Louise. 2003. «Justice criminelle et médias : l'encadrement juridique de la liberté de la presse au Canada». *Revue générale de droit*, vol. 33, no. 4, p. 609-634.

- Wark, Wesley K. 2004. *Twenty First Century Intelligence*. Collection Studies in Intelligence, Hoboken: Taylor and Francis, 201 p.
- Watt, Nicholas. 2013. «David Cameron Makes Veiled Threat to Media over NSA and GCHQ Leaks». *The Guardian*, 28 octobre, édition en ligne consultée le 23 décembre 2013.
- Weaver, D.H., et G.C. Wilhoit. 1986. *The American Journalist: A portrait of U.S. News People and their Work*, Bloomington (Ind.): Indiana University Press, 288 pages.
- Weaver, D.H., et G.C. Wilhoit. 2006. *The American Journalist in the 21st Century: U.S. News People at the Dawn of a New Millenium*, Routledge, 304 pages.
- Weaver, David et Lars Willnat. 2012. *The Global Journalist in the 21st Century*. New York (N.Y.): Routledge, 596 pages.
- Weber, Max. 1918. *Économie et société*, éd. 1995. Paris (Fr.): Pocket, 318 p.
- Weiner, Tim. 2008. *The Media and National Security and Intelligence. Mutual Dependence, Mutual Distrust: Actes de la conférence organisée par la Fondation pour le journalisme canadien en collaboration avec l'Association canadienne des études sur le renseignement et la sécurité* (Ottawa, 1^{er} avril 2008).
- Wilkinson, Nicholas. 2009. «Balancing National Security and the Media: The D-Notice Committee». In *Spinning Intelligence: Why Intelligence Needs the Media, Why the Media Needs Intelligence*, sous la dir. de Robert Dover et Michael S. Goodman. p. 133-147. New York (N.Y.): Columbia University Press.
- Whitaker, Reg et Stuart Farson. 2009. «Accountability in and for National Security.» *Choices*. Institute for Research on Public Policy, vol. 15, no. 9, 54 p.